

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

Jean Catsiapis

**Grandeur et décadence
de la diplomatie turque**

Joseph S. Joseph

Leaving the EU Door Ajar for Turkey

**Annexes on Turkey's progress
towards accession**

Panos Levenits

**Bridge across the Void : Medieval Memories
from Nicosia's Green Line**

Christos Ath. Terezis, Olga Chr. Stavropoulou

**The Theological Support of the Concept of
Justice in Plato's Laws**

Jean Catsiapis, Stephanos Constantinides

Cyprus: the April 24th 2004 Referendum

Recensions / Book Reviews

ÉTUDES HELLÉNIQUES / HELLENIC STUDIES

Études Helléniques / Hellenic Studies

DIRECTEUR / EDITOR

Stephanos CONSTANTINIDES

Université du Québec à Montréal, Centre de recherches helléniques - Canada

DIRECTRICE ADJOINTE / ASSISTANT EDITOR

Kathryn RADFORD

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL BOARD

Van COUFOUDAKIS	Indiana University-Purdue University (USA)
Jacques BOUCHARD	Université de Montréal (Canada)
Dimitri CONSTAS	Panteion University (Athens, Greece)
Theodore COULOUMBIS	Athens University (Greece)
Peter CHIMBOS	University of Western Ontario (Canada)
Jean CATSIAPIS	Université de Paris X (France)
George KOURVETARIS	Northern Illinois University (USA)
Thanos VEREMIS	Athens University (Greece)
Paris ARNOPOULOS	Concordia University (Canada)
Alexander KITROEFF	Haverford College (USA)
Athanassios PLATIAS	Panteion University (Athens, Greece)
George KANARAKIS	Charles Sturt University-Bathurst (Australia)
Theodoros PELAGIDES	Panteion University (Athens, Greece)
Kostas GOULIAMOS	Cyprus College
Leonidas BOMBAS	Former Editor (Greece)
Marios EVRIVIADES	Athens University of Economics and Business (Greece)
Helen NICKAS	La Trobe University, Melbourne (Australia)
Ioannis PHILIPPOUSSIS	Dawson College (Montreal, Canada)
Christodoulos YIALLOURIDES	Panteion University (Athens, Greece)
Joseph S. JOSEPH	University of Cyprus (Cyprus)
Vaños LAZOS	University of Macedonia (Greece)
Savvas KATSIKIDES	University of Cyprus (Cyprus)
Maria HERODOTOU	La Trobe University, Melbourne (Australia)
Panayotis J. TSAKONAS	University of the Aegean (Greece)

Published twice a year (Spring-Autumn) by the **Centre for Hellenic Studies and Research - Canada**. Articles for publication, books for review and general correspondence should be addressed to **HELLENIC STUDIES**, C.P. 48571, 1495 Van Horne, Outremont, (Québec), Canada, H2V 4T3, Tel: (514) 276-7333, Fax: (514) 495-3072 (E-mail: k12414@er.uqam.ca). Subscription orders, inquiries, single orders and back issues should be addressed/could be obtained from this address also. **HELLENIC STUDIES** is an interdisciplinary, bilingual (French-English) journal devoted to the study of issues prevailing among Greeks in both Greece proper and the numerous Greek communities abroad.

Subscription Rates/Frais d'abonnement	One year/Un an	Europe (par virement)*
Individuals/Particuliers	\$35.00	35 euros
Institutions	\$45.00	40 euros
Support/Soutien	\$50.00	50 euros

*Compte chèques postaux à Paris : n° 2846134E020, établissement : 30041

Revue publiée deux fois par an (Printemps-Automne) par le **Centre de recherches helléniques-Canada**. Tous les articles, les recensions et la correspondance générale doivent être adressés aux **ÉTUDES HELLÉNIQUES**, C.P. 48571, 1495 Van Horne, Outremont, (Québec), Canada, H2V 4T3, Tel: (514) 276-7333, Télécopieur: (514) 495-3072 (E-mail: k12414@er.uqam.ca). Pour les abonnements, les informations, pour tout numéro courant ou ancien de la revue, prière de vous adresser aux **ÉTUDES HELLÉNIQUES** à l'adresse ci dessus.

ÉTUDES HELLÉNIQUES est une revue interdisciplinaire bilingue (français-anglais) consacrée à la recherche: elle a pour objet l'étude de l'hellénisme tant de la Grèce que de la diaspora.

Dépôt légal / Legal Deposit
National Library of Canada
Bibliothèque nationale du Québec
4^e trimestre 2004
ISSN 0824-8621

Printed / Imprimé au Canada

Volume 12, No 2, 2004

Automne / Autumn

Table des matières / Table of Contents

Grandeur et décadence de la diplomatie Turquie Jean Catsiapis.....	5
Leaving the EU Door Ajar for Turkey Joseph S. Joseph	31
Annexes on Turkey's progress towards accession	
ANNEX 1	
Recommendation of the European Commission on Turkey's progress towards accession	41
ANNEX 2	
Report on Turkey's progress towards accession (Human Rights and the Protection of Minorities)	44
ANNEXE 3	
Recommandation de la Commission européenne concernant les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion	51
ANNEXE 4	
Chronologie de la candidature de la Turquie à l'UE	56
Bridge across the Void: Medieval Memories from Nicosia's Green Line Panos Leventis	59
The Theological Support of the Concept of Justice in Plato's Laws Christos Ath. Terezis, Olga Chr. Stavropoulou.....	73
Cyprus: the April 24th 2004 Referendum Jean Catsiapis, Stephanos Contantinides.....	83
Recensions / Book Reviews	103
Chronologie Grèce	107
Chronologie Chypre	109

KEEK

ΚΕΝΤΡΟ ΕΛΛΗΝΙΚΩΝ ΕΡΕΥΝΩΝ ΚΑΝΑΔΑ
CENTRE DE RECHERCHES HELLENIQUES - CANADA
CENTRE FOR HELLENIC STUDIES AND RESEARCH - CANADA

DIRECTOR/DIRECTEUR

Stephanos Constantinides

Université du Québec à Montréal

BOARD OF DIRECTORS / CONSEIL D'ADMINISTRATION

Paris Arnopoulos, President/Président
Concordia University

Vissarion Hatzidavid,
Secretary-Treasurer/Secrétaire-Trésorier
Writer/Écrivain

Yannis Philippoussis, Membre
Dawson College

Jean Catsiapis, Membre
Université de Paris X

Peter Chimbos, Membre
Brescia College, University of Western Ontario

Kathryn Radford,
McGill University

George Stubos, Membre
York University

Theodoros Pelagidis, Membre
Panteion University, Athens

Maria Herodotou, Membre
La Trobe University, Melbourne (Australia)

Eleutheria Papamichael, Membre
Enseignante/Teacher

Tel: (514) 276-7333 Fax: (514) 495-3072 E-mail: k12414@er.uqam.ca
C.P. 48571, 1495 Van Horne, Outremont, (Québec)
Canada H2V 4T3

Grandeur et décadence de la diplomatie Turque

Essai d'analyse des relations de la Turquie avec l'Europe et les Etats-Unis dans la période 1923-2003

Jean Catsiapis*

ABSTRACT

In his study on Turkish diplomacy from 1923 to 2003, Jean Catsiapis tends to show how Ankara experienced successes as well as setbacks in two areas: the Cypriot question and the Iraqi problem. The author emphasizes that it was impossible for Turkey to carry out multidimensional diplomacy, oriented primarily towards the Turkish-speaking countries of Central Asia and Islamic states which are members of the Islamic Conference Organisation. Turkish diplomacy has remained focussed on one goal only: EU membership.

RÉSUMÉ

Dans son étude, qui porte sur la diplomatie turque dans la période 1923-2003 l'auteur tend à démontrer qu'Ankara a connu des succès mais aussi des revers, qui touchent, les uns comme les autres principalement à deux dossiers : la question chypriote et le problème irakien. Il insiste également sur l'impossibilité pour la Turquie de pratiquer une diplomatie multidimensionnelle, tournée notamment sur les pays turcophones d'Asie centrale et les Etats musulmans, membres de l'Organisation de la Conférence islamique. La diplomatie turque est orientée dans une seule direction : celle de l'Europe.

« La Turquie est l'homme malade de l'Europe ». Cette fameuse formule d'Alexandre Gortchakov, ambassadeur du tsar Alexandre II lors du traité de San Stéfano, qui met fin, le 3 mars 1878, à la guerre russo-turque est toujours d'actualité. Ce pays, gouverné depuis la fin 2002 par un gouvernement islamiste¹ lui même soumis à la surveillance étroite d'une armée, toujours prête à intervenir dans la vie politique est embourbé dans des difficultés intérieures et extérieures, dont il ne pense sortir que par une adhésion – aujourd'hui très hypothétique – à l'Union européenne. A vrai dire l'empire ottoman, considéré depuis longtemps comme fort mal en point, ainsi qu'en témoigne un Almanach de 1687, qui représente le Grand Turc avec tous les

* Université de Paris X

médecins de l'Europe à son chevet², a mis plus de deux siècles pour s'éteindre. C'est en effet après la première guerre mondiale, que cet empire disparaît avec la proclamation de la République turque le 29 octobre 1923.

La Turquie pendant quatre vingts ans a développé une politique étrangère fondée sur un nationalisme intransigeant pour effacer l'humiliation subie par cet empire dépecé par le traité de Sèvres du 10 août 1920(voir *Annexe 1 la chronologie de la politique extérieure de la Turquie*). C'est le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, qui consacre après la guerre menée par Mustafa Kemal (Atatürk) le sursaut des Turcs, vainqueurs des Grecs mais aussi des Français et des Anglais. Tout en pratiquant une politique de bon voisinage qui va déboucher sur le Pacte d'Entente Balkanique du 9 février 1934 la Turquie va s'efforcer d'agrandir son territoire par la pression diplomatique ou la force en récupérant des pays ou des régions, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman. En 1939 elle obtient ainsi le Sandjak d'Alexandrette, arraché à la Syrie grâce à la complaisance française puis en 1974 le nord de Chypre à la suite d'une expédition militaire qu'elle occupe et colonise en violation des règles internationales. D'autre part la volonté d'expansionnisme de la Turquie (voir *Annexe 2 les prétentions turques sur Chypre, la Thrace grecque et la mer Egée*) s'exprime, depuis le milieu des années soixante dix, par la violation permanente de la souveraineté de la Grèce en mer Egée tant par des incursions militaires sur des îlots grecs que par des violations quotidiennes de son aviation de chasse de l'espace aérien hellénique au dessus de cette mer. En outre, depuis 1991 le gouvernement d'Ankara sous couvert de la lutte contre le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) effectue des incursions au nord de l'Irak, sans tenir compte des protestations de la communauté internationale.

Cette politique étrangère offensive, qui s'accompagne en permanence de mesures de contrainte à l'égard des minorités chrétiennes et kurdes de Turquie, explique la mise au ban des nations de ce pays, souvent la cible des résolutions du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, de l'ONU et des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. C'est pourquoi la volonté affichée par Ankara de faire partie de l'UE se heurte au scepticisme de la Commission de Bruxelles, et à la méfiance, pour ne pas dire à l'hostilité de la majorité des peuples composant les Etats membres de cette union.

Ouverte sur l'occident par Atatürk, son fondateur, tiraillée par un attachement à l'Islam, malgré des institutions dominées par le principe de

laïcité et entravée par la tutelle de l'armée sur ses autorités politiques, la République turque par son impossibilité de rompre avec un passé pesant, qui la met en marge des Etats pleinement démocratiques, constitue un partenaire encombrant pour les Etats européens, et un allié incommode pour les Etats-Unis.

On exposera l'évolution des relations de la Turquie d'abord avec l'Europe puis avec les Etats-Unis .

1. Les relations entre la Turquie et l'Europe : de la confrontation à la coopération

Les relations de la Turquie avec l'Europe, principalement avec la Grande Bretagne et la France, ont connu deux phases dans la période 1923-2003 : l'entre-deux-guerres se caractérise par des rapports de confrontation auxquels succéderont à partir de 1939 des liens de coopération.

A. 1923- 1939 : les relations de confrontation

L'Empire ottoman, allié de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie au cours de la 1^{re} guerre mondiale, s'est trouvé dans le camp opposé aux grandes puissances européennes, la France et la Grande Bretagne, qui décident de le démanteler en lui imposant l'humiliant traité de Sèvres du 10 août 1920. La Turquie se trouve ainsi dépecée : elle perd sa partie européenne et d'importantes zones d'Anatolie où doivent être constitués des Etats kurde et arménien. Les détroits (Bosphore, Marmara et Dardanelles), seul passage maritime entre la mer Noire et la Méditerranée sont placés sous le contrôle d'une commission, composée de délégués des Etats vainqueurs de la guerre. Atatürk se lance alors dans une guerre d'indépendance de la Turquie, ponctuée par une série de victoires notamment contre les Grecs. Ceux-ci trouveront refuge en Grèce afin d'échapper à un massacre certain.

Par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, qui révisé le traité de Sèvres, Atatürk obtient la revanche des Turcs tant contre les Grecs que contre les Français et les Anglais. La Turquie récupère ainsi l'est de la Thrace et certaines îles de la mer Egée. Les Dardanelles furent démilitarisées, la liberté de passage et de navigation dans les Détroits, en tout temps étant consacrée

par une convention spéciale. Le régime des Capitulations, c'est à dire des privilèges et immunités accordés aux ressortissants chrétiens des nations européennes et des Etats-Unis vivant en Turquie a été aboli³. Enfin le traité de Lausanne a prévu des échanges obligatoires de population : un million trois cent mille Grecs doivent quitter la Turquie et quatre cent mille Turcs vivant en Grèce sont obligés de partir de ce pays.

On examinera d'abord les relations de ce pays avec la Grande Bretagne puis avec la France.

les relations turco-anglaises

La longue histoire des relations anglo-turques remonte à 1580 lorsque l'Empire Ottoman et l'Angleterre échangèrent les premières lettres diplomatiques afin de promouvoir le commerce entre les deux pays. Après plusieurs siècles marqués par des rapports conflictuels en particulier à l'occasion de la lutte des Grecs pour leur indépendance, qui commence en 1821, et aussi d'alliance lors de la guerre de Crimée de 1854, Londres et Constantinople se trouvent en 1914 dans deux camps opposés. A l'issue de la première guerre mondiale la politique pro-grecque du Premier ministre britannique Lloyd George se heurta à la résistance d'Atatürk. Pendant la conférence de Lausanne Lord Curzon, le représentant de la Grande Bretagne s'efforça de limiter les prétentions turques et de sauvegarder les intérêts vitaux de son pays⁴. C'est ainsi qu'il parvint à éviter que le Patriarcat ne soit éloigné de Constantinople, celui-ci étant désormais privé de ses pouvoirs politiques et administratifs et à faire reconnaître l'annexion de Chypre décidée unilatéralement par Londres le 5 novembre 1914.

Les relations turco-britanniques dans l'entre deux guerres vont être dominées par la question de Mossoul. Dès 1911 les Anglais fondent la Turkish Petroleum Company pour l'exploitation des gisements de pétrole dans cette région relevant de l'Empire ottoman. En 1917 ils prennent Bagdad aux Turcs et s'emparent de Mossoul en 1918. La SDN en 1920 confie à la Grande Bretagne un mandat sur la Mésopotamie⁵. La Turquie et l'Irak vont alors se disputer l'attribution de Mossoul. L'Angleterre obtient en 1925 de la SDN l'inclusion du vilayet de Mossoul (Kurdistan) à l'Irak au détriment de la Turquie. Ankara par le traité du 5 mars 1926 conclu avec Londres accepte de renoncer à ses prétentions sur ce *vilayet*.

Le 15 octobre 1927 un jaillissement d'un phénoménal puits de pétrole près de Kirkourk permet aux Anglais de bénéficier au maximum de leur mandat sur l'Irak, qui prendra fin avec l'indépendance formelle de ce pays en 1932.

Dans les années trente l'ambassadeur de Grande Bretagne en Turquie, Sir George Clerk, intensifia ses efforts pour améliorer les relations anglo-turques. Atatürk en 1936 fut très impressionné par la visite officielle dans son pays du roi Edward VIII. De fait la montée en puissance de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie pousse les Anglais - et aussi les Français - à s'assurer de l'appui ou au moins de la neutralité des Turcs dans le conflit mondial, qui s'annonce.

les relations turco - françaises

Les relations turco-françaises ont commencé en 1536 avec la signature des Capitulations par le Sultan II dit le Magnifique avec François 1^{er}, qui devaient déboucher sur une alliance entre les deux souverains. Ces relations des Turcs avec les Français ont évolué de la même manière que les rapports turco-anglais, c'est à dire en passant par des phases de rapprochement et de confrontation. Après la première guerre mondiale l'accord du 20 octobre 1921 que le Français Henry Franklin-Bouillon conclut avec les Turcs marque l'abandon par la France des droits qu'elle avait obtenus sur la Turquie au traité de Sèvres⁶.

La France va être harcelée dans l'entre deux guerres par la Turquie qui lui réclame la cession du sandjak d'Alexandrette⁷, partie intégrante de la Syrie sur laquelle Paris exerçait un mandat au nom de la SDN. Ce territoire d'environ 4 700 km² et peuplé d'un peu plus de deux cent mille habitants dont un tiers de Turcs était revendiqué par Ankara. La France désireuse d'une part d'assurer une place de choix en Turquie pour ses entreprises et d'autre part de trouver chez ce pays un appui pour sa politique extérieure va être amenée à accepter ce que lui demande Ankara. Le 23 juin 1939, la France contre la volonté des Syriens cède Alexandrette à la Turquie. La Syrie refuse, encore aujourd'hui, de reconnaître cette cession et tient toujours rigueur à Paris d'avoir arbitrairement disposé contre son gré de ce territoire. Ce pays s'oppose depuis des dizaines d'années à ce que la France puisse jouer un rôle au Proche-Orient et en particulier au Liban. C'est ainsi que

l'assassinat à Beyrouth, le 4 septembre 1981, de l'ambassadeur de France, Louis Delamare pendant la guerre, qui sévissait alors au Liban, a été attribué par la presse française et étrangère à des éléments syriens ou contrôlés par l'armée syrienne⁸.

La restitution de territoires à la Turquie par le traité de Lausanne et du Sandjak d'Alexandrette en 1939 revêt une importance symbolique aux yeux des Turcs puisqu'il s'agit d'un début de reconquête de territoires autrefois dépendant de l'Empire ottoman. Le renouveau de la Turquie va aussi se manifester avec la Convention de Montreux du 20 juillet 1936, qui autorise ce pays à remilitariser les Détroits. Ce traité supprime la commission internationale des Détroits dont les compétences sont transférées au gouvernement turc. Ainsi à la veille de la seconde guerre mondiale la Turquie est devenue une puissance respectée et dont l'alliance est recherchée.

B. 1939- 2003 : les relations de coopération

Le Pacte d'assistance mutuelle du 19 octobre 1939 de la Turquie avec la Grande Bretagne et la France marque un tournant dans les relations d'Ankara avec l'Europe. Celles-ci vont désormais être celles d'alliés et non plus de pays rivaux. Toutefois la Turquie va refuser de s'engager aux côtés des Anglais et des Français contre l'Allemagne nazie, pays avec lequel elle va même conclure, le 18 juin 1941, un traité de non agression pour une durée de 10 ans. Ce n'est que le 2 août 1944 qu'Ankara va rompre ses relations politiques et commerciales avec Berlin. Finalement le 23 février 1945 la Turquie déclare la guerre à l'Allemagne et au Japon.

La Turquie après la Seconde Guerre mondiale trouvera à Londres une oreille attentive pour la protection de ses intérêts à Chypre et à Paris un appui dans ses efforts de rapprochement avec l'Europe communautaire.

Chypre, la Turquie et la Grande Bretagne

C'est en raison des initiatives de Staline concernant le Statut des Détroits que la Turquie décide de demander l'appui des Anglais, à l'égard desquels ce pays avait entretenu une méfiance certaine durant les années de guerre. Le maître du Kremlin, par une note diplomatique envoyée aux Turcs le 25 juin

1945, demandait en effet que soit révisée en faveur de l'URSS la convention de Montreux afin que les Russes puissent contrôler conjointement avec ceux-ci le Bosphore et les Dardanelles. Le 4 juin 1946, Ernest Bevin, le Secrétaire d'Etat au Foreign Office affirma que la Turquie était un pays indépendant et qu'il était hors de question que la Russie soviétique porte atteinte à cette indépendance⁹. Une fois tenue en échec cette prétention de Staline, la politique de coopération entre Londres et Ankara va se poursuivre lorsqu'éclate au début des années cinquante la question chypriote. Alors que les Chypriotes turcs s'étaient tenus à l'écart de la guerre d'indépendance menée par les Chypriotes grecs, les Anglais appliquant une nouvelle fois leur politique « diviser pour régner » s'efforcèrent de susciter des tensions entre les deux communautés de l'île : les Chypriotes turcs répondirent à la lutte armée des Chypriotes grecs par des violences et la Turquie se trouva ainsi impliquée dans la question chypriote. Ce pays exigea des Britanniques la partition de Chypre, face aux aspirations des Chypriotes grecs à « l'Enosis », c'est à dire à l'Union de cette île avec la Grèce. Londres agitant cette menace de partage de l'île put ainsi obtenir des Chypriotes grecs en 1959¹⁰ qu'ils acceptent comme solution de la question chypriote, la formation d'une République indépendante au sein du Commonwealth avec un Chypriote grec pour président – ce fut Mgr Makarios – et un Chypriote turc pour vice-président, poste qui sera occupé par le Dr Fazıl Küçük. La paralysie des institutions de Chypre, dans les années, qui ont suivi l'indépendance de ce pays, a été provoquée tant par les incohérences d'une Constitution permettant à la minorité turque d'user d'un droit de veto pour toute décision importante que par la volonté d'Ankara de poursuivre inexorablement et par tous moyens son but de la partition de l'île. De fait le bombardement de Chypre par l'armée turque en août 1964 eut pour conséquence un premier regroupement des Chypriotes turcs, dispersés jusqu'à cette date sur l'ensemble du territoire chypriote. Grâce à l'étrange tolérance des Britanniques, la Turquie, prenant prétexte en juillet 1974 du coup d'Etat fomenté par les colonels grecs contre Mgr Makarios, envahit le nord de Chypre d'où elle fait fuir les Chypriotes grecs qui y habitaient et où elle parvient à y rassembler toute la communauté turque de l'île : d'une part les soldats britanniques stationnés à Chypre ne s'opposèrent pas à l'invasion du territoire chypriote par l'armée turque, alors que la Grande Bretagne était une des puissances garantes de l'indépendance de Chypre, et d'autre part, Londres contre la volonté du gouvernement chypriote, facilita dans les mois qui ont suivi l'intervention militaire de la Turquie, le regroupement des

Chypriotes turcs en zone d'occupation turque en les faisant transiter dans ses bases souveraines d'Akrotiri et de Dekhelia. L'ambassadeur de France à Chypre Alain Chaillous note ainsi dans une dépêche du 18 janvier 1975¹¹ : « La décision britannique de laisser partir vers la Turquie les Chypriotes turcs réfugiés dans les bases anglaises a été un coup de massue pour l'opinion publique grecque ». La Grande Bretagne a donc contribué à la partition de fait de Chypre en ne s'opposant pas à la création au nord de l'île d'une entité composée entièrement de Chypriotes turcs et de Turcs et épurée de ses habitants Chypriotes grecs.

Au cours des trois décennies, qui ont suivi l'intervention militaire turque à Chypre, la Grande Bretagne soucieuse de la préservation de ses intérêts a en apparence tenu la balance égale entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs. Toutefois sa passivité durant cette période a permis à la Turquie de consolider les faits accomplis à Chypre. Début 2004, Londres qui souhaitait en finir avec la question chypriote, a même cru devoir faire savoir au gouvernement chypriote qu'il ne représenterait plus que le sud de l'île dans l'hypothèse où les Chypriotes grecs se décidaient à répondre négativement au référendum, que prévoit le plan Annan dont l'objet est la réunification de Chypre¹².

La CEE, la Turquie et la France

Les relations turco-françaises ont connu un véritable essor après la seconde guerre mondiale avec le retour au pouvoir, en 1958, du général de Gaulle. En effet la France, ainsi que le souligne Ismaïl Soysal¹³, veut, peu après la création du Marché commun ériger les États méridionaux comme la Turquie et la Grèce en contrepoids aux pays nordiques afin d'assurer l'équilibre au sein de cette organisation. Cependant, le développement des relations turco-françaises va être gelé au cours de la seconde partie du vingtième siècle durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, dont le début coïncide avec l'intervention militaire turque à Chypre de 1974 et à différentes reprises par la suite en raison de la position de la France sur la question de la reconnaissance du génocide arménien.

Le voyage que le Premier ministre Georges Pompidou effectue en Turquie du 14 au 21 juillet 1963 constitue l'appui que la France entend donner à l'accord d'association que le gouvernement de ce pays venait de conclure

avec la Communauté économique européenne et qui sera signé, quelques semaines plus tard, le 12 septembre à Ankara, en présence de Maurice Couve de Murville, le ministre français des affaires étrangères. Il est souligné dans le communiqué franco-turc du 17 juillet, publié au cours de cette visite, que cet accord « permettra à la Turquie de commencer à tenir la place qui lui revient dans la construction européenne »¹⁴.

C'est encore la France, qui au cours du premier semestre 1995, lorsqu'elle préside alors le Conseil européen, va aider les dirigeants turcs à conclure un traité d'union douanière avec l'Union européenne, alors que la Grèce par son veto entrave depuis 1974 tout progrès dans la marche d'Ankara sur la route de son intégration dans la famille des Etats européens. Alain Juppé, le ministre français des affaires étrangères obtient d'Athènes son approbation à la conclusion de ce traité, le 6 mars, en contrepartie de la décision de commencer les négociations sur l'adhésion de Chypre dans les six mois qui suivront la Conférence intergouvernementale convoquée en 1966 pour réformer les institutions européennes.

Cette contribution française au rapprochement d'Ankara avec l'Europe souligne toutefois les faiblesses de la diplomatie de la Turquie, qui après avoir déposé une candidature d'adhésion aux Communautés européennes, le 14 avril 1987, se trouve encore au stade de l'application de son accord d'association alors que Chypre, dont la candidature date du 4 juillet 1990, se trouvera engagée sur le chemin de l'intégration européenne, dès le 31 mars 1998, date d'ouverture des négociations de ce pays avec la Commission de Bruxelles en vue de son adhésion. Au demeurant ces négociations interviennent malgré les réserves de Paris sur le fait que la délégation du gouvernement de Chypre, qui y participe, ne soit composée que de Chypriotes grecs.

L'aide de la France à la Turquie sur le plan européen n'a pas empêché Ankara d'être à l'origine d'une détérioration des relations franco-turques dans la période 1973-2001, chaque fois que Paris a pris l'initiative de s'avancer sur la voie de la reconnaissance du génocide arménien de 1915. C'est d'abord l'inauguration en février 1973 à Marseille, ville où vit une communauté arménienne de 80 000 personnes, d'un monument évoquant « le massacre des Arméniens », qui provoque le rappel à Ankara pour consultation de l'ambassadeur de Turquie en France, Hasan İcik¹⁵. Puis sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, qui prend fait et cause pour la

Grèce et la République de Chypre à la suite de l'invasion par l'armée turque en 1974 de ce pays, quatre diplomates de l'Ambassade de Turquie sont assassinés par l'ASALA, organisation clandestine arménienne : l'ambassadeur Ismaïl Erez le 25 octobre 1975, le conseiller de presse Yilmaz Colpan, le 22 décembre 1979, et deux autres diplomates, le 4 mars 1981. Sous la présidence de François Mitterrand on observe, un début de retrouvailles franco-turques avec la mission confiée en juillet 1984 à l'ancien ambassadeur Etienne Manac'h, d'examiner les moyens de réchauffer les relations entre Paris et Ankara. Celui-ci critique ouvertement les propos de plusieurs ministres français sur le génocide des Arméniens en précisant que le chef de l'Etat « était opposé à la répétition de telles erreurs »¹⁶. De fait la visite du président Mitterrand en Turquie en avril 1992, qui répond à celle du Premier ministre turc Turgut Ozal, effectuée en France en novembre 1988 illustrent le dégel des rapports entre Paris et Ankara. Mais sous la présidence de Jacques Chirac, pourtant ami de longue date de la Turquie, on observe à nouveau une grave détérioration des relations turco-françaises, en raison de la reconnaissance par le Parlement français du génocide arménien avec la loi, que vote définitivement l'Assemblée nationale le 18 janvier 2001. Ankara décide alors d'appliquer une politique de représailles contre la France : annulation de plusieurs contrats d'armement, exclusion de deux firmes françaises d'un appel d'offres public pour l'exportation de 315 000 tonnes de blé, décision de débaptiser des rues d'Ankara portant les noms de Paris, de Gaulle, et Strasbourg¹⁷. D'autre part selon les services secrets français l'arrivée sur les côtes du Var d'un bateau avec 910 réfugiés kurdes, en février 2001, n'a pu avoir lieu qu'avec la complicité des autorités turques désireuses d'envoyer à Paris « un signal fort » à la suite de la promulgation de la loi sur la reconnaissance du génocide arménien¹⁸.

Toutefois le gouvernement turc dut se résigner à rechercher rapidement le soutien de Paris pour appuyer sa candidature d'adhésion à l'Union européenne.

Déjà favorable à cette candidature, dont le Conseil européen d'Helsinki des 10 et 11 décembre 1999 accepte le principe, le président Chirac se fait à nouveau le champion de l'intégration de la Turquie dans la famille des Etats européens lors du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002. Ce sommet européen décide qu'en décembre 2004 les progrès accomplis par la Turquie sur la voie des réformes seront évalués par l'Union

européenne afin de décider s'il convient d'ouvrir les négociations d'adhésion de ce pays.

À vrai dire ces décisions de l'Europe des Quinze, qui ouvrent à la Turquie la perspective d'intégrer l'Union européenne ont été prises sous la pression des Etats Unis, désireux d'affaiblir cette organisation par un pays, qui constitue leur cheval de Troie¹⁹. Alors que pendant des décennies les Turcs affirmaient que l'Europe devait les accueillir tels qu'ils étaient, faute de quoi ils pourraient se passer d'elle, le fait est que ceux-ci, après l'échec cinglant de leur ouverture sur l'Asie centrale, appuyée sur les anciennes républiques turcophones de l'URSS, se sont trouvés contraints de commencer à démocratiser leurs structures politiques pour donner crédit à leur option européenne, désormais l'axe prioritaire de leur diplomatie.

2. Les relations entre la Turquie et Etats Unis : de la subordination à l'insoumission

Les Etats Unis et les Turcs entretiennent des relations depuis plus de 200 ans. Les premiers contacts des Américains avec l'Empire ottoman ont eu lieu lors de la première visite à Constantinople du 11 novembre au 13 décembre 1800 d'un navire de guerre des Etats Unis, le « George Washington » commandé par le Capitaine William Bainbridge. Dans la période 1923-2003 les relations turco-américaines passèrent par une première phase de subordination, les Turcs se soumettant docilement aux injonctions des Américains puis à compter de 1975 par une seconde phase d'insoumission, Ankara n'hésitant pas à s'opposer à la politique étrangère développée par Washington (voir *Annexe 4 la politique étrangère de la Turquie : de la fidélité à l'Alliance Atlantique à l'indépendance à l'égard des Etats Unis*).

A. 1923-1975 : les relations de subordination

Le président des Etats Unis, Thomas Woodrow Wilson, dans son discours retentissant du 8 janvier 1918 énonce un programme en quatorze points pour mettre fin à la guerre. Le 12^{ème} point prévoyait le développement autonome des peuples non turcs de l'Empire ottoman et le libre passage dans les Détroits.

Si les Etats Unis, qui refuseront de ratifier les traités de paix, se tiendront à l'écart des suites de la 1^{ère} guerre mondiale, et ne mettront pas eux-mêmes en œuvre la politique annoncée par Wilson à l'égard des Turcs, force est de constater la volonté de Washington de limiter la puissance de ceux-ci. C'est lentement et de façon progressive que les Etats Unis et la Turquie vont nouer leurs rapports. Sur le plan diplomatique les relations turco-américaines, interrompues par Constantinople, le 20 avril 1917, ne reprendront que le 17 février 1927²⁰. La première convention turco-américaine de commerce et de navigation est signée le 1^{er} octobre 1929 ; une autre convention entre les deux pays en matière de commerce est conclue le 1^{er} avril 1939.

C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que les Etats Unis vont imposer leur autorité sur la Turquie. Les gouvernements de ce pays marqués par un anti-communisme certain, vont, au demeurant, accepter facilement l'influence de Washington sur leur politique étrangère. C'est avec la doctrine Truman, formulée le 12 mars 1947, qui s'est traduite par une aide de 100 millions de dollars pour la Turquie que va s'exprimer la subordination de ce pays envers les Américains.

Ankara figure ainsi parmi les 16 pays - dont la Grèce- qui ont envoyé aux côtés des Américains un contingent pour participer à la guerre de Corée ²¹. L'adhésion de la Turquie à l'OTAN, le 18 février 1952, constitue aussi l'engagement de ce pays dans le camp occidental, d'autant plus précieux qu'il possédait une frontière commune avec l'URSS. C'est sans doute en raison de l'importance de la Turquie dans son système de sécurité, que Washington a accepté au total, sans grande protestation, les interventions des militaires turcs, le 27 mai 1960 et le 12 mars 1971 dans la vie politique interne de ce pays afin d'y préserver les principes du kémalisme. Soumise aux volontés des Etats-Unis, Ankara dut se résigner à exécuter l'injonction du président Johnson, du 5 juin 1964, lui interdisant d'envahir la République de Chypre, ainsi que le souhaitait l'armée turque en raison d'une grave tension opposant alors Chypriotes grecs et Chypriotes turcs. Dans sa lettre au Premier ministre Inonu le président Johnson écrit :

« Si la Turquie compte employer dans d'autres buts que ceux qui ont été prévus les armes fournies par les Etats-Unis, elle est tenue au préalable d'en solliciter l'autorisation. Votre gouvernement a fait savoir à plusieurs reprises aux Etats-Unis d'Amérique qu'il avait bien saisi la portée de cette condition »²². Pour les Turcs, cette lettre, ainsi que le souligne Didier Billon, a constitué

un véritable traumatisme²³. Ainsi avec la crise chypriote de 1964 a été faite la démonstration qu'un allié des Etats-Unis ne peut utiliser l'armement américain dont il dispose sans l'autorisation expresse de Washington.

Ce diktat des Etats Unis va entraîner le gouvernement turc à demander la révision d'environ cinquante-cinq accords conclus entre 1954 et 1964 pour régir les rapports entre les deux pays et les deux armées : un traité turco-américain de coopération militaire est signé le 3 juillet 1969, définissant un nouveau statut pour les bases américaines en Turquie²⁴. D'autre part un fort anti-américanisme se développe dans la population turque : des étudiants de l'université technique d'Ankara incendient en janvier 1969 la voiture de l'ambassadeur des Etats unis²⁵, et en mars 1971 ce sont quatre militaires américains, qui sont enlevés par des étudiants gauchistes²⁶.

Peu avant d'intervenir militairement à Chypre au cours de l'été 1974, qui va causer, comme on va le dire ci-après, un net infléchissement des relations turco-américaines, la Turquie décide d'autoriser à nouveau la culture du pavot, provoquant un très vif mécontentement à Washington²⁷.

Au total va se tisser un climat de méfiance entre Turcs et Américains, qui va déboucher sur une cassure grave entre les deux pays.

B. 1975 –2003 : les relations d'insoumission

Deux dossiers principaux illustrent l'autonomisation de la diplomatie turque vis à vis des Etats-Unis à compter des années soixante dix : le problème chypriote et la question irakienne.

Prenant prétexte du coup d'Etat fomenté par les colonels grecs contre le président Makarios, l'armée turque intervient à Chypre à deux reprises en juillet puis en août 1974. Les Etats Unis, ne sont pas en mesure de prévenir cette intervention, comme ils l'avaient fait dix ans plus tard. De fait la Maison Blanche est au cours de l'été 1974 plongée dans la tourmente de l'affaire du Watergate, qui va se conclure par la démission, le 9 août, de Richard Nixon.

C'est Henry Kissinger, très hostile au chef de l'Etat chypriote, qui dirige alors la diplomatie américaine, et tolère l'invasion de Chypre par une armée

turque de 30 000 hommes. Rapidement Washington va alors comprendre les dégâts considérables que provoque cette invasion. L'antiaméricanisme se développe aussi bien à Chypre qu'en Grèce. A Chypre l'ambassadeur des Etats Unis, R. Davies, est assassiné, le 19 août, alors que trente sept pour cent du territoire de ce pays est occupé, ce qui entraîne l'exode de près de deux cent mille Chypriotes grecs se réfugiant au sud de l'île pour échapper aux bombardements au napalm de l'aviation turque. A Athènes le nouveau gouvernement formé par Constantin Caramanlis, à la suite de la chute de la dictature militaire, décide, le 14 août, le retrait de la Grèce de l'OTAN pour protester de l'usage par la Turquie de matériel que lui avait procuré cette organisation.

Les Etats-Unis, désireux d'apaiser la colère des Grecs vont décider de suspendre leur aide militaire au gouvernement d'Ankara. Dès le 19 septembre 1974, le Sénat américain par 64 voix contre 27 approuve une résolution déclarant illégale l'aide militaire à la Turquie depuis le 20 juillet, date de l'intervention turque à Chypre. Finalement, le Congrès des Etats Unis décide, le 5 février 1975, la suspension de cette aide malgré les mises en garde du président Ford et de Kissinger. La Turquie riposte en faisant savoir, le 17 juin 1975 qu'elle prendrait des mesures contre les 24 bases américaines situées sur son territoire faute d'une levée de l'embargo qui la frappe²⁸. Mettant sa menace à exécution, Ankara suspend, le 26 juillet, le traité turco-américain de coopération militaire de 1969. Le Congrès américain décide alors deux mois plus tard de lever partiellement l'embargo sur les armes destinées à la Turquie, en autorisant la livraison à ce pays, jusqu'à 185 millions d'armes diverses, dont vingt quatre chasseurs Phantom²⁹. L'élection en novembre 1975 de Jimmy Carter, ami de Chypre, à la présidence des Etats Unis, va dans un premier temps contribuer à maintenir cet embargo. Mais la Maison Blanche, se rendant compte que la Turquie, cherchant à diversifier ses sources d'approvisionnement en armes, échappe à son influence, décide de lever complètement l'interdiction de livraison d'armes à ce pays : le Sénat le 27 juillet 1978, puis la Chambre des Représentants le 1^{er} août suivant, autorisent le président Carter à lever l'embargo sur les armes américaines à Ankara moyennant l'assurance que celui-ci certifie par écrit que la Turquie « agit de bonne foi pour trouver une solution juste au problème de Chypre »³⁰. La décision des Etats-Unis de mettre fin à son embargo, effective au 26 septembre 1978, sera suivie de la conclusion d'un accord de coopération économique et de défense, signé à Ankara le 29 mars 1980³¹.

Les retrouvailles turco-américaines ne seront pas perturbées par le coup d'Etat militaire qui se produit à Ankara le 12 septembre 1980. Le porte parole du département d'Etat, qui ne fait pas la moindre critique à l'égard des putschistes croit même devoir comprendre le coup de force en notant que « les militaires ont déclaré vouloir restaurer un gouvernement démocratique qui fonctionne » dans un pays « assailli par un terrorisme politique croissant et de sérieuses difficultés économiques³² ». C'est d'une part la position stratégique de première importance de la Turquie et d'autre part les poussées islamistes, qui alors commençaient à se manifester dans ce pays, qui ont poussé Washington à manifester sa compréhension à l'égard de la présence d'un pouvoir militaire à Ankara.

La question irakienne va être une seconde source majeure de discordance entre la Turquie et les Etats-Unis, Ankara refusant d'obéir aveuglément aux décisions prises par Washington à l'encontre du régime de Saddam Hussein.

Début 1991, lors de la première crise irakienne provoquée par l'invasion du Koweït par l'armée du dictateur de Bagdad, la Turquie a joué le rôle du parfait allié des Etats Unis : son Parlement autorise, le 17 janvier, l'utilisation des bases aériennes turques par les forces armées américaines³³. Cette attitude a provoqué la fureur du gouvernement irakien, qui, par son ministre des affaires étrangères, Tarek Aziz, dénonce le 23 janvier en ces termes le soutien d'Ankara à Washington : « La Turquie a commis un acte d'agression contre l'Irak en autorisant les avions américains à utiliser la base d'Incirlik. Le gouvernement turc est entièrement responsable de cette agression³⁴.

A vrai dire la position turque favorable à la guerre contre l'Irak allait à l'encontre des intérêts d'Ankara, qui trouvait en Bagdad un partenaire précieux pour lutter contre le PKK, dont des camps se trouvaient en territoire irakien. Un traité du 14 octobre 1984 prévoyait en effet un droit de poursuite en territoire irakien pour l'armée turque sur une profondeur de 5 kilomètres et pour une durée de trois jours. Le bombardement par l'armée turque en mars 1987 d'objectifs kurdes au delà de la frontière avec l'Irak avec la connivence de Saddam Hussein au demeurant a été dénoncé par l'Iran, accusant Ankara d'aider Bagdad en « cassant du Kurde »³⁵.

C'est en 2003 alors que les Etats Unis décident de renverser le régime de Saddam Hussein que la Turquie adopte une position hostile à l'intervention projetée par le président Bush. Les Américains, qui avaient conçu de former

un front au nord de l'Irak grâce au passage de leurs troupes par le territoire turc, vont se heurter au refus d'Ankara : le Parlement turc, le 1^{er} mars 2003, refuse d'autoriser le déploiement de troupes américaines sur le territoire national alors même que Washington promettait une aide de 26 milliards en échange de ce déploiement. Cette insubordination de la Turquie s'explique en raison de l'hostilité de l'opinion publique turque à la guerre contre l'Irak et aussi parce qu'Ankara redoute d'avoir à souffrir sur le plan économique de ce conflit, ayant déjà subi de fortes pertes financières après 1991 du fait de l'embargo économique alors appliqué à l'Irak.

A l'évidence les Turcs ont sous estimé la détermination américaine d'en finir avec Saddam Hussein, en pensant que les Etats Unis ne pouvaient se passer d'eux et que ceux-ci seraient contraints d'en passer par leurs conditions pour atteindre leur objectif. Se rendant compte de leur erreur les autorités turques ont fait voter par leur Parlement, le 7 octobre 2003, l'envoi de troupes en Irak pour une période d'un an. Cette décision a été rapportée quelques jours plus tard compte tenu de l'hostilité des Irakiens à toute présence sur leur sol de soldats provenant d'Etats voisins. Au total la politique brouillonne de la diplomatie turque, en 2003, à propos de l'Irak, a valu au gouvernement turc l'exaspération de Washington, qui à l'évidence, se méfie désormais de cet allié imprévisible et peu fiable.

Si on veut faire le bilan de la diplomatie turque en 2003 on peut en dresser d'un côté les réussites et de l'autre les échecs ou les erreurs.

Parmi les succès à l'actif de la Turquie en politique étrangère il y a certainement la maîtrise du problème kurde et la gestion de la question chypriote. En effet par une répression brutale de son armée, la Turquie est parvenue à éradiquer la résistance du peuple kurde en parvenant à arrêter le 15 février 1999, le chef du PKK, Abdullah Öcalan. Ankara a su affronter sans difficulté les réactions internationales à sa politique kurde. Toutefois le gouvernement turc a été contraint de libérer le 9 juin 2004, les quatre députés kurdes, emprisonnés depuis 10 ans, en vue de faire sauter un des obstacles à l'ouverture des négociations d'adhésion de son pays avec l'UE³⁶. S'agissant de la question chypriote force est de constater que la Turquie depuis plus de trente ans occupe et colonise la partie nord de Chypre, que légalise largement le plan Annan qui se propose de régler cette question³⁷. Le problème kurde et la question chypriote illustrent, curieusement aussi, le volet négatif de la diplomatie turque. Outre le fait que la Turquie a essuyé de

nombreuses condamnations formulées par différentes institutions européennes, en particulier par le Parlement européen et le Conseil de l'Europe pour ses initiatives sur ces deux sujets, l'image de ce pays sur la scène internationale depuis plusieurs dizaines d'années est ternie par l'ombre que lui portent les victimes kurdes et chypriotes de sa politique étrangère. Au début de 2004 la Turquie, effrayée de la fédéralisation envisagée par les Etats Unis pour l'Irak craint de devoir subir à son tour l'autonomisation de son propre Kurdistan. Cette crainte pour son unité a amené le gouvernement Erdogan à se rapprocher de la Syrie, pays lui aussi menacé de devoir accorder un statut de liberté à sa minorité kurde³⁸. La question chypriote, qu'Ankara souhaitait laisser pourrir est entrée dans une phase active de règlement au printemps 2004, au grand dam des autorités turques, qui ont fini par comprendre que l'examen de leur candidature d'adhésion à l'Union européenne était subordonnée à la réunification de Chypre.

Mais le plus grand échec de la diplomatie turque est celui de ne pas avoir su mettre en œuvre une diplomatie multidimensionnelle : l'ouverture d'Ankara après l'effondrement en 1991 de l'URSS vers les anciennes républiques turcophones d'Asie centrale de cet Etat multinational, n'a débouché sur aucun résultat notable : l'OCE (Organisation de coopération économique), qui devait permettre à la Turquie d'étendre son influence en Asie centrale³⁹, joue un rôle très modeste, notamment en raison de la faiblesse des moyens financiers dont dispose ce pays. De fait, ainsi que le souligne l'universitaire Fereydoon Ali Khavand « la diplomatie traditionnelle de la Turquie kémaliste, fermement attachée à son choix européen, n'a jamais pris au sérieux la participation de ce pays à une coopération régionale orientale »⁴⁰.

De même, tournant le dos à la laïcité, instituée par Atatürk, la Turquie, qui participe en 1969 à la fondation de l'Organisation de la Conférence islamique⁴¹, ne trouvera pas chez les Etats musulmans membres de cette institution un soutien, mais une simple compréhension pour sa diplomatie, en particulier pour ses positions sur la question chypriote (voir *Annexe 3 les Turcs et l'Organisation de la Conférence islamique*).

C'est donc faute d'alternative que la diplomatie turque est désormais orientée dans une seule direction : celle de l'Europe.

NOTES

1. Le parti de la Justice et du développement, formation politique islamiste, a remporté les élections législatives du 3 novembre 2002 et a formé un gouvernement dirigé d'abord par A.Gül puis par R.Erdogan depuis le 11 mars 2003.
2. Voir E.Driault, *La question d'Orient 1918-1937*, Paris Librairie Félix Alcan, 1938, p.14-16.
3. L'Empire ottoman dès le 8 septembre 1914 avait déjà unilatéralement mis fin au régime des Capitulations.
4. Voir E.Driault et M.L'Héritier, *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, Paris PUF 1926, Tome V. p. 414-435.
5. L'accord secret du 16 novembre 1916 entre le Britannique Sir Mark Sykes et le Français Georges Picot (accord dit *Sykes-Picot*) avait déjà attribué la tutelle sur l'Irak à la Grande Bretagne et celle sur la Syrie à la France.
6. Par cet accord les Français retirent leurs troupes de la province de Cilicie en abandonnant aux Turcs leurs armes et leurs munitions. Voir notre article « la politique balkanique de la France » *Revue d'Etudes helléniques*, automne 2002, p.57-106.
7. Sur la question d'Alexandrette lire : Michel Gilquin « D'Antioche au Hatay-L'histoire oubliée du Sandjak d'Alexandrette », Paris, L'Harmattan 2001.
8. L'assassinat de l'ambassadeur français Louis Delamare par les services secrets syriens est évoqué dans le livre de Charles Saint Prost, « Les mystères syriens » Paris Albin, Michel, 1984.
9. Sur cette question, en particulier, et sur les relations turco-britanniques, en général, voir : Michael A. Riccioli « Les relations anglo-turques 1939-1980 », thèse soutenue le 23 juin 1994. Université de la Sorbonne nouvelle, Paris le 23 juin 1994.
10. Les accords de Londres du 19 février 1959 entre la Grèce, la Turquie et la Grande Bretagne ont établi l'indépendance de Chypre.
11. Archives du Quai d'Orsay. Europe 1971-1976, Série Chypre, volume 3189.
12. Déclaration du ministre des affaires étrangères Jack Straw du 3 mars 2004 (*Philileftheros* du 4 mars 2004).

13. Voir l'article d'Ismaïl Soysal « Les relations politiques turco-françaises (1921-1985) publié dans l'ouvrage collectif *L'Empire ottoman, la République de Turquie et la France*, Istanbul –Paris, éditions Isis, 1986, p.587- 698.
14. Documentation française. *Articles et Documents*, 25 juillet 1963.
15. Voir *Le Monde* du 14 février 1973.
16. *Le Monde* du 18 juillet 1984.
17. *Libération* et *Le Monde* du 1^{er} février 2001.
18. *Canard enchaîné* du 20 février 2001.
19. Voir l'article de Paul Marie de la Gorce : « La Turquie, cheval de Troie américain en Europe ? » *Témoignage chrétien* du 20 janvier 2000.
20. Le premier ambassadeur des Etats-Unis auprès de la République turque, Joseph C. Greew prendra ses fonctions le 12 octobre 1927.
21. La guerre de Corée, qui s'est traduite par l'initiative des Américains, approuvée par l'ONU de stopper l'invasion du sud de ce pays par les Coréens du nord dirigés par Kim Il Sung s'est déroulée du 25 juin 1950 au 27 juillet 1953.
22. *Le Monde* dans son édition du 15 janvier 1966, a publié la lettre du président Johnson du 5 juin 1964, sous le titre « la publication d'un échange de lettres Johnson-Inonu souligne la dépendance militaire de la Turquie vis à vis des Etats Unis ».
23. Didier Billion : « les évolutions récentes de la politique extérieure turque », in *Le rôle géostratégique de la Turquie* (Actes du colloque organisé sur ce thème par l'Iris), Paris, Iris Presse, 1995.
24. *Le Monde* du 8 juillet 1969.
25. *Le Monde* du 8 janvier 1969.
26. *Le Monde* du 9 mars 1971.
27. *Le Monde* du 4 juillet 1974.
28. *Le Monde* du 18 juin 1975.
29. *Le Monde* des 5-6 octobre 1975.
30. *Le Monde* du 3 août 1978.

31. *Le Monde* du 1^{er} avril 1980.
32. *Le Monde* des 14-15 septembre 1980.
33. *Le Monde* du 19 janvier 1991.
34. *Le Monde* du 25 janvier 1991.
35. *Le Figaro* du 10 mars 1987.
36. Leyna Zeina et trois autres députés kurdes ont été condamnés en 1994 à 15 ans de prison. Le Conseil européen doit statuer le 17 décembre 2004 sur la question de l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie.
37. Le plan du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dont l'objet est le règlement de la question chypriote a été présenté le 11 novembre 2002. Voir notre article sur ce texte « La question chypriote et la candidature de la Turquie à l'Union européenne du sommet de Copenhague (12-13 décembre 2002 au sommet d'Athènes (16-17 avril 2003) in *Etudes helléniques*, printemps 2003, pp.135-158. Au referendum du 24 avril 2004 les Chypriotes grecs ont rejeté le plan Annan à une écrasante majorité (75,83%), qui, en revanche, a été approuvé par les Chypriotes turcs (64,9%).
38. Le président de la Syrie El Assad s'est rendu à Ankara le 6 janvier 2004 pour se concerter avec les autorités turques sur la question kurde.
39. L'OCE, dont l'objectif est la promotion de la coopération économique, technique et culturelle, a été créée en 1985 par la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Après l'éclatement de l'URSS en 1991 l'OCE s'est ouverte à l'Afghanistan et à six Républiques ex-soviétiques : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizie, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.
40. Fereydoun Ali Khavand, « La dimension orientale de la diplomatie turque : l'Iran et la Turquie », *Le Trimestre du Monde*, 4^{ème} trimestre 1996, p.91-99.
41. L'Organisation de la Conférence islamique (OCI), est créée à l'initiative de l'Arabie Saoudite à la suite de la guerre israélo-arabe de 1967. La formation de l'OCI remonte à un sommet qui se tient à Rabat en septembre 1969 mais cette institution, qui regroupait en 2003 cinquante sept Etats d'Europe a été formellement créée en mai 1971.

ANNEXES

Annexe 1

Chronologie de la politique extérieure de la Turquie

24 juillet 1923 : Traité de Lausanne

6 août 1923 : Traité entre la Turquie et les Etats-Unis

29 octobre 1923 : Proclamation de la République turque

5 mars 1926 : Accord anglo-turc : La Turquie renonce au villayet de Mossoul

15 juin 1932 : La Turquie rentre à la SDN

14 septembre 1933 : Signature du Pacte de 10 ans de la Turquie avec la Grèce

20 juillet 1936 : Convention de Montreux, qui donne à la Turquie sa pleine souveraineté sur les Détroits

8 juillet 1937 : La Turquie et l'Iraq s'engagent à lutter en commun contre les autonomistes kurdes

6 décembre 1937 : La Turquie réclame le sandjak d'Alexandrette à la France

23 juin 1939 : La France pour s'assurer la neutralité de la Turquie lui cède Alexandrette

19 octobre 1939 : Pacte d'assistance mutuelle de la Turquie avec la France et la Grande Bretagne

24 mars 1941 : Traité de non-agression de la Turquie avec l'URSS

18 juin 1941 : Traité de non agression et d'amitié de la Turquie avec l'Allemagne nazie

19 mars 1942 : Staline rompt le traité de non agression avec la Turquie et réclame Kars et Ardahan

2 août 1944 : Rupture des relations politiques et commerciales entre la Turquie et l'Allemagne

12 mars 1947 : Par application de la « doctrine Truman » les Etats-Unis accordent une aide de 100 millions de dollars à la Turquie

4 juillet 1948 : La Turquie participe au plan Marshall

18 février 1952 : La Turquie adhère à l'OTAN

12 septembre 1963 : Traité d'Association de la Turquie aux communautés européennes

5 juin 1964 : Lyndon Johnson obtient de la Turquie de ne pas intervenir militairement à Chypre

- 20 juillet 1974** : Intervention militaire de la Turquie à Chypre
- 5 février 1975** : Embargo des Etats Unis sur les livraisons d'armes à la Turquie
- 2 avril 1975** : Création de la 4ème armée turque dite armée de l'Egée
- 25 juillet 1975** : Le gouvernement turc place les bases américaines de Turquie sous son contrôle
- 26 mars 1976** : Accord de défense entre Ankara et Washington définissant un nouveau statut pour les bases américaines en Turquie
- 26 septembre 1978** : Fin de l'embargo américain sur les armes à la Turquie
- 29 mars 1980** : Accord de défense et de coopération économique turco-américain (DECA)
- 14 avril 1987** : Demande d'adhésion de la Turquie aux communautés européennes
- 18 décembre 1989** : Avis négatif de la Commission de Bruxelles sur la demande d'adhésion de la Turquie
- 6 mars 1995** : La présidence française de l'Union européenne obtient la suppression du veto grec à l'union douanière avec la Turquie en contrepartie d'un accord sur l'adhésion de Chypre
- 1er mars 2003** : Le Parlement turc refuse le déploiement de troupes américaines destinées à intervenir en Irak
- 12 mars 2003** : La Cour européenne des droits de l'homme estime que le dirigeant kurde Abdullah Öcalan n'a pas bénéficié en Turquie d'un procès équitable
- 3 septembre 2003** : Thomas Weston, coordonnateur spécial des Etats Unis pour Chypre estime très difficile que les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE puissent commencer sans qu'il y ait une solution à la question chypriote « puisque l'on serait dans une situation où la Turquie ne reconnaîtrait pas un des Etats membres »
- 7 octobre 2003** : Le Parlement turc approuve l'envoi de troupes en Irak. Face à l'hostilité de l'Irak, Ankara renonce à cet envoi de troupes

Annexe 2

Les prétentions turques sur Chypre, la Thrace grecque et la mer Egée

Catalogue de citations de personnalités turques remis à l'Ambassade de France en Grèce par le ministère hellénique des affaires étrangères. Archives du Quai d'Orsay, Europe 1971-1976. Sous Série Grèce, volume 3318. Dépêche de l'Ambassadeur Jean-Marie Mérillon, 20 février 1976

- « Le plateau continental de la mer Egée constitue la continuation de l'Asie mineure, ainsi que les îles en question » (M.Gunes, ministre des affaires Étrangères, journal Cumhuriyet du 3/6/1974)
- « L'enseignement de l'histoire renforce celui de la géographie : jusqu'à ces derniers temps, les îles de la mer Egée ont toujours appartenu à celui qui possédait l'Anatolie » (M.Demirel, Paris -Match du 5/7/1975)
- « La position géographique des îles grecques l'emporte sur leur histoire. Elles ont toujours été obligatoirement unies à l'Asie mineure » (l'Ambassadeur Nouri Eren, journal Milliyet du 21/3/ 1975)
- Le désaccord s'est manifesté à cause du fait que les îles, qui se situent tout près de la Turquie, appartiennent à la Grèce et pas à la Turquie «.....Les îles forment une partie de l'Asie mineure, et depuis des siècles elles appartenaient à l'Etat qui dominait l'Asie mineure. La Turquie ne peut pas accorder des échanges » (M.Demirel, journal Milliyet du 8/6/1974)
- Les Grecs ne pourront jamais devenir amis des Turcs s'ils ne renoncent pas à la Grande Idée. Par conséquent les questions du Dodécanèse et de la Thrace occidentale doivent être soulevées(M.Souat Aktoulga, général commandant de la 2^{ème} Armée, journal Gunaydin du 25/1/1975)
- « En mer Egée, l'équilibre penche clairement vers la Turquie. Ceci à tel point que les regards et les pensées des Turcs, anciens habitants des îles, restent fidèles sur ces terres situées à quelques milles des côtes turques dans l'espoir de pouvoir s'y rétablir un jour ». (M. Ilchami Sancar, ministre de la défense au journal Yanki du 20/1/1975)
- « Les conditions de 1923 étaient différentes d'aujourd'hui. La Turquie s'agrandit.....Notre politique se base sur nos initiatives et non sur les réactions de l'autre partie. Chypre constitue le premier pas en mer Egée ». (M. Esenbel, ministre des affaires étrangères du 22/1/1975, discours devant la Chambre)
- « Pendant toute la durée de l'histoire, les îles constituaient le prolongement de l'Asie mineure et étaient occupées par ceux qui occupaient celles-ci. Mais l'impérialisme occidental a enlevé ces îles aux Turcs à qui elles appartenaient... Tant que les îles proches de nos côtes ne nous sont pas cédées ou que nous ne les aurons pas prises par la force, les relations gréco-turques demeureront dans l'impasse » (M. Tekin Erep dans SON HAVADIS du 6/7/1975)

Annexe 3

Les Turcs et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI)

Résolution sur la question de Chypre et la cause de la communauté musulmane de Chypre adoptée le 15 mai 1976 par la 7^{me} Conférence islamique des ministres des affaires étrangères réunie à Istanbul. Archives du Quai d'Orsay, Europe 1971-1976. Sous Série Chypre, volume 3189

« La septième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, ayant écouté avec grand intérêt et une vive sympathie la déclaration de S. Exc. M. Rauf Denktash, chef de la communauté musulmane turque de Chypre, qui a présenté la lutte de son peuple opprimé pour la justice, la dignité et les droits légitimes :

1. **Note avec satisfaction** le vœu du peuple frère de la communauté musulmane turque de Chypre de se joindre aux autres peuples islamiques ;
2. **Appuie** le principe de l'égalité des droits de la communauté musulmane turque de Chypre et de ceux de son partenaire, la communauté chypriote grecque, dans le cadre de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du non alignement de la République de Chypre, libre de toute base militaire
3. **Appuie** les efforts de la communauté musulmane turque de Chypre pour trouver, par des pourparlers entre les deux communautés, un règlement politique pacifique fondé sur une constitution fédérale, dans le cadre de laquelle les deux communautés pourront vivre côte à côte dans la paix et la coexistence
4. **Décide d'appuyer**, jusqu'à ce que le problème de Chypre soit résolu, la communauté musulmane turque de Chypre dans sa revendication du droit d'être entendue dans toutes les instances internationales où le problème de Chypre est examiné, sur un pied d'égalité avec les représentants de la communauté chypriote grecque
5. **Décide** que les représentants de la communauté musulmane turque de Chypre seront invités à assister aux futures réunions de la Conférence islamique

Communiqué du 10^{me} Sommet de l'OCI Putrajaya (Malaisie) des 16-18 octobre 2003. www.oic-oci.org

« The Conference reaffirmed its support for the cause of the Muslim Turkish Community in Cyprus to reach a just settlement on the basis of the principles of

equality and parity between the Turkish Cypriot and the Greek Cypriot sides. It expressed its satisfaction at the UN Secretary-General's plan for the settlement of the Cypriot issue. It welcomed the measures taken by the Turkish Cypriot part, that create a favourable atmosphere and pave the way for a comprehensive settlement »

Annexe 4

La politique extérieure de la Turquie : de la fidélité à l'Alliance atlantique à l'indépendance à l'égard des Etats Unis :

Archives du Quai d'Orsay, Europe 1971-1976. Sous série Turquie, volume 3655. Extraits du rapport de fin de mission d'Arnaud Wapler, Ambassadeur de France en Turquie du 28 février 1973

« La fidélité à l'Alliance atlantique est ici un dogme que nul, sauf une poignée de gauchistes aujourd'hui réduits au silence, ne met en cause.

Cet attachement à l'Atlantisme n'est pas sans nuances toutefois qui tiennent pour une part aux circonstances dans lesquelles la Turquie a adhéré au traité de l'atlantique nord (1952).

C'est la politique agressive de Staline en 1945 – revendication sur Kars et Ardahan, demande de base dans les détroits, dénonciation du traité de neutralité de 1925 – qui a contraint la Turquie à rompre avec la politique de « neutralité non déclarée » qui avait si bien servi ses intérêts pendant la guerre 1939-1945 et dont, il faut bien dire, elle rêve encore.

Pendant les années cinquante, l'Alliance atlantique, prolongement de la doctrine Truman, a été avant tout l'alliance avec les Etats-Unis. Les Américains partout présents dans le pays ont distribué la manne qui a permis au gouvernement de M. Mendérès d'entreprendre les premiers grands travaux d'équipement et de mettre sur pied une armée moderne.

Les choses changent à partir de 1960. Le régime militaire du 27 mai 1960 est en effet plus sourcilieux que celui de M. Mendérès en matière d'indépendance nationale. D'autre part la détente entre l'Ouest et l'Est commence à faire sentir ses effets. La menace paraissant s'estomper, les Turcs se montrent préoccupés de réduire et de conditionner une présence américaine, qui redoutent-ils, pourrait entraîner le pays dans des complications internationales. L'incident de l'appareil U2 (1^{er} mai 1960) qui avait décollé de la base d'Incirlik marque sur ce plan un tournant. La révision des multiples accords américano-turcs de stationnement devaient permettre de conjurer ces risques, en particulier les accords mettant sous double clé les engins atomiques et réglementant tant vols et survols. Le retrait des fusées « Jupiter » à l'issue de la crise de Cuba (1962) achevait de libérer la Turquie d'une lourde hypothèque. Enfin sous la pression de l'opinion publique, dressée contre les Etats Unis à la suite du message du président Johnson au président Inonu (1964), qui

mettait la Turquie en garde contre les conséquences d'une intervention militaire à Chypre, le gouvernement d'Ankara fermait les ports turcs aux bâtiments de la 6^{ème} flotte.

L'intervention de l'Armée, le 12 mars 1971, n'a pas porté atteinte à cette politique d'indépendance à l'égard des Etats Unis. »

Leaving the EU Door Ajar for Turkey

Joseph S. Joseph*

RÉSUMÉ

Cet article examine les relations entre la Turquie et l'Union européenne ainsi que le rapport publié par la Commission européenne en octobre 2004 recommandant l'ouverture des négociations d'adhésion. La Commission suggère qu'une approche à trois étapes devrait être suivie durant les négociations d'adhésion afin de garantir que l'harmonisation avec l'*acquis communautaire* et le processus des réformes politiques soient consolidés, élargis et appliqués correctement par la Turquie. Il souligne également que les négociations d'adhésion sont un processus réversible qui sera suspendu si la Turquie brise les principes fondateurs de l'UE, tels la démocratie et le respect des droits de l'homme. L'article soutient que le cas de la Turquie est différent et présente des défis plus grands que celui des adhésions précédentes. Une question majeure est celle de savoir si les dynamiques sociopolitiques internes et les orientations extérieures de la Turquie peuvent être compatibles avec les dynamiques changeantes du processus d'intégration européenne. L'auteur conclut que pendant la période prescrite pour les négociations l'Europe et la Turquie détermineront dans quelle mesure elles peuvent partager un avenir commun qui réconcilierait un passé divergent.

ABSTRACT

This article looks at EU-Turkish relations and the report issued by the European Commission in October 2004 recommending opening of accession negotiations. The Commission suggests that a three-pillar approach should be followed during the negotiations in order to guarantee that harmonization with the *acquis communautaire* and the political reform process are consolidated, broadened and properly implemented by Turkey. It also points out that accession negotiations are an open-ended process that will be suspended if Turkey breaches basic EU principles like democracy and respect for human rights. The article argues that the case of Turkey is different and more challenging from previous accessions for several reasons. A major issue is whether the internal sociopolitical dynamics and external orientations of Turkey can be compatible with the changing dynamics of the European integration process. It concludes that during the protracted period of accession negotiations Europe and Turkey will find out whether they can share a common future which will reconcile their different pasts.

* Jean Monnet Chair, University of Cyprus

The 2004 Regular Report and Recommendation

On October 6, EU-Turkish relations once again attracted considerable international attention as the European Commission released its seventh annual *Regular Report for Turkey's Progress towards Accession*. The first *Report* was issued in October 1998, following a decision by the European Council in Cardiff (June 1998) which provided that "in the case of Turkey, reports will be based on Article 28 of the *Association Agreement* and the *Conclusions* of the Luxembourg European Council."¹ The *Report* was accompanied by a *Recommendation* to the Council of Ministers and the European Parliament for opening accession negotiations. A final decision will be made by the European Council in December 2004.

The 2004 *Report* and *Recommendation* marked a turning point in EU-Turkish relations as "Turkey seemed to shift geographically Westward."² For the first time, an EU institution concludes "that Turkey sufficiently fulfils the political criteria and recommends that accession negotiations be opened."³ The Commission points out, however, that accession negotiations are "an open-ended process whose outcome cannot be guaranteed beforehand."⁴ The Commission also, in the form of an early warning, makes it clear that it "will recommend the suspension of the negotiations in the case of a serious and persistent breach of the principles of liberty, democracy, respect for human rights and fundamental freedoms and the rule of law on which the Union is founded."⁵

A long history of expectations and frustrations

EU-Turkish relations have a long history of difficulties which goes back to the early 1960s. It is interesting to note that the *Association Agreement*, which went into effect in 1964, provided that when the relations of Turkey with the European Union (EC at the time) have "advanced far enough to justify envisaging full acceptance by Turkey of the obligations of the [EC] Treaty, [the EU] shall examine the possibility of the accession of Turkey to the European Union."⁶ An application for accession was submitted in April 1987 and a negative *Opinion* was issued by the Commission in December 1989 which cited various reasons why "it would be inappropriate for the Community [...] to become involved in new accession negotiations [... and]

it would not be useful to open accession negotiations with Turkey.”⁷ In 1997, the European Council in Luxemburg decided that “while the political and economic conditions allowing accession negotiations to be envisaged are not satisfied,” a special strategy was needed to bring Turkey closer to the Union.⁸

The European course of Turkey has been a protracted and difficult one, and despite the recent positive *Recommendation* of the Commission, there is no guarantee that the future will be easier. Already at the Helsinki European Council in December 1999, where Turkey was labeled a “candidate state,” it was emphasized that accession would only happen “on the basis of the same criteria as applied to other candidate States.”⁹ These criteria include the Copenhagen political requirements spelled out in 1993 later enshrined as a constitutional principle in the *Treaty on the European Union and the Charter of Fundamental Rights*.¹⁰ These are the cornerstone of the European integration process and stipulate that “the Union is founded on the principles of liberty, democracy, respect for human rights and fundamental freedoms and the rule of law.”¹¹ Any European country that respects these principles and also meets the economic criteria can join the Union.

Prospects and challenges

The opening of accession negotiations and the possibility of Turkish accession present a challenge to both the Union and Turkey itself. Accession negotiations will take place within an intergovernmental conference and are expected to last for at least a decade. Decisions will be made unanimously, a stipulation that requires the participation and approval of all member states. Given that by the time of Turkish accession the EU will include at least 27 members as Bulgaria and Romania are expected to become members in 3 to 4 years, unanimity becomes a critical and complicated issue. The case of Turkey will be different and more challenging from previous accessions for a number of reasons including the following:

1. Turkey is a large country in terms of population and geographic area. With a population of 71 million today, it is projected that it will be the largest member state at the time of accession. Note that the last enlargement included ten countries with a total population of 75 million. As a Moslem secular country, Turkey will also add a new demographic and religious dimension to the EU.

2. The presence of a large number of Turkish immigrants in European countries raises the issue of additional migration as a natural consequence of accession. The labour market and demography of small member states might be greatly affected. The social repercussions of such a development can pose serious challenges with political ramifications.
3. The geographical position of Turkey, presents a unique challenge to the EU's external role and policies. Turkish accession will bring closer to the EU the instability and tensions of a strategically vital region with strong conflicting energy-related interests. The unstable neighborhoods of the Middle East, Caucasus and Central Asia will become the immediate neighbourhood of the EU and its member states.
4. In conjunction with the previous points, the creation of new, long external borders will present a major challenge to the EU. The management of Turkish borders will be difficult and costly since this will involve critical policies and important issues such as migration, terrorism, drugs, asylum, and arms smuggling.
5. Turkey's participation in the European Common Foreign and Security Policy is not expected to be a smooth one. Its large military force of 800,000 personnel will make it the largest military power in the EU. Turkey has already shown that on several issues of vital national interest is not willing to compromise and align its policy with the EU positions. The willingness and ability of Turkey to meet European expectations on issues of security and defense are also largely determined by domestic factors such as civil-military relations and secular-religious dichotomies.
6. It cannot go unnoticed that Turkey has uneasy bilateral relations with some of its neighbors and has been characterized a "reluctant neighbor."¹² For example, relations with Syria have been poor in recent decades for various reasons, including water resources and Kurdish connections. Iran's Islamic political orientation and nuclear ambitions are sources of concern for Turkey. Turkey's policy of expanding its influence in the Turkic states of the Caucasus and Central Asia has alarmed Russia. Armenia and its people never had good relations with Turkey following the Armenian genocide of 1915-1916. The two countries have no diplomatic relations and their border is closed.

7. Turkey has unresolved issues and unstable relations or no relations at all with some EU member states. Greece and Cyprus are cases in point. In recent years, Greek-Turkish relations have improved considerably and Greece's policy towards Turkish accession is a positive one, but this can always change depending on the political barometer over the Aegean and Cyprus. The fact that Turkey does not recognize the Republic of Cyprus —a full member of the EU— is also bound to lead to legal and political complications. How can a candidate country conduct accession negotiations and sign an international treaty (like the accession treaty) with a country it does not recognize?
8. Turkey has a level of economic development well below that of the EU average and its accession will have a considerable budgetary impact on the EU. Among the economic consequences that Turkish accession will have for the EU is the creation of a regional economic disparity and considerable financial burden for other member states. On the basis of current regulations and practices, Turkey will be receiving considerable support from the cohesion and structural funds at the expense of other member states which will no longer be eligible for these funds. The prospect of such a development presents another challenge with political, economic and social aspects. Along the same lines, the Turkey's huge agricultural sector deserves special attention since it will be eligible for EU support.
9. The participation of Turkey in the EU institutions will affect dramatically the allocation of power and influence in decision-making, policy formulation and the broader European political arena. As a large country, Turkey will have a powerful voice in the parliament and the Council when decisions are made by qualified majority. This shift of power from the western Christian capitals to the eastern Moslem frontier is already causing skepticism and reactions in some countries.
10. Besides the above reasons, there are issues and aspects inherent to the EU itself and its ability to absorb a new member state like Turkey. Already in 1993, the Copenhagen European Council, besides defining the political and economic criteria, it also raised the issue of the EU's capacity to enlarge without undermining the integration process. As it was emphatically stated by the heads of state or government, "the Union's capacity to absorb new members, while maintaining the

momentum of European integration, is also an important consideration in the general interest of both the Union and the candidate countries.”¹³ Structural, political and economic developments in the EU during the next decade may affect the deepening and widening of the EU in a way that can make the accession of Turkey difficult to handle.

A three-pillar strategy

For the above reasons, the European Commission, on the basis of its *Report*, recommended a three-pillar approach to the accession negotiations and pre-accession preparations of Turkey. The goal of this strategy is to guarantee that harmonization with the *acquis communautaire* and the political reform process are consolidated, broadened and properly implemented.

The first pillar provides for an upgraded pre-accession strategy aiming at supporting and reinforcing the reform process for the fulfillment of the Copenhagen political criteria.¹⁴ The EU will monitor the progress of these reforms and make sure that there is a guarantee for their sustainability and irreversibility. The pace and progress of the accession negotiations, to a good extent, will be determined by progress in this area. If there is “a serious and persistent breach” of the political criteria, the Commission will recommend and the Council of Ministers will decide for suspension of the negotiations with a qualified majority.

The second pillar concerns the conduct of accession negotiations, which will be carried out in the framework of an intergovernmental conference. This means that the Turkish government will be negotiating with the governments of the 25 member-states. The Commission *Recommendation* clarifies that unanimity is required for making decisions. The EU will monitor the implementation of the *acquis* for each chapter and granting long transitional periods will be considered. The Commission will also monitor the ability of the EU to accept Turkey as member taking into account the deepening of European integration and the objectives of common policies and solidarity.

The third pillar aims at promoting and strengthening political and cultural dialogue between the people of Turkey and EU member-states. The civil

society will play a key role in bringing people together and facilitating interaction among nongovernmental organizations, projects and initiatives. The position of the Commission is that accession negotiations “will be essential in guiding further reforms in Turkey” and regardless of the final outcome, “the relations between the EU and Turkey must ensure that Turkey remains fully anchored in European structures.”¹⁵

Oriental past versus western future

As the debate over Turkey’s European prospects heats up, a variety of opinions, arguments and conflicting positions have been put forward. The President of the European Commission, Romano Prodi, in his presentation of the *Report and Recommendation* to the European Parliament asked Turkey to show “determination in pursuing further reforms and wisely conducting an accession process which, like all the others, will display both periods of progress and moments of tension and unavoidable difficulties”.¹⁶ The head of the EU’s executive branch also appealed to the member states and the European public to demonstrate equal perseverance as “Europe has nothing to fear from Turkey’s accession.”¹⁷

Europe’s confusion and ambivalence about Turkey is not a new phenomenon. A couple of years ago, the fear of many Europeans about Turkish accession were expressed and stirred up by former French President and head of the EU’s Constitutional Convention, Valéry Giscard d’Estaing, who in a blunt and provocative manner declared that Turkey is “not a European country” and its inclusion in the EU “would be the end of Europe.”¹⁸ In a similar vein and echoing widespread Turco-skepticism, the Dutch European Commissioner Frits Bolkenstein brought back memories of the Ottoman siege of Vienna by declaring that “the liberation of 1683 would have been in vain”¹⁹ if Turkey joins the EU.

On the other hand, there are strong voices arguing that Turkey can play the role of “a cultural and physical bridge between the East and West . . . [and] become one of Europe’s most prized additions.”²⁰ Across the Atlantic, the United States has a clear pro-Turkish position that cannot be ignored. In June 2004, during the NATO summit in Istanbul, the American President George W. Bush underlined that position and called on Europe to prove that

it “is not the exclusive club of a single religion” and that “as a European power, Turkey belongs in the EU.”²¹

The debate over EU-Turkish relations will continue to intensify until 17 December 2004, when the European Council in Brussels will examine the Recommendation of the Commission and make a decision. The European Council has already decided in December 2002 and reconfirmed in June 2004 that if “Turkey fulfills the Copenhagen political criteria, the EU will open accession negotiations without delay.”²² It is almost certain that the December decision will be a positive one. The question, for the moment, is under what conditions the accession negotiations will commence and at what pace they will proceed.

The increasingly polarized discussion over Turkey’s position and role in Europe will continue for years to come at various levels. The debate may even outlast the protracted period of accession negotiations during which not only negotiations on the *acquis* chapters will be conducted, but also a lot of diplomatic maneuvering and political twisting will take place. Throughout this period, the Christian and Islamic worlds will have a chance to prove whether they can accommodate each other and prove false Samuel Huntington’s argument about “the clash of civilizations” and the reconfiguration of the political world “along cultural lines.”²³ Both Europe and Turkey will find out what they expect from each other and whether they can share a common future that will reconcile their different pasts. The real question will be whether the internal sociopolitical dynamics and external orientations of Turkey can be compatible with the changing dynamics of the European integration “process of creating an ever closer union among the peoples of Europe.”²⁴

NOTES

1. Cardiff European Council, 15-16 June 1998, *Presidency Conclusions*, paragraph 64.
2. *Washington Times*, “Turkey’s Continental Drift,” 10 October 2004.
3. European Commission, Communication from the Commission to the Council and the Parliament, *Recommendation of the European Commission on Turkey’s progress towards Accession*, paragraph 7(3). The *Recommendation* was issued together with the 2004 *Regular Report* on 6 October 2004.

4. *Ibid.*, paragraph 7(8).
5. *Ibid.*, paragraph 7(5).
6. *Agreement Establishing an Association Agreement between the European Economic Community and Turkey*, article 28. The *Association Agreement* (known as the *Ankara Agreement*) was signed on 12 September 1963 and went into effect on 1 December 1964.
7. Commission of the European Communities, *Commission Opinion on Turkey's Request for Accession to the Community*, issued 18 December 1989, paragraphs 10 and 11.
8. Luxemburg European Council, 12-13 December 1997, *Presidency Conclusions*, paragraph 31.
9. Helsinki European Council, 10-11 December 1999, *Presidency Conclusions*, paragraph 12.
10. The *Charter of Fundamental Rights of the European Union* was proclaimed at the Nice European Council in December 2000, after having been approved by the European Parliament, the Council and the Commission.
11. *Treaty on European Union* (consolidated version), article 6(1).
12. From the title of a book by Henri J. Barkey, editor, *Reluctant Neighbor: Turkey's Role in the Middle East* (Washington, D.C.: US Institute of Peace Press, 1996).
13. European Council in Copenhagen, 21-22 June 1993, *Presidency Conclusions*, paragraph 7 (A) iii.
14. The presentation of the three-pillar strategy is based on the *Recommendation* of the European Commission of 6 October 2004. See above, note no. 2.
15. *Recommendation* of the European Commission, paragraph 7(8).
16. Romano Prodi, President of the European Commission "The Commission's Report and Recommendation on Turkey's application," presentation to the European Parliament, 6 October 2004.
17. Romano Prodi, *ibid.*
18. Valéry Giscard d'Estaing, "Pour ou contre l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne," interview with *Le Monde*, 9 November 2002.

19. Frits Bolkenstein, European Commissioner for Internal Market, speech at the University of Leiden, 6 September 2004. In his speech, Bolkenstein cited the pre-eminent historian and Islamic expert Bernard Lewis.
20. *Washington Times*, "Turkey's Continental Drift," 10 October 2004.
21. Remarks by President George W. Bush, 29 June 2004.
22. The same wording is used by the European Council in Copenhagen, 12-13 December 2002, *Presidency Conclusions*, paragraph 19; and the European Council in Brussels, 17-18 June 2004, *Presidency Conclusions*, paragraph 27.
23. Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (New York: Simon and Schuster, 1996), p. 20.
24. *Treaty on the European Union* (consolidated version), article 1.

ANNEX 1

Recommendation of the European Commission on Turkey's progress towards accession

Recommendation is not a detached paper, but it finds a place in the conclusion section of Strategy Papers. In the conclusion section of Strategy Papers, the Commission makes recommendations to the EU Council under the light of evaluations in regular reports. This year the Commission submitted the Recommendation on Turkey to the European Parliament and the Council as a detached Communication.

Recommendation on Turkey

Conclusions and Recommendations:

The Commission's conclusions and recommendations are the following:

1. Turkey has substantially progressed in its political reform process, in particular by means of far reaching constitutional and legislative changes adopted over the last years, in line with the priorities set out in the Accession Partnership. However, the Law on Associations, the new Penal Code and the Law on Intermediate Courts of Appeal have not yet entered into force. Moreover, the Code on Criminal Procedure, the legislation establishing the judicial police and the law on execution of punishments and measures are still to be adopted.
2. Turkey is undertaking strong efforts to ensure proper implementation of these reforms. Despite this, legislation and implementation measures need to be further consolidated and broadened. This applies specifically to the zero tolerance policy in the fight against torture and ill treatment and the implementation of provisions relating to freedom of expression, freedom of religion, women's rights, ILO standards including trade union rights, and minority rights.
3. In view of the overall progress of reforms attained and provided that Turkey brings into force the outstanding legislation mentioned in paragraph 1, the Commission considers that Turkey sufficiently fulfils

the political criteria and recommends that accession negotiations be opened. The irreversibility of the reform process, its implementation in particular with regard to fundamental freedoms, will need to be confirmed over a longer period of time.

4. A strategy consisting of three pillars should be followed. The first pillar concerns cooperation to reinforce and support the reform process in Turkey, in particular in relation to the continued fulfilment of the Copenhagen political criteria. In order to guarantee the sustainability and irreversibility of this process, the EU should continue to monitor progress of the political reforms closely. This will be done on the basis of a revised Accession Partnership setting out priorities for further reforms. A general review of progress of the political reforms will take place on a yearly basis starting from end 2005. To this end, the Commission will present a first report to the European Council in December 2005. The pace of the reforms will determine the progress in negotiations.
5. In line with the Treaty on European Union and the Constitution for Europe, the Commission will recommend the suspension of the negotiations in the case of a serious and persistent breach of the principles of liberty, democracy, respect for human rights and fundamental freedoms and the rule of law on which the Union is founded. The Council would decide on such a recommendation with a qualified majority.
6. The second pillar concerns the specific way of approaching accession negotiations with Turkey. Accession negotiations will take place in the framework of an Intergovernmental Conference where decisions require unanimity and with full participation of all EU Members. The negotiations will be complex. For each chapter of the negotiations, the Council should lay down benchmarks for the provisional closure and, where appropriate, for the opening of negotiations, including legislative alignment and a satisfactory track record of implementation of the *acquis*. Existing legal obligations in line with the *acquis* must be fulfilled before the opening of negotiations on related chapters. Long transition periods may be required. In addition, in some areas, such as structural policies and agriculture specific arrangements may be needed and, for the free movement of workers, permanent safeguards can be considered.

The financial and institutional impact of Turkey's accession will be important. The EU will need to define its financial perspective for the period from 2014 before negotiations can be concluded. Furthermore, the Commission shall monitor during the negotiations the ability of the Union to absorb new members and to deepen integration taking fully into account Treaty objectives as regards common policies and solidarity.

7. The third pillar entails a substantially strengthened political and cultural dialogue bringing people together from EU Member States and Turkey. Civil society should play the most important role in this dialogue, which should be facilitated by the EU. The Commission will present proposals on how to support such a dialogue.
8. The Commission is convinced that the negotiation process will be essential in guiding further reforms in Turkey. By its very nature, it is an open-ended process whose outcome cannot be guaranteed beforehand. Regardless of the outcome of the negotiations or the subsequent ratification process, the relations between the EU and Turkey must ensure that Turkey remains fully anchored in European structures. Turkey's accession would need to be thoroughly prepared in order to allow for a smooth integration that enhances the achievements of fifty years of European integration.

For full text of the Commission's Recommendation on Turkey:

<http://www.deltur.cec.eu.int/!PublishDocs/en/2004Recommendation.pdf>

http://europa.eu.int/comm/enlargement/report_2004/pdf/tr_recommendation_en.pdf

ANNEX 2

Commission of the European Communities

Brussels, 6.10.2004 SEC(2004) 1201

2004 Regular Report on Turkey's progress towards accession

{COM(2004) 656 final}

1.3 Human rights and the protection of minorities

Since 1999 Turkey adopted two constitutional reforms and eight legislative reform packages. The most recent May 2004 constitutional reform addresses a number of issues related to human rights. These include: eradicating all remaining death penalty provisions; strengthening gender equality; broadening freedom of the press; aligning the judiciary with European standards; and establishing the supremacy of international agreements in the area of fundamental freedoms over internal legislation. In September 2004 Turkey adopted a new Penal Code, which will have positive effects on a number of areas related to human rights, particularly women's rights, discrimination and torture.

Furthermore, a new Press Law was adopted in June 2004 and in July 2004 a new Law on Associations and a Law on Compensation of Losses Resulting from Terrorist Acts were adopted. A number of regulations and circulars have also been issued by the authorities in order to enable the implementation of legislation.

Turkey has acceded to a significant number of **international human rights instruments** since 1999, both within the UN framework and within the framework of the Council of Europe, of which it has been a member since 1949: the UN Covenant on Civil and Political Rights and the UN International Covenant on Social and Economic Rights (although with reservations); Protocol No. 6 to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (ECHR) on the abolition of

the death penalty; UN Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination; the European Convention on the Exercise of Children's Rights and the Optional Protocol to the UN Convention on the Elimination of Discrimination against Women. Moreover, a constitutional amendment has established the supremacy of international agreements in the area of fundamental freedoms over internal legislation.

Turkey has made further progress with regard to international conventions on human rights since the last Regular Report. Protocol No. 13 to the ECHR, concerning the abolition of the death penalty in all circumstances, was signed in January 2004. The First Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, providing for recourse procedures that extend the right of petition to individuals, was signed in February 2004. In April 2004 Turkey signed the Second Optional Protocol on the abolition of the death penalty. Turkey ratified the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict in October 2003.

Turkey has not signed the Framework Convention for the Protection of National Minorities or the Revised European Social Charter. The Constitution now enables Turkey to accede to the Statute of the International Criminal Court, but it has not yet done so.

Acknowledging the progress achieved by Turkey since 2001 in the area of constitutional and legislative reforms, in June 2004 the Parliamentary Assembly of the Council of Europe lifted the monitoring procedure on Turkey which had been applied since 1996. Turkey will be subject to a post-monitoring procedure, which will focus on a number of areas pertaining to Turkey's obligations under the ECHR.

Turkey has made progress since 1999 in relation to the execution of **judgements of the European Court of Human Rights** (ECtHR), particularly over the last year. The payment of just satisfaction was made in the *Loizidou* case and provisions enabling retrial of cases following judgements of the ECtHR have been introduced. This allowed for the retrial of Leyla Zana and the other former DEP parliamentarians. Turkey must nevertheless still implement a significant number of other decisions of the Court.

Since October 2003, the European Court of Human Rights (ECtHR) has delivered 161 judgements concerning Turkey. On 132 occasions the Court found that Turkey had violated the ECHR, and 23 friendly settlements were concluded. In 2 cases, it was found that Turkey was not in violation of the ECHR. During this period, 2 934 new applications regarding Turkey were made to the ECtHR⁶.

The constitutional amendment of May 2004 establishing the supremacy of international agreements in the area of human rights reinforces the Turkish judiciary's capacity to give direct effect to the ECHR. The impact of this change on the judiciary will need to be monitored. According to official sources, since January 2004 over 100 judgements made reference to the ECHR and the case-law of the ECtHR and resulted mainly in acquittals.

As regards the *Loizidou* case⁷, in December 2003 Turkey paid the just satisfaction awarded by the Court in 1998. Other aspects of this judgement, such as the restoration of rights and property, remain unresolved. The friendly settlement in the case of the *Institut de Pretres francais*⁸ dating from 2000 has yet to be executed. Efforts are currently underway to establish an association in whose name the right to usufruct may be registered on behalf of the Institut. Although considerable improvements have been made, Turkey has not yet taken all the measures necessary to comply with a group of 34 judgements related to violations of the right to freedom of expression (*see section on freedom of expression*). Turkey has also made further progress in executing 55 judgements relating to abuses committed by the security forces, although some measures remain outstanding (*see section on torture and ill-treatment below*). As regards the execution of five judgements relating to the dissolution of political parties, no new developments can be reported.

In the case of Cyprus against Turkey⁹ the Council of Europe pursued its supervision of Turkey's execution of the numerous issues raised by the judgement of the Court, recently focusing on the issue of Greek Cypriot missing persons and the right to education of Greek Cypriots living in the north.

As regards provisions enabling retrial in the light of ECtHR decisions, the Turkish courts have received nineteen applications to start retrial procedures. In four cases, the crimes in respect of which the original charges were brought no longer exist and the consequences of the convictions were erased,

thus precluding the need for a retrial. Of the remaining fifteen cases, seven have resulted in an acquittal, one in a conviction which was subsequently reversed on appeal, and one in a partial acquittal and partial conviction. Six cases are pending before the courts.

In its judgement delivered on 14 July 2004 relating to the retrial of the former Democratic Party (DEP) members of Parliament (Sadak, Zana, Dicle and DoganlO), the Court of Cassation overruled the 30 March 2004 judgement of the State Security Court, which had upheld the original conviction. Prior to this, in June 2004, the Court of Cassation had suspended the execution of the applicants' sentence and ordered their release upon the request of the Chief Prosecutor. A further retrial will commence in October 2004.

Provisions enabling retrial still do not apply to cases that were pending before the ECtHR prior to 4 February 2003, which includes the case of Ocalan¹¹. As the Court has indicated, the most appropriate form of redress would be to ensure that, where applicable, the applicants are given a retrial by an independent court.

In June 2004 the Parliamentary Assembly of the Council of Europe noted that notwithstanding the progress made, there remained a significant number of cases where the ECtHR decisions had not been implemented and adopted a resolution encouraging Turkey to comply with these judgements.

With respect to freedom of religion, although freedom of religious belief is guaranteed in the Constitution and freedom to worship is largely unhampered, non-Muslim religious communities¹³ continue to encounter obstacles. They lack legal personality, face restricted property rights and interference in the management of their foundations, and are not allowed to train clergy. Appropriate legislation should be adopted in order to remedy these difficulties.

Following the September 2003 joint appeal of four major Christian communities to solve outstanding problems, a dialogue was initiated by the authorities in early 2004. However, this has so far not produced practical results.

A circular was adopted in December 2003 allowing for the recognition of a change of religious identity on the basis of a simple declaration.

A Regulation on the Methods and Principles of the Boards of Non-Muslim Religious Foundations was adopted in June 2004. This Regulation seeks to address the problems with respect to elections to the boards of foundations, which if not held, or not held on time, can threaten their existence and lead to the confiscation of their properties. Due to the scarcity of religious minorities in certain areas, the new Regulation provides, in principle, for the enlargement of the geographical area within which elections may be held, but only to the adjacent province. Such a restriction, coupled with the fact that this limited enlargement is granted only at the discretion of the local authorities, means that in practice a number of foundations will still not be able to hold elections.

Religious foundations continue to be subject to the interference of the Directorate General for Foundations, which is able to dissolve the foundations, seize their properties, dismiss their trustees without a judicial decision and intervene in the management of their assets and accountancy.

As regards property rights, of the 2 234 applications for registration of property in line with the January 2003 Regulation, 287 have been accepted. Applications could only be made by the 160 minority foundations listed in the Regulation. Given the religious communities' lack of a legal status, their existing properties are permanently at risk of being confiscated and attempts to recover property by judicial means encounter numerous obstacles. For example, the authorities have initiated legal proceedings aimed at confiscating the Greek Orthodox orphanage on the island of Biiyukada near Istanbul. A number of non-Muslim religious communities are not entitled to establish foundations, including the Catholic and Protestant communities, and are thus deprived of the right to register, acquire and dispose of property.

Efforts have been made to ensure that places of worship other than mosques are granted permission to open. However, technical requirements have been invoked to prevent a number of churches from registering. The longstanding application of the Protestant church in Diyarbakir to register as a place of worship was refused in May 2004. Requests to restore churches continue to be subject to slow and cumbersome authorisation procedures. For example, the Panagia Greek Orthodox Church, which was affected by the bombing of the British consulate in November 2003, has still not been granted authorisation to carry out repairs.

A procedure for the reversal of the expropriation of a Bahai place of worship in Edirne was successfully finalised in December 2003, although the community has since reported administrative obstacles when seeking permission to make renovations to their property.

The ban on the training of clergy remains. Non-Muslim religious minorities are thus likely to encounter difficulties in sustaining their communities beyond the current generation. The Greek Orthodox Halki (Heybeliada) seminary, which has been closed since 1971, has still not been reopened. Nationality criteria restrict the ability of non-Turkish clergy to work for certain churches, such as the Syriac or Chaldean. Public use of the ecclesiastical title of Ecumenical Patriarch is still banned and the election of the heads of some religious minority churches is still subject to strict conditions. Non-Turkish Christian clergy continue to experience difficulties with respect to the granting and renewal of visas and residence and work permits.

Religious textbooks have been redrafted in order to address the concerns of Christian minorities. However, clergymen and graduates from theological colleges continue to be prevented from teaching religion in existing schools run by minorities.

Christians are still sometimes subject to police surveillance in Turkey, as illustrated by the presence of policemen during Protestant religious services who, in some instances, check the congregation's identity cards. However, the possibility for legal redress is increasing. For instance, in April 2004 the presenter of a local television news was convicted for inciting hostility towards Turkish Protestants in Ankara and his case is currently before the Court of Cassation.

In November 2003, the office of the Directorate General for Religious Affairs (Diyanet) in Antakya (Southeast) established a multi-religious committee aimed at developing a harmonious relationship between Muslims, Christians and Jews.

As far as the situation of non-Sunni Muslim minorities is concerned, there has been no change in their status. Alevis¹⁴ are not officially recognised as a religious community, they often experience difficulties in opening places of worship and compulsory religious instruction in schools fails to acknowledge

non-Sunni identities. The parents of an Alevi child have a case regarding compulsory religious education pending before the ECtHR. Most Alevis claim that as a secular state Turkey should treat all religions equally and should not directly support one particular religion (the Sounnis) as it currently does through Diyanet.

NOTES

6. During the same period the number of applications from larger member states of the European Union ranged from 547 to 3 054, the number of judgements ranged from 7 to 98 and the number of violations ranged from 7 to 73.

7. Case of *Loizidou vs. Turkey* (Application no 15318/89).

8. Case of *Institut de PrStres francais vs. Turkey* (Application no 26308/95).

9. Case of *Cyprus vs. Turkey* (Application no 25781/94).

10. Case of *Sadak, Zana, Dicle, Dogan vs. Turkey* (Applications no 29900/96 to 29903/96).

11. Case of *Ocalan vs. Turkey* (Application no 46221/99).

13. The unofficial estimated populations are: 60 000 Armenian Orthodox Christians; 20 000 Jews; 20000 Roman Catholics; 20 000 Syriac Orthodox Christians; 3000 Greek Orthodox Christians; 2500 Protestants; 2000 Syriac Catholics; 2000 Armenian Catholics; 500 Armenian Protestants; and 300 Chaldean Catholics.

14. Estimated population of 12-20 million.

ANNEXE 3

Commission des Communautés Européennes

Bruxelles, le 6.10.20 p4 COM(2004) 656 final

Communication de la Commission au conseil et au parlement européen

Recommandation de la Commission européenne concernant les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion.

5. Indications pour la conduite des négociations d'adhésion

L'évaluation résumée ci-dessus révèle que l'Union comme la Turquie auront besoin de beaucoup de temps pour mettre en place les conditions qui assureront une intégration harmonieuse de la Turquie à l'Union. C'est non seulement nécessaire pour préserver la cohésion et l'efficacité de l'Union, mais aussi pour éviter à la Turquie de devoir appliquer des politiques potentiellement inadaptées à son niveau de développement.

Les négociations d'adhésion se dérouleront dans le cadre d'une conférence intergouvernementale, où les décisions requièrent l'unanimité. Le cadre de négociation devra refléter les défis spécifiques liés à l'adhésion de la Turquie. Les paramètres précis pour la conduite des négociations seront définis sur la base des indications générales ci-dessous une fois que la décision d'engager les négociations aura été prise.

Immédiatement après le lancement officiel des négociations d'adhésion, la Commission préparera un vaste processus d'examen de l'acquis, après examen analytique (screening), afin d'expliquer et d'obtenir des premières indications sur les problèmes susceptibles de se poser au cours des négociations. Les négociations seront complexes et reflèteront, d'une part, les difficultés rencontrés par la Turquie dans l'application de l'acquis et, d'autre part, la nécessité de prévoir des dispositions facilitant l'intégration harmonieuse de la Turquie dans l'Union européenne. L'application, en Turquie, de la politique agricole commune et de la politique de cohésion constitue deux exemples. Les régies en matière de libre circulation des personnes en sont un troisième. II

est probable que, comme les précédents, cet élargissement nécessitera de nombreux arrangements spécifiques et, dans certains domaines, de longues périodes de transition. Dans le cas de la libre circulation des personnes, des sauvegardes permanentes peuvent être envisagées. La Commission affinera son analyse dans le courant des négociations avant de présenter une approche concrète sur chacune de ces questions.

Le contenu des négociations sera réparti en divers chapitres couvrant chacun un domaine de politique spécifique. La Commission recommandera au Conseil d'ouvrir les négociations pour chaque chapitre lorsqu'elle jugera la Turquie suffisamment préparée. Pour certains chapitres à dimension économique, l'existence d'une économie de marché viable devrait être une condition préalable à l'ouverture des négociations.

Des critères de référence pour la clôture provisoire et, dans certains cas, pour l'ouverture de chaque chapitre devront être définis avant l'ouverture des négociations le concernant. Ces critères pourraient renvoyer à l'alignement législatif et à un bilan de mise en oeuvre satisfaisant. De plus, les obligations légales actuelles résultant de l'accord d'association et de l'union douanière, notamment celles correspondant à l'acquis, devraient être remplies avant l'ouverture des négociations sur les chapitres qui s'y rapportent.

L'avancement des négociations ne dépendra pas uniquement de la convergence de la Turquie avec l'Union. L'Union devra se préparer, car, comme l'a affirmé le Conseil de l'Europe « en juin 1993, la capacité de l'Union à assimiler de nouveaux membres tout en maintenant l'élan de l'intégration européenne constitue également un élément important répondant à l'intérêt général aussi bien de l'Union que des pays candidats. L'analyse de l'adhésion de la Turquie effectuée à ce jour n'indique en rien qu'il faudrait procéder à des adaptations majeures des politiques liées au marché intérieur. Les négociations seront basées comme toujours sur l'acquis communautaire existant. Toutefois le besoin d'adapter l'acquis avant son adhésion peut encore se faire ressentir. Quoi qu'il en soit, l'Union devra définir ses perspectives financières pour 2014 et les années suivantes avant de pouvoir aborder les incidences financières de certains chapitres de négociation. Il pourrait être nécessaire d'adopter des arrangements reflétant la situation propre de la Turquie. Enfin, l'Union européenne devra réfléchir au renforcement de ses politiques dans les domaines critiques recensés par réévaluation des questions soulevées par la perspective d'adhésion de la Turquie, tels que les frontières extérieures et la politique étrangère.

C'est essentiellement en continuant à mettre absolument en oeuvre les réformes que la Turquie pourrait assurer le succès de l'ensemble du processus d'adhésion. La conduite de négociations et la perspective de l'adhésion devraient contribuer à la poursuite des réformes politiques, sociales, culturelles et économiques en Turquie. Le résultat final devra être approuvé par le Parlement européen de même que par tous les pays de l'Union européenne et par la Turquie.

6. Renforcement du dialogue entre l'Union européenne et la Turquie

Il est clairement nécessaire de renforcer le dialogue sur un certain nombre de questions portant sur les relations UE-Turquie. Plusieurs questions pertinentes, n'ayant pas immédiatement trait à l'Union en tant que telle, doivent être abordées. Des forums d'échanges doivent être créés, rassemblant des ressortissants des Etats membres et de la Turquie et leur permettant de discuter de leurs préoccupations et perceptions dans un esprit de franchise et d'ouverture. Ce dialogue portera sur les différences de culture, la religion, les questions liées à la migration, les problèmes relatifs aux droits des minorités et le terrorisme. La société civile devrait être l'acteur principal de ce dialogue et l'Union devrait lui faciliter la tâche. La Commission présentera des propositions sur les moyens de soutenir ce dialogue à l'avenir.

7. Conclusions et recommandations

À la lumière de ce qui précède, les conclusions et les recommandations de la Commission sont les suivantes:

- (1) La Turquie a accompli des progrès substantiels dans le cadre de son processus de réformes politiques, notamment en procédant à de profonds changements constitutionnels et législatifs au cours de ces dernières années, conformément aux priorités figurant dans le partenariat pour l'adhésion. Néanmoins, la loi sur les associations, le nouveau code pénal et la loi sur les cours d'appel intermédiaires ne sont pas encore entrés en vigueur. En outre, le code de procédure pénale, la législation portant création de la police judiciaire et la loi sur réexécution des peines et des mesures sont toujours en attente d'adoption.

- (2) La Turquie consent de sérieux efforts pour garantir une mise en oeuvre adéquate de ces réformes. Malgré cela, la législation et le processus de mise en oeuvre doivent être davantage consolidés et étendus. Il en va notamment ainsi pour la politique de tolérance zéro dans la lutte contre la torture et les mauvais traitements et pour l'application des dispositions concernant la liberté d'expression, la liberté religieuse et les droits des femmes, les normes de l'OIT, y compris les droits des syndicats et les droits des minorités.
- (3) Compte tenu des avancées globales déjà atteintes en matière de réformes et sous réserve de la mise en vigueur par la Turquie de la législation en suspens mentionnée au paragraphe 1, la Commission considère que la Turquie satisfait suffisamment aux critères politiques et recommande l'ouverture de négociations d'adhésion. L'irréversibilité du processus de réforme, sa mise en oeuvre, en particulier en ce qui concerne les libertés fondamentales, devront se voir confirmer sur une plus longue période.
- (4) Il y a lieu d'appliquer une stratégie reposant sur trois piliers. Le premier pilier concerne la coopération visant à renforcer et soutenir le processus de réforme en Turquie, notamment dans la perspective du respect continu des critères politiques de Copenhague. Pour garantir le caractère durable et irréversible du processus de réformes politiques, l'Union devrait continuer à suivre attentivement les progrès accomplis dans le domaine des réformes politiques. Elle le fera sur la base d'un partenariat pour l'adhésion révisé, exposant les priorités du processus de réforme. Il sera procédé chaque année à un examen général des avancées sur le plan des réformes politiques et ce, dès la fin de 2005. À cette fin, la Commission présentera un premier rapport au Conseil européen en décembre 2005. Le rythme des réformes déterminera l'avancement des négociations.
- (5) En accord avec le traité sur l'Union européenne et la Constitution pour l'Europe, la Commission recommandera la suspension des négociations en cas de violation grave et persistante des principes de liberté, de démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'Etat de droit, sur lesquels l'Union est fondée. Le Conseil pourrait prendre une décision concernant cette recommandation à la majorité qualifiée. Le deuxième pilier concerne la manière d'aborder spécifiquement les négociations d'adhésion avec la Turquie. Les

négociations d'adhésion se dérouleront dans le cadre d'une conférence intergouvernementale, où les décisions requièrent l'unanimité et avec la participation entière de tous les Etats membres. De plus, il convient de noter que les négociations d'adhésion se déroulent dans le cadre d'une conférence intergouvernementale qui inclut tous les Etats membres de l'UE. Les négociations seront complexes. Pour chaque chapitre des négociations, le Conseil devrait fixer des critères de référence pour la clôture provisoire des négociations, notamment un bilan satisfaisant de la mise en oeuvre de l'acquis. Il faudra que les obligations légales existantes découlant de l'alignement sur l'acquis soient satisfaites avant l'ouverture des négociations sur les chapitres concernés. De longues périodes transitoires s'avèreront peut-être nécessaires. En outre, dans certains domaines tels que les politiques structurelles et l'agriculture, des dispositions spécifiques pourront être exigées et, en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, des sauvegardes permanentes pourront être envisagées. L'adhésion de la Turquie aura de sérieuses retombées financières et institutionnelles. L'UE devra définir ses perspectives financières pour la période postérieure à 2014 avant de pouvoir conclure les négociations. En outre la Commission assurera le suivi, pendant les négociations, de la capacité de l'Union à assimiler de nouveaux membres et à approfondir l'intégration en tenant pleinement compte des objectifs du Traité en ce qui concerne les politiques communes et la solidarité.

- (7) Le troisième pilier prévoit un dialogue politique et culturel renforcé entre les peuples des Etats membres de l'Union et de la Turquie. La société civile devrait être l'acteur principal de ce dialogue et l'Union devrait lui faciliter la tâche. La Commission présentera des propositions sur la manière de soutenir ce dialogue.
- (8) La Commission est convaincue que le processus de négociation constituera un outil essentiel, orientant la poursuite des réformes en Turquie. Du fait de sa nature propre, il s'agit d'un processus ouvert dont les résultats ne peuvent pas être garantis à l'avance. Indépendamment du résultat des négociations ou du processus de ratification qui pourrait en découler, les relations entre PUE et la Turquie doivent garantir que la Turquie reste ancrée aux structures européennes. L'adhésion devrait être minutieusement préparée afin que l'intégration puisse se faire en douceur en confortant les acquis de cinquante années d'intégration européenne.

ANNEXE 4

Chronologie de la candidature de la Turquie à l'UE

15 mars –15 octobre 2004

17 mars : La commission des affaires étrangères du Parlement européen adopte un rapport invitant l'UE à accorder une « priorité absolue » au respect par la Turquie des critères démocratiques européens avant d'entamer des négociations d'adhésion avec Ankara. En particulier cette commission souligne que le règlement du conflit chypriote constitue un élément essentiel de progrès en vue d'une adhésion.

7 avril : Alain Juppé, président de l'Union pour un Mouvement populaire (UMP), parti qui soutient le président Chirac est parti en campagne contre l'entrée de la Turquie dans l'UE en déclarant que « l'UMP souhaite qu'on n'engage pas de discussion avec la Turquie à la fin de l'année ».

26 avril : Selon un sondage Gallup 53% des Danois sont opposés à l'ouverture de l'UE à la Turquie.

29 avril : Le président français Jacques Chirac déclare que la « Turquie a une vocation européenne. Mais les conditions de son entrée ne sont pas réunies aujourd'hui ».

30 avril : Selon la Fondation du centre de recherches de Turquie (TAM) 1,3 des 3,8 millions de ressortissants de Turquie vivant dans les pays membres de l'UE seraient des citoyens de l'UE) :

Répartition des ressortissants de Turquie naturalisés : Allemagne 730 000 sur 2 600 000, France 174 000 sur 370 000, Pays Bas 174 000 sur 270 000, Autriche 80 000 sur 200 000, Grande Bretagne, 33 000 sur 70 000, Danemark , 14 000 sur 53 000 et Suède 23 000 sur 37 000.

9 mai : Le ministre français de l'Economie, Nicolas Sarkozy déclare que « la Turquie n'est européenne ni par sa géographie, ni par sa culture, ni par son histoire. Elle n'a donc pas sa place en Europe ». Le Premier ministre britannique Tony Blair souligne que l'admission de la Turquie dans l'UE était un grand défi et qu'il ne fallait pas écarter les problèmes que cela posait mais les gérer.

9 juin : Ankara dans l'espoir de faire sauter un des derniers verrous à l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'UE libère Leyna Zana et trois autres députés kurdes, condamnés en 1994 à 15 ans de prison.

23 juin : La future présidence néerlandaise de l'UE promet que l'ouverture ou non des négociations d'adhésion avec la Turquie sera décidée en décembre « de façon équitable, indépendante et transparente ».

28 juin : Le président Chirac critique le président Bush, qui la veille avait déclaré au sommet de l'OTAN à Istanbul que l'UE devait intégrer la Turquie : « M. Bush est non seulement allé trop loin mais il est allé sur un terrain qui n'est pas le sien ».

21 juillet : En visite à Paris le Premier ministre Erdogan obtient le soutien du gouvernement français à la candidature de la Turquie à l'UE après la signature d'un protocole d'accord d'achat de 36 avions Airbus.

31 août : Le commissaire européen à l'élargissement Günter Verheugen promet que le rapport de la Commission sur les négociations d'adhésion avec la Turquie qui sera rendu public le 6 octobre, sera « objectif et équitable » préparé « à l'abri des pressions politiques ».

23 septembre : G.Verheugen déclare : « J'ai obtenu aujourd'hui de mon ami le Premier ministre Erdogan des assurances qui me permettront de faire une recommandation très claire ».

26 septembre : Le Parlement turc a entériné une réforme controversée du code pénal : sous la pression de l'UE, le gouvernement Erdogan, s'est abstenu d'insérer dans ce code le délit l'adultère.

1^{er} octobre : 57 % des Allemands sont hostiles à une adhésion de la Turquie à l'UE (sondage pour la chaîne de TV N24). Ankara annule la réunion prévue à Istanbul les 4 et 5 octobre entre les ministres de l'UE et ceux de l'Organisation de la conférence islamique(OCI) en raison d'un désaccord sur la participation des Chypriotes turcs : la Turquie avait invité la « République turque de Chypre Nord » sous le nom de « Etat chypriote turc ».

6 octobre : La Commission européenne a recommandé au Conseil européen, qui doit se tenir le 17 décembre d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie. Mais ce « oui » est assorti de multiples garde-fous comme celui de la possibilité de « suspendre » les pourparlers en cas de dérapage turc.

12 octobre : 75,3% des Français voteraient dans un referendum contre l'adhésion de la Turquie selon un sondage de l'Institut Louis-Harris.

Bridge across the Void: Medieval Memories from Nicosia's Green Line

Panos Leventis*

ABSTRACT

Before the Green Line and today's politics, Medieval and Renaissance Nicosia was divided by politics and commerce. The author gives us a tour of the walled city based on historical sources and shows the role played by the Pedieus river and its bridges.

RÉSUMÉ

Bien avant que la ligne verte n'apparaisse avec la situation d'aujourd'hui, Nicosie était divisée au Moyen Âge et sous la Renaissance par des questions de politique et de commerce. L'auteur nous fait visiter cette vieille ville *intra muros*, guidé lui-même par des sources historiques qui font référence à des points de repère tels le fleuve Pedieus et ses ponts.

By 11 am, April 23, 2003, a few thousand Greek Cypriots had crossed the checkpoint at the Ledra Palace Hotel of Nicosia. They were heading north into occupied Cyprus. Similar numbers of Turkish Cypriots had entered the government-controlled area, for day-long visits. This event was a response to the first large scale relaxing of absolute segregation by the régime in the occupied areas of Cyprus since the 1974 Turkish invasion. Over the following days, the trickle turned into an unstoppable flood. Whether this move was simply a pre-emptive strike in a diplomacy of impression on that régime's part or the start of substantial developments will certainly be debated by analysts and evidenced by future developments themselves.

The Green Line that divides Cyprus and its capital city of Nicosia continues east of the Ledra Palace checkpoint and traverses the old walled city. However, this absolute and impenetrable void running through the middle of the walled town, following the traces of Paphos and Hermes

* Architect, PhD McGill University

Streets, once the city's main commercial arteries, is far from being a new limit or frontier. Rather, since the earliest days recorded in considerable historic sources on Cyprus, it appears that the same path was followed by the river Pediaeus, dividing the Byzantine, the late Medieval and the Renaissance city in two. The river was subsequently diverted in 1567-1568 by the Venetian Governors and engineers to flow around the newly constructed circular Renaissance walls and fill their defensive moat. Two years later, during the hot summer of 1570, the Ottoman army found the moat dry, as the winter torrent had long stopped flowing. Nicosia fell to the Ottomans on September 9 after eight weeks of siege. Since then the river has followed its present course, running west of the city towards its north before turning east to head towards the Bay of Famagusta.

During the late Medieval and Renaissance period (1192-1570), the names of at least six bridges were recorded as lining the river inside the city. An attempt will be made here to restore in our memory and imagination both the river and bridges. As we contemplate their fraction in the urban and social fabric of Nicosia, it becomes clear that this linear space was not only the central artery of the capital, but also the focus of urban life and the path of ceremonial and religious processions. Furthermore, it will be shown that the river provided a backdrop for the city's commercial activity, an edge for its castles, royal courts and important public spaces, and indeed the point of reference not only for significant events during civil or ethnic conflicts, international wars and natural catastrophes, but also during moments of reconciliation and celebration.

The Bridge of Saint Dominic

In the vicinity west and south of the Paphos Gate (Renaissance *Porta San Domenico*) existed the illustrious monastery of Saint Dominic, constructed in the middle of the 13th century and considerably enlarged shortly thereafter. For the next two centuries, this monastery became a repository for numerous members of the reigning Lusignan dynasty and its nobility. On its northwestern edges, the monastery, as well as the large citadel constructed around it in the late 1370s, was bordered by the river, which then proceeded to enter the city. A bridge found nearby assumed the name of this monastery: The sole reference to this bridge comes from the various Cypriot

chronicles whose recounting of the events of 1376 included mention of the bridge of Saint Dominic and a nearby church dedicated to St. Barbara.¹ Indeed, during the refortification of Nicosia in 1576-1568, a church of *Santa Barbara* was demolished near or outside of the proposed *Roccas* bastion, in the vicinity of the present Paphos Gate.² The location of the historic bridge of Saint Dominic was reconfirmed during foundation excavations at the headquarters of the Cyprus Telecommunications Authority (the so-called Electra House), just west of Paphos Gate, in 1949: It was then that the pier of an arch of a stone bridge was brought to light, more than six meters below the present ground level. The span of the arch was 2.74 m., and its height 2.90 m.³ One should note that when in 1395 the traveler Nicolas de Martoni saw Nicosia's *pontes plures*, he commented that some were constructed out of stone, while others were still constructed out of wood.⁴ The stone Bridge of Saint Dominic, connecting the citadel and Dominican monastery with neighbourhoods north of the river, must have undoubtedly been one of the most prominent of the capital.

The Bridge of the Seneschal

Further inside the city was to be found the Bridge of the Seneschal. As its name testifies, the medieval *Ponte del Syniscalco* of the chronicles must have been located west of the city centre, near the old Byzantine *castello* of Nicosia, which itself once stood roughly north of the present Phaneromeni church.⁵ The Seneschal was the King's appointee, often responsible for the defense of the city and kingdom interchangeably with the Constable. Apparently, he resided in that castle when the chroniclers bestowed this name upon the bridge. The Seneschal Bridge is connected to a bloody event which transpired during Easter Sunday in 1192: That was the morning when the Templar Knights, lords of Cyprus barely a few months after purchasing the island from Richard the Lionheart, were surprised in the castle of Nicosia. There ensued an uprising in which the Greeks protested the cruel and unusually harsh treatment they had endured from the Knights. The hundred or so mounted Templars proceeded to slaughter anyone who crossed their path. The fifteenth-century chronicles observe that the streets around the castle filled with blood, which eventually found its path into the river by the Bridge of the Seneschal.⁶ More than a century later, and following an alleged month of continuous rain, the same bridge would be

blocked by trees and other debris, and result in the great flood of 1330, which caused thousands of deaths in the city.⁷ Recounting the same event, one of the chronicles further specified that this bridge was the *secondo ponte della città*.⁸ This comment can either be interpreted as meaning the second bridge of the city in importance, or, more probably, as the second bridge in topography; i.e., down the river's path. Indeed, as already mentioned, at the entry of the river into the city's west end would be found the Bridge of Saint Dominic. No one knows the name of the Seneschal Bridge, located roughly at the crossing of Ledras and Hermou streets with considerable certainty, had been in late Byzantine times, in 1192, or indeed in 1330, but by the mid-fifteenth century it carried the memory of the Seneschal, and a hundred years later it was *chiamato del Lodron* (or *Ladron*),⁹ and must have adjoined, along with the castle, the southwestern edge of the important *piazza di sopra* or upper square, in the middle of Nicosia.¹⁰

The Bridge of the Saints Apostles, or Saints Peter and Paul

During the initial stages of the fierce fighting between the invading Genovese army and the people of Nicosia in early December 1373, another bridge is mentioned. While being pursued, it appears that the Genovese made a stronghold at the bridge of the Saints Apostles,¹¹ of which the dedication, on recounting the same event, later chronicles specified as "Saints Peter and Paul."¹² The following day, the area of violent fighting, which would persist for hours, began at this bridge and continued until the bridge of the Pillory.¹³ The Pillory Bridge, as will later be shown, lay at the east end of the city.¹⁴ Attempting to locate the Bridge of Saints Peter and Paul takes us to a chapel with the same dedication, founded by Simon de Montolif a few years prior to the 1373 events, as two Papal indulgences attest.¹⁵ This chapel survived into 1468, as various mentions to it bear witness¹⁶ and was perhaps also the site of a school in the early sixteenth century.¹⁷ It must have given its name to the nearby bridge. Since the Dominican friars became the chapel's owners in 1567, as compensation for the demolition of their monastery, which lay outside the new fortifications,¹⁸ the chapel and the bridge can thus initially be localized inside the (considerably smaller) Renaissance walled city.

Events of three years later would reconfirm that not only were the chapel and bridge inside the Renaissance walls, but also that they occupied a

prominent, central location. During the fighting of 1570 between the Ottomans and the Cypriots, after the former had entered the walled city from the *Costanzo* bastion in the south, they were attempting to reach the quarter of the Cathedrals in the town's centre. Fierce street fighting followed in the street of Saints Pierre and Paul, in front of the Cathedral of the Greeks.¹⁹

Hence the street leading from the river towards the Greek Cathedral of *Hodegetria*, now a ruined building called the *Bedestan*, must have been the street of Saints Peter and Paul in 1570, hence the bridge and chapel certainly lay nearby at the centre of the city. Researchers have mentioned that the crossroads at that point of the city (Hermes and Trikoupis streets) conserved this history in its Turkish name, which translates to the Principal (or Main) Bridge.²⁰ It would appear that the Bridge of the Holy Apostles or "Principal" bridge, in the centre of Nicosia, provided the south-eastern edge of the *Upper Square* of the renaissance city.

The Bridge of the Jews

The Jewish community in late Medieval Nicosia is rarely referred to, but it apparently numbered quite a few members, as it is connected to one of the city's bridges: In 1385, when King James I ordered an execution, this took place on the roof of the Bread Market, by the side of the bridge of the Jews, *tou yiofiriou tou evraikou*.²¹ While no other source refers again to this bridge, an attempt could be made here to provide for its localization, starting from mentions of various other provision markets in the late Medieval city:

As early as 1367, it is attested that certain quantities of wine found after the death of bishop Guy d'Ibelin at *casal Pellendres* had been carried on animals, brought to Nicosia and sold at the *fonde du vin*.²² More than a century later, the 1468-1469 *Livre des Remembrances* conserves mentions of the Butchery of Nicosia,²³ the recently created Fresh Fish and Game Market,²⁴ and the Sugar Shop of the royal domain.²⁵ Six years later, the chronicles also mention the *fountikan ton Porikon* or *fontego delle frutte* of Nicosia.²⁶

Given the isolated mentions, it would be impossible to locate the bread and other provisions markets, as well as the Bridge of the Jews, in the fabric

of the late Medieval city, as the Medieval and Renaissance sources provide no further clues. However, it is important that more than three centuries later, Archduke Louis Salvator would still see, south of the Cathedrals and following an easterly direction, the "great Provision bazaar", with various vegetables, fruit, bread and sweets sold, followed by the fish and meat bazaar.²⁷ One could thus imagine a similar succession for these markets, attested to from the fourteenth to the sixteenth centuries, south of the Cathedrals. Perhaps they expanded eastwards and southwards from the east end of the upper square along the river and the Covered street.²⁸ While the river entered the city at one point, at the citadel and the Bridge of Saint Dominic, it apparently branched out and exited the city at three points in the east end, and Salvator, on his entering the city from Famagusta Gate and going towards the bazaars, would still see at the side of the street "*the dry bed of the Pidias, with several bridges*".²⁹ It thus remains a strong possibility that one of those bridges, lining the river south of Hermes street, at a distance due west of Famagusta Gate, had been the fourteenth-century Bridge of the Jews with its nearby bread market.

The Bridge of the Exchange

As mentioned, it was the bridge of the Seneschal which was blocked by debris and eventually caused the 1330 destructive flood in Nicosia.³⁰ Later chronicles iterate that if the *ponte del cambio* had given way, "there would not have remained a single soul alive in Nicosia".³¹ While one could initially only theorize that this bridge was thus located at the east of the city, the important topographic information comes from the fact that the chroniclers specify the *ponte del cambio* as located near the Temple.³² The Temple of Nicosia, the old church commenced by the Templar Knights and continued by Guy de Lusignan, the first Latin Lord of Cyprus, who was eventually buried therein in 1194,³³ was to be found *prope flumen*, if indeed it was the same building that Guy's brother, Aimery, donated back to the Knights the following year.³⁴ It was explicitly reconfirmed by the chronicles themselves that the Temple, which in the early fourteenth century and on numerous occasions is mentioned as being next to the first royal court,³⁵ lay by the side of this court and the river. Descriptions tell of the important *ruga coverta* or covered street of the city, and one learns that this street began north of the citadel of Nicosia (at the west end of the city), followed the whole length of the river until the Temple, and that along this street were shops with covered arcades,

through which one could go "until the [first] royal court and the lower square".³⁶

The location of the Temple, and thus also the easternmost end of the Covered Street as well as the Bridge of the Exchange, has been approximated with the publication of the letter concerning the 1567 demolitions for the refortification of Nicosia: Exactly under the proposed Caraffa bastion, north of the present Famagusta Gate, was to be found the *Tempio Antiquissimo*.³⁷ Next to the vestiges of this church, the unidentified foundations of which were excavated in the early twentieth century when the British were creating an opening north of the *Caraffa* bastion and worked on the bastion itself,³⁸ must have lay the historic Bridge of the Exchange, directly linking the first royal court and the adjoining west end of the important lower square with the neighbourhoods north of the river.

The Bridge of the Pillory, or of the Berlina, or of the Prisons, or of the Cotton Market

The chronicles contemplate that after the blood of the 1192 slaughter by the Templars filled the streets and eventually entered the river at the Bridge of the Seneschal, as mentioned previously, it run until the Bridge of the Pillory, which by the sixteenth century was *detto della Berlina*, where a great stone was later set up in memory of the slaughter.³⁹ From this statement one can deduce that the bridge of the Pillory was certainly located at some point further down the course of the river; i.e., east of the city centre. As is evident by the name, this was the preferred place in Nicosia for public scorn of petty offenders, who were placed in the same named devise, their heads and hands locked in the holes of the pillory. The Bridge of the pillory was also the site of public executions. Hence logically a considerable open space surrounded the bridge and could accommodate large crowds gathering for the event: Heads, hands, legs and other body parts of unfortunate Nicosians and others were variously displayed by the authorities near or on this pillory, as numerous mentions in the fourteenth and fifteenth centuries reveal.⁴⁰ From these, as well as from mentions of the bridge during the 1373-1374 war between Cyprus and Genoa,⁴¹ and after a cross-referencing of these sources, it becomes clear that the Bridge of the Pillory was also known by the names "of the Berlina", "of the Prisons",⁴² and, most importantly, "of the *Kato Mesi* or *Piazza* of Nicosia" (events of 1460 and 1461).⁴³ This bridge was located

thus in the *piazza* or square of Nicosia, at the east end of the city, which with the later emergence of the *upper* square in the center of Nicosia was referred to as the *lower* square. Two riverside churches are connected with this *piazza* of Nicosia.

First, we find the Church of Saint George, located in plain view within the square as early fourteenth century events attest.⁴⁴ We can see a commemoration on its walls, through the driving of a nail on the height of the 1330 floodwaters.⁴⁵ Next to this church, which prominently features in tax collection accounts of the same period,⁴⁶ was the cotton market. To serve that market, in one of the outside corners of the church a marble cistern was imbedded.⁴⁷ As late as 1517, the church, called *San Zorzi della piazza delle Lane* (Saint George of the Cotton Square) was given the right to collect the tax on the salt quantities which entered through an (unnamed) Gate into Nicosia.⁴⁸ Secondly, in 1462, there is mention of a church of Santa Mavra, and its nearby Bridge of the Cotton Market or *Nymatopulio*.⁴⁹ Since the cotton market adjoined this bridge, named in the 1460 document, then the Church of Saint George with its marble cistern must have also stood nearby. It must certainly have been close enough to the river to have substantially flooded and hence the commemorations of the 1330 flood on its walls. Thus, the northern 'limit' of the lower square must have edged onto the river, with the open space for the cotton market and Saint George and Santa Mavra lining part of that edge. Reconfirmation of this proposed topography comes when both the neighbouring churches of Saint George and Santa Mavra, located by the river in the *piazza* of Nicosia, were demolished in 1567, as they lay outside the new fortifications, in the vicinity due east of the proposed *Caraffa* bastion.⁵⁰ It is at this location, outside the renaissance walls and east of Famagusta Gate, that we should place the historic Bridge of the Pillory, or of the Berlina,⁵¹ or of the Cotton Market, perhaps the easternmost bridge mentioned in the sources.

The river Pediaeus and its bridges, in the heart of Medieval and renaissance Nicosia, have long vanished from today's topography. What remains is the no-man's land inhabited by cats and UN soldiers, destroyed shops and buildings, and an underground drainage and sewage ditch. Yet, despite its disappearance and relatively obscure history, the memory of this lifeline in the old city resonates in our minds and inspires our imagination. Let us hope it will fuel our hope and actions, so that it can soon resume its proper place, connecting the urban, ethnic and social threads of Nicosia.

NOTES

1. Leontios Makhairas, *Eksigisis tis Glikeias Horas Kiprou, I opoia legetai Kronaka, toutestin Chronikon*, c. 1440s (first in *Bibliotheca Graeca Medii Aevi*, II, éd. Constantine Sathas, Venice, 1873, reprinted Athens: Vas. N. Gregoriades, 1972, pp. 50-409), *Récital concerning the Sweet Land of Cyprus entitled "Chronicle"*, éd. and transl. RM. Dawkins (Oxford: The Clarendon Press, 1932), 2 vols, I, par. 571, p. 568; Diomedes Strambaldi. *Cronicha del Regno di Cypro di Diomede Strambaldi Ciprioto*, ?c. 1470s, published as *Collection de Documents Inédits sur l'Histoire de France: Histoire Politique: Chronique de Strambaldi*, éd. René de Mas Latrie (Paris: Imprimerie Nationale, 1893), 2 vols, II, p.241; Francesco Amadi (earliest known owner). *Cronaca di Cipro* (ending in 1442), published as *Collection de Documents Inédits sur l'Histoire de France: Histoire Politique: Chronique d'Amadi*, éd. René de Mas Latrie, (Paris: Imprimerie Nationale, 1891) 2 vols., I, p. 483 (also reprinted as *Kipriologiki Bibliothiki*, 9, éd. Theodoros Papadopoulos, intro. Sylvain Beraud. Nicosia: Idryma Archiepiskopu Makariou III, 1999); Florio Bustron. *Historia Overo Commentarii de Cipro* [ending in 1489], c. 1560s, published as *Collection des documents inédits sur l'histoire de France: Mélanges historiques: Chronique de l'île de Chypre, Tome Cinquième*, éd. René de Mas Latrie, (Paris, 1886), p. 343 (also reprinted as *Kipriologiki Bibliothiki*, 8, éd. Theodoros Papadopoulos, intro. Gilles Grivaud. Nicosia: Idryma Archiepiskopou Makariou III, 1998).
2. Gilles Grivaud, 'Nicosie Remodelée (1567): Contribution à la Topographie de la Ville Médiévale', *Epetiris tou Kentrou Epistimonikon Erevnon*, (*EKEE*), XIX (Nicosia: Kentro Epistimonikon Erevnon, 1992, pp. 281-306), p. 306.
3. Kevork Keshishian. *Nicosia, Capital of Cyprus: Then and Now* (1978, reedited Nicosia: Moufflon, 1990), p. 61.
4. Nicolai de Marthono, *Notarii, Liber Peregrinationis ad Loca Sancta*, c. 1395-1396, published as 'Relation du Pèlerinage à Jérusalem de Nicolas de Martoni, Notaire Italien', éd. Léon LeGrand, *Revue de l'Orient Latin*, III (Paris: Société de l'Orient Latin, 1895; reprinted Brussels: Culture et Civilization, 1964), p. 634. For an English translation of this excerpt vid. Claude DélaVal Cobham, éd. *Excerpta Cypria: Materials for a History of Cyprus* (Cambridge: Cambridge University Press, 1908), p. 26.
5. That the Byzantine castle was located *in the middle* of the city, contrary to what most scholarship had believed so far, vid. FI. Bustron, op.cit., p. 26; and Steffano Lusignano. *Chorografia et brève Historia Universale dell'Isola di Cipro principiando al tempo di Noè per in fino al 1572 per il R.P. Lettore Fr. Steffano Lusignano di Cipro dell'Ordine de Predicatori*. (Bologna: Alessandro Benaccio, 1573; edited and translated as *Lusignan's Chorography and Brief General History of the Island of Cyprus*,

- A.D. 1573*, trans. Olimpia Pelosi, in series *Sources for the History of Cyprus*, X, eds. Paul W. Wallace and Andréas G. Orphanides. Altamont: Greece and Cyprus Research Center, 2001), par. 39, p. 145. For the localization of the old castle *vid.* Keshishian, *op.cit.*, p. 39 (wherein, however, no sources for this localization are cited).
6. 'Amadi', *op.cit.*, p. 84; Fl. Bustron, *op.cit.*, p. 51; Lusignano, *op.cit.*, par. 255, p. 187.
 7. Makhairas, *op.cit.*, par. 65, p. 60.
 8. Strambaldi, *op.cit.*, p. 27.
 9. Fl. Bustron, *op.cit.*, p. 51.
 10. Lusignano, *op.cit.*, par. 255, p. 187.
 11. Makhairas, *op.cit.*, par. 434, p. 418; Strambaldi, *op.cit.*, p. 179.
 12. 'Amadi', *op.cit.*, p. 456; Fl. Bustron, *op.cit.*, p. 314.
 13. Makhairas, *op.cit.*, par. 436, p. 420; Strambaldi, *op.cit.*, p. 180.
 14. On this bridge *vid.* further in the discussion.
 15. Wipertus Hugo Rudt de Collenberg, 'Les grâces papales, autres que les dispenses matrimoniales, accordées à Chypre de 1305 à 1378', *EKEE*, VIII (Nicosia: Kentro Epistimonikon Erevnon, 1977. pp. 251 (indulgence of May 17, 1357) and 252 (indulgence of June 22, 1369)).
 16. Louis de Mas-Latrie. *Histoire de l'Ile de Chypre sous le Règne des Princes de la Maison de Lusignan*, 3 vols, III (Paris: Imprimerie Nationale, 1855), pp. 210-211, 282-283; Jean Richard. *Le Livre des Remembrances de la Secrète du Royaume de Chypre, 1468-1469 (Sources et Études de l'Histoire de Chypre, X*. Nicosia: Centre des Recherches Scientifiques, 1983), pp. 43 (act 88, November 29, 1468) and 112 (act 196, May 28 and September 3, 1468).
 17. Mas-Latrie, *Histoire*, III, *op.cit.*, p. 503.
 18. Lusignano, *op.cit.*, par. 168, p. 167.
 19. Calepio in Estienne de Lusignan. *Description de toute l'isle de Cypre* (Paris: G. Chaudière, 1580), fol.260b, as cited in Theodoros Papadopoulos. *Epimetron eis tas peri eikonon paradosis, Kipriakai Spoudai*, AB' (Nicosia: Etaireia Kypriakon Spoudon, 1968, pp. 99-119), p. 111.
 20. Keshishian, *op.cit.*, p. 61.

21. Makhairas, *op.cit.*, par. 611, p. 602.
22. Jean Richard. 'Guy d'Ibelin, O.P., évêque de Limassol et l'inventaire de ses biens', *Bulletin de Correspondence Hellénique*, LXXIV (Paris, 1950, pp. 98-133), p. 123 and n.4.
23. The Butchery of Nicosia was leased on May 18, 1468 for three years to *Thodorin tou Petro o Pouzis* and his companion *Perin tou Foti* the grocer (Mas-Latrie, *Histoire*, III, *op.cit.*, p. 279; Richard. *Le Livre des Remembrances*, *op.cit.*, act 191, pp. 107-108).
24. Leased on July 8, 1468, again for three years, to *Yorgin Paleologuo* (Mas-Latrie, *Histoire*, III, *op.cit.*, pp.279-280; Richard, *Le Livre des Remembrances*, *op.cit.*, act 194, p. 109). Mas-Latrie had therein interpreted *agua fres* to signify 'fresh water', while Richard (*ibid*, p. 191 n. 194.1) proposed 'fresh game', deriving from the Cypriot *agra*, a more probable scénario since it was to be sold along with fresh fish.
25. On October 13, 1468, some quantities of sugarcanes that had been found in the *mahzen dou sucre*, the sugar shop that the royal domain possessed at Nicosia, were sold to Andrea Cornaro (Mas-Latrie, *Histoire*, III, *op.cit.*, p. 221; Richard, *Le Livre des Remembrances*, *op.cit.*, act 68, p. 34).
26. Granted by Queen Caterina Cornaro to the Catalan Anthony Garcia or Perez. *Vid.* Georgios Boustronios. *Diigisis kronikas Kiprou arhevyonta apo tin ehronian auvs' Hristou*, c.1490s, in *Bibliotheca Graeca Medii Aevi*, II, éd. Constantine Sathas (Venice: Typois tou Chronou, 1873, reprinted Athens: Vas. N. Gregoriades, 1972, pp. 411-543; in English: *The Chronicle of George Boustronios*, 1456-1489, transl., and intro. R.M. Dawkins. Melbourne: Melbourne University Press, 1964), par. 188, p. 507; FI. Bustron, *op.cit.*, p. 449.
27. Louis Salvator. *Levkosia, die Hamptstadt Von Cypem* (Prague, 1873); in English: *Levkosia, the Capital of Cyprus*. (London: C. Kegan Paul and Co., 1881; reprinted London: Trigraph, 1983), p. 52 numbers 15-18, and pp. 54-55.
28. On the Covered Street *vid.* the discussion under "The Bridge of the Exchange".
29. Salvator, *Levkosia*, *op.cit.*, p. 18.
30. Makhairas, *op.cit.*, par.65, p. 60; Strambaldi, p. 27.
31. Amadi', *op.cit.*, p. 405; FI. Bustron, *op.cit.*, p. 254.
32. FI. Bustron, *op.cit.*, p. 254.
33. Lusignano, *op.cit.*, pars. 259, 263, p. 188.

34. Mas-Latrie, *Histoire*, III, *op.cit.*, pp. 598-599; *The Cartulary of the Cathedral of Holy Wisdom of Nicosia*, eds. Nicholas Coureas and Christopher Schabel (Nicosia: Cyprus Research Centre, 1997), pp. 141-142 (document 45, September 29, 1195).
35. 'Amadi', *op.cit.*, p. 260; FI. Bustron, *op.cit.*, pp. 149, 170.
36. FI. Bustron, *op.cit.*, pp. 463-464.
37. Grivaud, 'Nicosie Remodelée', *op.cit.*, p. 304.
38. Joan du Plat Taylor. 'A Thirteenth century church at Nicosia, Cyprus', *Antiquity: A Quarterly Review of Archaeology*, 4, éd. O.G.S. Crawford (London: 1932), pp. 469-471. Taylor did not identify this church, even though he did observe the familiar *Agnus Dei* of the Templars adjoining its wall.
39. 'Amadi', *op.cit.*, p. 84; FI. Bustron, *op.cit.*, p. 51.
40. Among them: The hand and leg of John Lombardo in 1349, before the rest of him was hanged, on orders of Hugh IV (Makhairas, *op.cit.*, par. 82, p. 76; Strambaldi, *op.cit.*, p. 34); the heads of the Lord of Arsuf, Sir Henry de Giblet, and Sir John de Gaurelle, cut off at the bridge in 1373 (Makhairas, *op.cit.*, par. 423, p. 402; Strambaldi, *op.cit.*, p. 172); the Count of Urbino and his brother hanged there by the Genovese in 1374 (Makhairas, *op.cit.*, par. 510, p. 500; Strambaldi, *op.cit.*, p. 212; 'Amadi', *op.cit.*, p. 469; FI. Bustron, *op.cit.*, p. 326); the captain of a pillaging Genovese ship, hanged from his feet on orders of James II in 1460 (G. Boustronios, *op.cit.*, par. 62, p. 456; FI. Bustron, *op.cit.*, p. 401); the head of Hector de Chivides put on display at the bridge in 1461 (G. Boustronios, *op.cit.*, par. 69, p. 459; FI. Bustron, *op.cit.*, p. 402).
41. Makhairas, *op.cit.*, pars. 432, 435, 436, pp. 416, 420; Strambaldi, *op.cit.*, pp. 178, 180.
42. The dedication "Of the Prisons" appears during events of 1374. This signifies that the prisons of Nicosia were probably located nearby.
43. G. Boustronios, *op.cit.*, pars. 62, 69, pp. 456, 459; FI. Bustron, *op.cit.*, pp. 401, 402.
44. Makhairas, *op.cit.*, par. 51, p. 50; Strambaldi, *op.cit.*, p. 21; 'Amadi', *op.cit.*, pp. 250, 298, 402.
45. Makhairas, *op.cit.*, par. 65, p. 60; Strambaldi, *op.cit.*, p. 27; FI. Bustron, *op.cit.*, pp. 254-255.

46. Jean Richard. 'Les Comptes du Collecteur de la Chambre Apostolique dans le Royaume de Chypre (1357-1363)', *EKEE*, XIII-XVI (Nicosia: Kentro Epistimonikon Erevnon, 1987, pp. 1-47), p. 38.

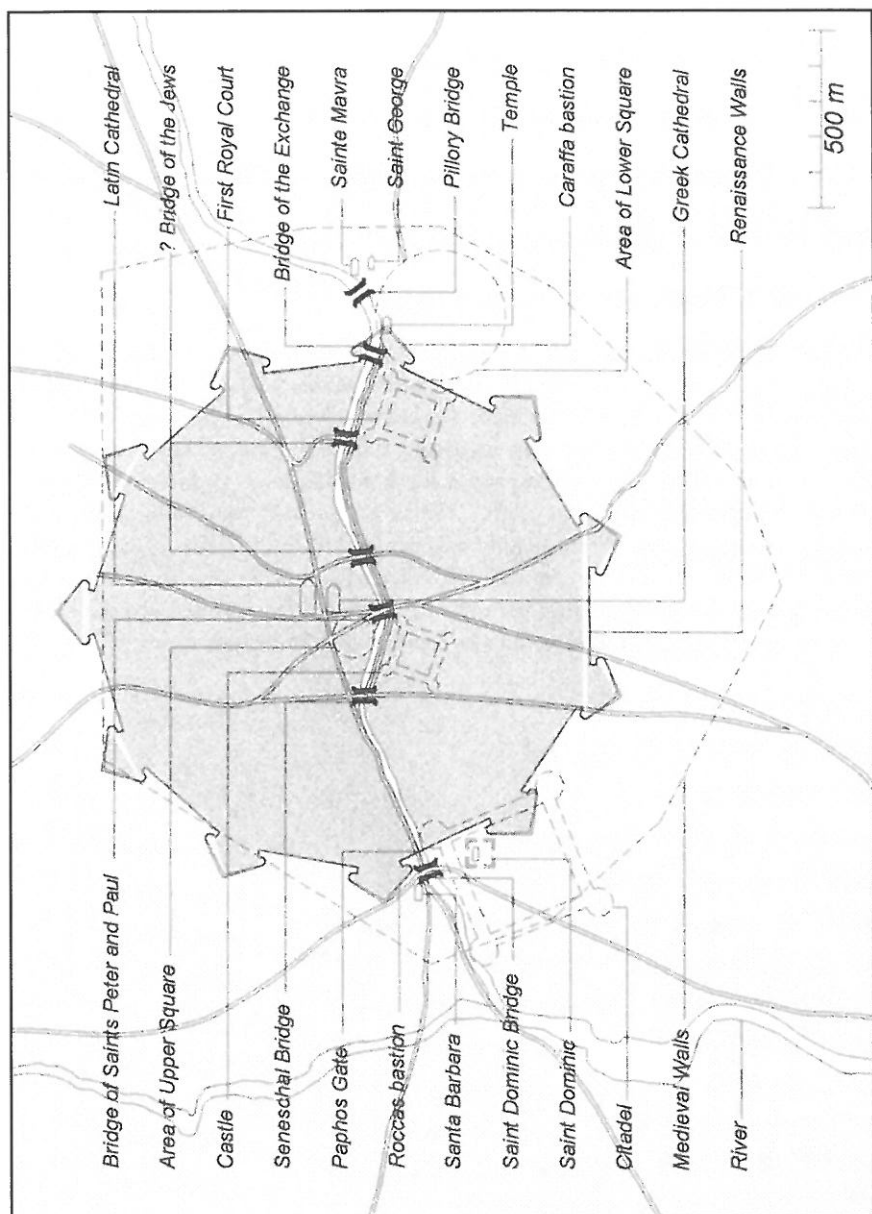
47. Makhairas, *op.cit.*, par. 274, p. 254; Strambaldi, *op.cit.*, p. 108.

48. Grivaud, 'Nicosie Remodelée', *op.cit.*, p. 290 n. 38.

49. Jean Richard. *Documents Chypriotes des Archives du Vatican, XIV et XV siècles (Bibliothèque archéologique et historique, Tome LXXIII: Chypre sous les Lusignans*. Paris: Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1962), p. 126.

50. Grivaud, 'Nicosie Remodelée', *op.cit.*, p. 305.

51. For the argument, through an intriguing etymological journey, that the names Pillyri, Pillory, Berlina and Nymatopulio (Cotton Market) refer to the same bridge, *vid.* note by A.H.S Megaw in Richard. *Documents Chypriotes*, *op.cit.*, p. 126 n. 2. If one were to elaborate the linguistic argument further, Berlina could be viewed as a phonetic Italian translation by the chronicles of the Medieval (and modern) Cypriot *Bellerina* (apparently a cotton cloth, a version of which was surely sold at the Medieval market), which itself could be a corroded form of *Pillirena*, or the things 'of the Pillory', or 'sold by the Pillory'. All possible names are thus reconciled, deriving from the fact that since the early days of late Medieval Nicosia, the Pillory and the open space around it were to be found near that bridge.



The Theological Support of the Concept of Justice in Plato's Laws

Christos Ath. Terezis*

Olga Chr. Stavropoulou**

RÉSUMÉ

Cette étude porte sur un aspect spécifique de la philosophie platonicienne sur la justice dans *Les Lois*. Les auteurs proposent que Platon, dans ce Dialogue, présente tout particulièrement une vue systématique de la notion de justice et, dès que *Les Lois* soit probablement la dernière œuvre du philosophe, cette vue constitue « le critère objectif le plus significatif » pour les thèses platoniciennes sur la justice. Or, les auteurs examinent, spécifiquement, l'essai de Platon (Livre X) de faire « l'association de la justice avec ses thèses théologiques ».

ABSTRACT

In this paper, the authors study one specific aspect of Plato's Philosophy of Justice in *The Laws*. According to the authors, Plato proceeds to a particularly systematic view of Justice in this Dialogue and, since *The Laws* is probably the latest of Plato's Works, this view constitutes "the most significant objective criterion" for the philosopher's theses on Justice. The authors examine, specifically, Plato's attempts (Bk X) to associate Justice with his theological theses.

Introduction

The concept of justice appertains to the constellation of Plato's favourite themes, which he processes in many dialogues, most systematically and from various angles in *Gorgias*, *Republic*, *Statesman*. The common ground, however, is that justice constitutes (ontological element) and ensures *ad extra* (functional element) harmony, according to the conditions that emerge each

* University of Patras (Greece)

** University of Patras (Greece)

time from whichever conventional settlements are absent. Whether reference is made to major constitutional or minor procedural matters, a rule is by definition and from the current conditions imposed, activated and rendered practically acceptable, as it is estimated to possess elements of universality. In other words, justice projects its rules in the form of an instructive institution because it possesses the elements for such a thing. It thus imposes concrete restrictions on those who accept it and only if they adopt them consciously can they be named just. The dialogue, however, in which Plato lays out a particularly systematic view of justice is the *Laws*, perhaps his chronologically latest work, which for this reason constitutes probably the most significant objective criterion in order to approach his final theses on the matter. In this work, justice has no conceptual autonomy. It is connected in reciprocal manner with other concepts that are related to the theoretical and practical activity of a conscious man. This connection extends the maturity of individual conscience and of social-political life, to the point that leads also to self-criticism.

The pervading matter that Plato examines in the *Laws* and which he considers major from the point of view of political eschatology is the relation and distinction between justice and ethics, two expressions of individual and communicative actions included – more or less – in a wider political frame. Their encounter constitutes a delicate balance, because ethics is originally defined by firm *a priori* regularities, which intermix, regardless of their later extensions or integrations, with the individual duty. Justice emerges mainly in the field of collective activities from shaped or under shaping political subjects or political formations with delimited legislative and juridical bodies. Plato maintains here his theory about the last archetypes and their connection, despite the diversity temporal recurrence of their applications. Even the most unsuspecting reader would realize that during the dialectic development of the *Laws*, justice and ethics are reciprocally completed and included in the same category. They are genuine subsets of a broader unit, one that results from the ramification of Metaphysics and Politics. A little more boldly: they are identified for their aspiring objectives. At the same time, they function under the strict regularities of reason that have permanent regulating power in regard to their recipients. In the conscience of Plato, however, human society is subject to vicissitudes, to which society has been led mainly by its own obscurities or contradictions. The philosopher perceives the social problem in the terms of historical failure;

namely, the weakness of cultural formations to give a complete vision of life to human acts. Therefore, what comes first is to discover the proper solutions that will end its problems. Plato traces these in the field of metaphysical archetypes and in the way they are applied to society. In the study that follows we will view one aspect of this matter. We will examine certain extracts from the X book of the *Laws*, in which Plato attempts to associate justice with his theological theses.

At the beginning of the X book it is indicated that the harmony of the social body's functions and the efficacy of laws or even the non-necessity of their presence depend to a major degree on the interpersonal relations among citizens. Therefore, it is defined as an obligatory rule or as socially and morally proper for someone neither to carry with him nor abstract an object, which does not belong to him nor use any of his neighbour's objects, without having beforehand received his own permission him being their true and rightful owner. It is indeed indicated that from such unlawful interventions have, do and will result many negative conditions for both social and political life. "No one shall carry or drive off anything which belongs to others, nor shall he use any of his neighbors' goods unless he has gained the consent of the owner; for from such action proceed all the evils above mentioned – past, present and to come." (transl. by R.G. Bury, ed. "Harvard University Press", V. XI).¹ In the above quotation it is suggested that the object of private possession or property should be defined as inviolable, in order to avert problems in the city which will arise from competitive or expansively acquisitive dispositions. It is a proposition of deterrent and at the same time conservative nature, which aims at averting a predatory capitalism and maintaining even the slightest of the individual or family financial basis, as a source of social balance. The connection indeed in the shape of the cause and the effect between individual irregularity and public disorder is deduced from historical experience and prejudged – if the same conditions are kept – as an incessant historical treaty. It is a pathogenic state, which corrodes the foundations of the political edifice. Thus, on the basis of comprehending the terms that form a problem, rises a form of historical explanatory realism, which may lead to the appropriate legislative and confirmative actions. Consequently, it results that the expansive disposition of a citizen towards his fellow-citizens is placed outside the horizon of the politically remarkable, or the entelechy of the political formation. Nevertheless, we ascertain almost immediately that the aforementioned are insufficient for the solution of a political problem.

Throughout the content of the *Laws*, according to which Metaphysics constitutes the archetype defining the principles of Ethics and Politics, Plato formulates in an almost authoritative manner a thesis on human behaviour. He remarks that the person who believes gods exist, according to what the laws define, shall never willingly proceed to a profane act or utter an unrighteous word. "No one who believes, as the laws prescribe, in the existence of the gods has ever yet done an impious deed voluntarily, or uttered a lawless word."² It is suggested here, as in other points of this work, that faith in the existence of the gods does not result simply from an inner human need. It is also confirmed by the decreed rules of the state, which, as they are regulated by good sense, approach – if not fully state – the truth. Therefore, we could say that faith also comprehends an objective nature, which emanates from the subtractive and synthetic deduction of all citizens' opinions on a common point of reference. This point in fact arises as such from the amplifications of the lawful institution. Thus, laws do not regulate simply the relations among people, but also formulate propositions on metaphysical matters, from which they derive supreme rules and constructive regulations for both private and public life. Man's personal relation with the divine is not included in prayer, occultism or secret inner searches and deductions alone. Instead it is within its province to avert acts and words violating those that are defined by laws. Hence a proposition or conviction regarding the theological enactment of the political system may be given. Here, as in other thematic units of the *Laws*, Man's weakness to acknowledge moral values by his own standards becomes evident. The intervention of religious devotion is thus required, which assumes the nature of political necessity.

Similarly, it is stated as a political and simultaneously rational duty to accept and teach with sound arguments that gods do exist and express authentic moral values to the highest point. This conviction may be seen as forming a qualitative relation that is free from expediencies between mortals and gods. This relation will be such that it will not lead men to do deeds which would impel the gods to deviate from the application of justice, as it would upset the absolute properties of their ontological core. Moreover, the gods would be 'in divergence', if they allowed themselves to be allured by votive offerings. "You should first try to convince and teach us, by producing adequate proofs, that gods exist, and that they are too good to be wheedled by gifts and turned aside from justice."³

It is indicated here that the quality of the gods – as authentic sources of moral principles – is defined with acts in accordance with justice. They are not influenced by fortune, variables, expediencies or ostensible acts, which characterize everyday life and often the degradation of human life. This conviction evidently emanates from accepting that ontological stability constitutes a property of the metaphysical world. Namely, the immutable essence of the gods is indirectly acknowledged which as a consequence leads to the integrity of their moral superiority. The divine “being” produces an absolutely authentic moral rule. All emotional irresolution and utilitarian intentions are thus compulsively excluded from the gods and their activity is characterized by the austere criteria of reason. Consequently, we could define it as transcendental. The projections on human acts thus correspond. Men and gods should not have any financial retribution or transaction. Their commercial encounter violates the system of values. Justice ought to be preserved as an anthropological as well as a metaphysical value, which also validates the ontological stability. Where the supreme rules prevail, men should not address the divine in order to gain more but rather become something more as spiritual beings.

Such a deduction corresponds to the mystical nature of prayer and must be stated with criteria of existential evolution and not quantitative efficacy. Nevertheless, the aforementioned do not refer to occultism. In order to acquire the idiom of rational rules and become adequate for teaching they must take the form of strict arguments. The syllogistic procedure is required to validate them. The question regarding divine justice is thus stated with rational criteria and on the principle of what can be proved, at least as for its social projections. Even though it falls under the metaphysical rules, it becomes approachable to experience, which may constitute a matter of didactic proposition. What is here stated is developed as follows: divine justice, as an ontologically authentic state, has its own terms of self-validation and justification of its existence. This however does not remain an unapproachable territory by human standards, but consequently it constitutes a social, political and moral rule. Therefore, we are in a position to draw two conclusions concerning this passage, which are found in other thematic units of the *Laws* as well. First of all, there is an attempt to construct rationally a particular aspect of Metaphysics. Secondly, Ethics – in particular the one that is projected in a pedagogical manner by the state – forms all the presuppositions so as to prevent violating those that are

considered as necessary regularities. Therefore, it constitutes the anthropological, social, political and concisely cultural reflection of Metaphysics.

In the following passage, the matter takes a more concrete form. Based on everyday social experience, we see that most men aim at concealing the unjust deeds they have committed. They do not attempt their qualitative change so as to cease doing wrong. In other words, the preparation of an antidote on behalf of the state against this pathogenic superficiality is necessary.

Legislators are therefore expected to use the method of persuasion before all others. This expectation regarding the efficacy of the sound argument against the misleading acts of the unjust is based on particular anthropological theses. Moreover, it is justified by accepting that the inner world of every individual has tranquillity as its main property rather than ferocity. "And consequently most of us, instead of seeking to avoid wrongdoing, do the wrong and then try to make it good. Now from lawgivers like you, who assert that you are gentle rather than severe, we claim that you should deal with us first by way of persuasion."⁴

A psychological analysis of the motives that direct human acts and behaviours against the verifying criterion of society is presented here in a concise manner. Reference is made to a negative condition that moves in the field of the hidden, the secret and the unclear. Furthermore calculating perceptions and intentions express human subjectivity and also lead people to plan schemes or even use ingenious rhetorical figures, in order to conceal or justify correspondingly the illegal acts they commit. Consequently, not only do they mislead society and probably its authorities, but they also maintain an invariable attitude and thus exclude self-regulation. Instead of trying to improve, they commit acts which violate honesty, ethics and legitimacy. They constitute, namely, an anthropological model that should be avoided. This brings forward the authority of legislators, or those who represent the clarity of reason. The expectations regarding the way they appear or intervene are analogous to their abilities or to the means that their political mission possesses. Citizens consider them as people distinguished for their sober-mindedness and relieved from the control of their instincts.

The balance of their inner world excludes every possibility of aggressiveness on their part and offence of social harmony, namely whatever is opposed to the deviations of violators. With such properties legislators are projected as authentic reflections of the gods in the political society. In our view, the inquisitive hypothesis stated in the previous and following passages is not foreign in that it examines the possibility of introducing the divine into the human "being" in certain persons of authority. Therefore, the work of legislators is to indicate in a sound manner what is politically and morally correct, and by using arguments they may make it credible to the citizens and rule of their conduct. Indirectly, it is also stated that legislators should serve as models of a rational way of living that will set aside those choices that degrade political decency. At the same time, however, they will be the ones to have founded those institutions that will reveal the opacity or prevent its strengthening. With their regulating intervention in every case they will avert its multiplying growth.

Plato refers again to the relation there should be between private and public life and the divine and indicates that it is necessary at first to project the repugnance to impiety by using arguments. Consequently, proper laws should be enacted in order to validate this rational-didactic achievement. At this point, the set of laws protects values within the frame of political planning. Namely, what happens here is values are acknowledged by the social body and consequently take on an official form; they become laws. Therefore, laws do not constitute an exclusive panacea for every social and political pathogenic condition that arises. They are not enacted as an immediate measure with the beginning of political formations or when dealing with a matter of major importance. Their hierarchical consequence is defined differently. Priority is given to the qualitative moral improvement, not only for evaluative-regulative reasons but also temporal. Such a systematic goal is not achieved mechanistically. The dysfunctions that will arise from certain actions should be indicated beforehand. The fear of imminent punishments is not sufficient in a society with prospects of political maturity. The citizens' occupation with prime matters of ethics and legitimacy should constitute the basis of the legislation that frames them.

For instance, the distinction between piety and impiety is based on clearly evaluative criteria. These criteria determine in a justified manner which of the two inner situations predominates according to their content,

application and results. Therefore, the citizen should comprehend the reason why a rule with moral and religious principles becomes a state law. This understanding is necessary so he does not adopt himself conditions in a mechanistic way. Metaphysics appears again as the criterion in order for the political legislation to come up to the surface. However the following question arises: which stage of cultural development is mentioned here? Also, how feasible is the religious maturation in an early stage of cultural life? There is a great possibility here that Plato handles the matter in its systematic and not its historical dimension, attempting to define theoretically and in a strict methodological manner the principles of political life.

In other words, we are urged to express our views on the existence of the gods in a persuasive manner. This becomes all the more important when we refer to virtuous gods, who evaluate with particular significance men's justice. Moreover, the above condition constitutes the foundation in order to formulate the most moral and completed preamble for the set of laws.

In the above, the legislative system has metaphysical grounds. Thus, the primarily rational conviction that virtuous – and not certain impersonal – gods are favourably disposed towards human justice, constitutes an essential proposition for the transition from anomy or neutral conventional coexistence to legal coexistence. Provided that the final cause for the political system of laws is the realization of justice, its metaphysical – and not its anthropological or simply administrative – foundation justifies much more why it should constitute an institution. The deduction to a metaphysical reality, which is acknowledged as a model of moral rules, demonstrates the necessity for a proper institutional organization of the social system or the political application of moral rules.

Conclusion

According to what we have examined in this article, Plato attributes ontological and evaluative superiority to the metaphysical in comparison with the human. Therefore, we would say that it brings to the surface elements that prove – with Hegelian terminology – that the world Spirit is rendered the spirit of history or that history expresses the way in which the Spirit is manifested. More concretely, we would say that in the metaphysical

world freedom is found in an absolute manner and that it is introduced into the political practice, offering it its possibilities in order to be transformed. Legislation thus constitutes a political system directed with solid rules by a principle of supernatural order, which is its superior.

NOTES

1. *Laws*, 884a. A. Espinas, referring to the meaning of private property in this passage, remarks the following: « Platon restaure la propriété sous de telles conditions qui lui enlève ce que nous regardons comme essentiels, à savoir la faculté pour celui qui la possède de l'aliéner de la transformer ou de l'étendre » ("L'art économique dans Platon", *Revue des Études Grecques*, 1914, pp. 244). The indication here regarding the owner's possibility to administer himself must have apparently resulted indirectly and therefore J. Luccioni expresses certain reservations as to whether it is valid as a whole and moreover, based on passage 842d-e, he indicates also the following:

« L'État des Lois est essentiellement un État agricole où l'on doit avoir le respect de la propriété qui est sous la garde de Zeus, protecteur des limites, qui ne doivent pas être déplacées, et des peines sont prévues pour ceux qui enfreignent cette loi » (*La pensée politique de Platon*, éd. "P.U.F.", Paris 1958, pp. 306-307).

2. *Laws*, 885b. J. Luccioni, analysing and interpreting impiety – and indirectly in contradistinction faith – in the political-legal frame of the republic that Plato visualizes, remarks the following: « L'impiété ne peut s'expliquer que par trois causes: ou bien l'impie ne croit pas à l'existence des dieux; ou bien tout en croyant à leur existence, il pense qu'ils ne s'occupent pas des affaires humaines; ou bien enfin, il croit qu'on peut les fléchir ou les séduire par des sacrifices et des prières. Or, pour Platon, il ne saurait y avoir d'ordre et de justice – et la justice n'est pas autre chose à ses yeux que la forme supérieure de l'ordre – si l'on ne croit pas à l'existence de dieux qui veillent sur les affaires humaines et dont on ne saurait fléchir l'immuable justice; faute d'y croire on se laisse aller à ces deux passions, l'amour de l'argent et l'amour du pouvoir, qui sont la source des plus grands désordres » (*La pensée politique de Platon*, pp. 232-233). We maintain the researcher's view on the relation between justice and faith or non-faith in the gods, in order not to confine it only in the perspective of ethics and political order.

3. *Laws*, 885d. J. Luccioni, referring to the syllogisms about the gods that Plato begins to state from this passage, remarks: « Parce que les causes de l'impiété sont celles qu'il a indiquées, Platon va fonder la religion de la cité sur des principes qui sont directement opposés aux opinions qu'il condamne » (*La pensée politique de Platon*, pp. 233). In the same interpretative frame – and with the necessary

theoretical extensions – L. Robin remarks: « L'intellectualisme de Platon est en effet tout pénétré d'esprit religieux: ce caractère, pourrait-on dire, s'exprime dans presque toute l'œuvre; nulle part cependant il ne s'affirme avec plus de force et de netteté que dans les Lois où, pour des sages vieillards qui ne sont pas philosophes, la philosophie sera surtout religion. Tous les emprunts qui précédemment ont été faits au X^e livre proviennent en effet d'un développement dans lequel, pour justifier les peines très sévères qu'il édicte contre les impies, Platon expose en quoi consiste l'erreur d'où naît l'impiété » (*Platon*, éd. "P.U.F.", Paris 1988, pp. 177-178).

4. *Laws*, 885d-e. J. Luccioni, referring to the dangers that according to Plato threaten the republic with the rise of atomism, remarks: « Il sait que l'individualisme, dont il constate autour de lui les effets grandissants, représente une force hostile à l'État social...Platon comprend, en effet, tout le danger que comporte cette attitude individualiste qui consiste à ne voir dans la justice, la morale et la religion, véritables fondements de la cité, que de simples créations humaines, donc artificielles et dépourvues de ce caractère respectable qu'on prétend leur conférer » (*La pensée politique de Platon*, pp. 233-234).

Cyprus: the April 24th 2004 Referendum¹

Jean Catsiapis*

Stephanos Contantinides**

On November 11, 2002, Kofi Annan presented a reunification plan for Cyprus. The real movers and shakers behind the scenes were the British and the Americans. This plan was accepted as a basis for negotiation by the Greek-Cypriots but refused by Turkey and Turkish-Cypriots. The Plan provided for a bizonal federal republic composed of two states, a Turkish-Cypriot North and a Greek-Cypriot South enjoying considerable autonomy. This confederation would have a collective executive with an alternating presidency like that of Bosnia Herzegovina. It would legalize the *status quo* created by the Turkish invasion of 1974 but not follow EU regulations, especially those related to property rights or the freedom to circulate and to establish residency.

Annan revised his plan while visiting Cyprus in February 2003 and again at The Hague in a meeting with Tassos Papadopoulos, President of the Republic of Cyprus, and Rauf Denktash, head of the Turkish-Cypriot community. Denktash's unswayable position turned that meeting into a failure.

Further to a Turkish National Council decision on January 23, 2004, which suggested that the Cypriot issue be settled by a solution based on the Annan Plan, a meeting took place in New York on February 13, 2004. Papadopoulos and Denktash agreed to reopen intercommunitary negotiations and to seek reunification. Under American pressure, the Greek party accepted the role of the UN Secretary General Kofi Annan to complete any unfinished parts of the plan («filling in the blanks») and resolve any continuing and persistent deadlocks in the negotiations. The parties accepted also to hold a referendum in each community for the final decision. The Turkish side accepted the same condition but apparently received assurances from Washington that its main demands would be satisfied.

* Université de Paris X

** Université du Québec à Montréal

Negotiations began in Nicosia on February 10, 2004, but failed once more. On March 24, the Greek and Turkish prime ministers and Cypriot President Papadopoulos met at a conference in Switzerland. There was a Turkish-Cypriot delegation present but not Denktash. Annan decided, therefore, to reformulate the conditions for reunification as drafted at the February 13 meeting in New York. On March 13, he presented the fifth version of his plan, which was submitted, to all Cypriots for approval by referendum on April 24. In finalizing his plan, Annan used his discretion to fill in the blanks and complete the text on important issues on which the two sides failed to reach an agreement. In other words, the Plan was a reflection of the urgent need felt by Britain and the US to settle the problem before Cyprus' accession to the EU. It was the product of London's and Washington's will to solve the Cyprus problem in order to suit Turkey's European ambitions.

Referendum campaign

Greek-Cypriots felt tremendous disappointment when the last reunification plan was made public. Annan's compromise met Turkish needs, as highlighted by the international media. In fact, this version seemed worse than the others in terms of human rights or settlement issues.

The head of state, Tassos Papadopoulos, and president of the Democratic Party (Diko) asked Greek Cypriots to respond 'no' at the referendum, as did Vassos Lyssarides, the honorary president of the socialist party (EDEK), the New Horizons party and the Green Party. The 'no' side was also supported by an autonomous citizen's movement. However, leaders of the democratic rally (Disy) founded by former president Glafcos Clerides, recommended a 'yes' vote. As did another former president, George Vassiliou and his small party, the EDI.

While the major political parties reacted in favour or against Annan plan and promoted the 'yes' or 'no' vote the position of the Communist party Akel, headed by Dimitri Christofias, developed during the campaign. The Akel favoured in the beginning a 'yes' vote but at the end under pressure from its popular basis rallied to the 'no' camp. Only with international guarantees would, leader of the party Dimitris Christofias, recommend acceptance of the Annan plan.

Greece's Position

In Greece, the Cypriot referendum incited highly contrasted political positions. Papandreou, as head of PASOK, wholeheartedly supported the 'yes' side. The KKE communists recommended a 'no' vote to the Annan Plan, which they considered a product of American imperialism. Prime Minister Caramanlis stated that there were more positive than negative points in the Plan, but others in his party New Democracy recommended a 'no' vote. The Synaspismos Party (Coalition of Left) supported the Plan but not unanimously. In reality all parties were divided on the issue. Inside PASOK, for example, thousands of cadres, ancient ministers and MPs supported the 'no' vote.

On April 22, leaders from the New Democracy party, PASOK, KKE and Synaspismos met under President of the Republic Kostas Stephanopoulos to draft a joint position paper on the referendum, but failed to reach a consensus.

The Turkish-Cypriot Position

Denktash campaigned for the 'no', hinting that he would resign if the opposite side won in the northern part of the island. Former 'prime minister' Dervis Eroglou supported the 'no' side, too. The 'yes' side included the Turkish-Cypriot 'prime minister', Mehmet Ali Talat, leader of the Turkish Republican Party (35.71%) as well as the Movement for Peace and Democracy headed by Mustapha Akindji (13.5%). The position of Serdar Denktash of the National Unity Party (12.6%) changed from a 'no' to the 'free conscience of electors'.

Turkey's Position

Prime minister Erdogan and his AKP party favoured the 'yes' against Denktash, who asked Erdogan to avoid involvement in the referendum. Former Turkish PM Bulent Ecevit, as honorary citizen of the 'Turkish Republic of Northern Cyprus', came to support the anti-Annan Plan side in Cyprus. The Turkish military establishment gave also the green light for a 'yes' vote. Some smaller parties favoured the 'no' vote. But in general supporters of the 'no' vote were in minority.

The International Community

The head of the EU Enlargement Commissariat, Gunter Verheugen, asked Greek-Cypriots to vote for the Plan in the referendum. The USA and UK pressured Greek-Cypriot leaders to promote the 'yes' vote. Colin Powell, American Secretary of State, spoke to Dimitris Christofias the General Secretary of the Communist AKEL party to have him on board; whereas British foreign minister, Jack Straw, threatened on March 4 that a 'no' victory would jeopardize the EU representation of the Republic of Cyprus.

Referendum Results

On April 24, Greek-Cypriots voted 76% against the Annan Plan while 65% of Turkish Cypriots approved it. Without approval from both communities, the text was rejected. This angered the UN secretary general Kofi Annan and embarrassed the EU. Annan and Verheugen considered it a personal failure. Especially as they had created the referendum to avoid Denktash's opposition to the UN plan despite the favour it enjoyed with the majority of Turkish-Cypriots.

Significance of the Greek-Cypriot 'No'

The international press interpreted the 'no' vote of the Greek-Cypriots as a refusal to accept the reunification of Cyprus. Yet, the Greek-Cypriots rejected the Annan Plan not reunification. Exit polls confirmed that only 13% of Greek-Cypriots voted 'no' because they refused to cohabit the island with Cypriot-Turks. The same survey revealed that 'no' supporters, partly, justified their vote with 'security reasons'. Note that the Annan plan would have maintained the Turkish army on Cypriot territory until 2018 at which point a contingent of 650 soldiers would remain. In addition, Turkey was assured the right to intervene militarily in the island as she did with the 1974 invasion. This constituted an unacceptable threat for Greek-Cypriots compounded by the fact half the refugees could not return to their homes. Moreover, it was provided for that the majority of Turkish settlers would stay in the island according to the Annan plan which also reserved territorial water rights for Great Britain bases.

The US, Britain, the EU and Kofi Annan tried to convince everyone that the Plan was the last and best opportunity for a settlement that would allow Cyprus to join the European Union reunited. Apparently, the majority of the Greek-Cypriots disagreed with this assessment, as they believed that the Plan was neither fair nor functional. Especially the provisions for the Turkish settlers, Turkish occupation army, and refugees made the Greek-Cypriot voters particularly unhappy. In fact, the Greek-Cypriots considered Annan's plan as an effort on the part of Britain and the US to facilitate Turkey's European aspirations rather than a viable and just solution of the Cyprus problem. There were also serious questions about the implementation and viability of this Plan, which created feelings of uncertainty and insecurity among the Greek-Cypriots.

Significance of the 'Yes' to Turkish-Cypriots

The international media presented the Turkish-Cypriot vote as a desire to reunify the island. However obviously the Turkish-Cypriot vote explains that the inhabitants of northern Cyprus wanted the northern part of the island to be part of the EU for economic reasons. Also, the role played by Ankara explains the 'yes' vote, given its desire to promote Turkey's European ambitions.

The Legal Effects of the Referendum

The ongoing division of the Republic of Cyprus, an EU member since May 1, has five major legal consequences:

1. Cypriots became EU citizens. This status applies to Greek-Cypriots as well as 20,000 Turkish-Cypriots holding a Cypriot Republic passport. Every Turkish-Cypriot has the right, as a citizen of the Republic of Cyprus, to obtain its passport and in fact, all Turkish Cypriots became EU citizens.
2. The EU borders coincide with the limits of the Republic of Cyprus. They are not defined by the Green Line. The EU treaty signed April 16, 2003, foresaw the entire territory of the Republic of Cyprus as part of the Europe of 25. The application of community law to the Turkish occupied zone was temporarily suspended.

3. Turkey will have to recognize the Government in Nicosia as that of the Republic of Cyprus in order to be associated with the EU, which it wishes to join. Turkish-Cypriot diplomatic relations will have to follow.
4. The Turkish army stationed in Cyprus remains an occupation army in a new EU-member country. Note the Turkish army's presence would have been legalized by the Annan Plan.
5. Greek-Cypriot petitions at the Strasbourg Human Rights Court lodged against Turkey for violations to the European Human Rights Convention caused by the invasion and colonization of Cyprus are maintained. Whereas the Annan Plan provided for two Cypriot co-presidents to deal with the Secretary General of the Council and possibly withdrawing any pending cases.

Post-Referendum

Diplomatic recognition of the 'Turkish Republic of Northern Cyprus' can not occur. Two texts oppose this entity's recognition and EU membership. When Denktash proclaimed the TRNC's independence on November 15, 1983, the UN adopted Resolution 541 two days later to nullify it. Also, the April 16, 2003 EU treaty deals with the entire territory of the Republic. Unless the treaty is modified, it is impossible to have the «Northern Republic» i.e. the occupied zone belong to the EU, after recognizing its diplomatic existence.

There are three possibilities now: an end to northern Cyprus' economic isolation; a new reunification plan; increased pressure on Turkey to settle the Cyprus issue.

The occupied zone, as of 1974, could no longer have foreign trade as only Turkey recognizes it as a state. A decision from the European Court of Justice on July 5, 1994, stipulated that any exchanges required certificates from the authorities of the Republic of Cyprus. Denktash's refusal to face this process led to economic isolation. The funding, 259 million Euros, provided as the EU aid for northern Cyprus after reunification, will go in principle, to Turkish Cypriots. However, the northern part of the island's trading requires the Republic of Cyprus and its authorities. The Government of Cyprus, is

not opposed to the trade with northern Cyprus or aid to Turkish Cypriots. However, it insists that everything be done according to international law, respecting the sovereignty of the country and its legal power over the whole island. In other words the aid and trade for the occupied northern part of the island will pass through the Government of the Republic of Cyprus in cooperation with EU authorities, and this does not imply any recognition of the *fait accompli* of the Turkish occupation.

It is also likely that the UN will try again for reunification. A survey from May 8 showed that 60.9% of all Greek-Cypriots favour new negotiations for the reunification of the island.

We can foresee that the international community, especially the EU, will pressure Turkey to soften its position on Cyprus. In fact, in December 2004, the Europe of 25 will decide whether to start negotiations with Ankara. The EU might try again to break the deadlock. Regardless, Turkey must turn around European public opinion, and the Cypriot issue provides an opportunity to do so. A reunified island where Greek-Cypriots and Turkish-Cypriots live together will enhance rapprochement between Turkey and the EU. With the right to a veto, the Republic of Cyprus may block Ankara at the EU if not in December 2004, later, by refusing to ratify the Treaty of Accession of Turkey.

ANNEX I

Report of the U.N. Secretary-General on his mission of good offices in Cyprus

Summary

On 13 February 2004, the parties in Cyprus committed to negotiating in good faith on the basis of the settlement plan dated 26 February 2003, to achieve a comprehensive settlement of the Cyprus problem through separate and simultaneous referenda before 1 May 2004. To this end, they agreed to a three-phase negotiation and finalization procedure.

In Phase 1 of the effort, the parties negotiated in Cyprus between 19 February and 22 March 2004. This effort did not produce significant progress at the political level. However, positive results were achieved at the technical level by experts from the two sides assisted by United Nations experts.

In Phase 2 of the effort, I convened a meeting of the two sides in Bürgenstock, Switzerland, beginning on 24 March 2004, with the participation of Greece and Turkey in order to lend their collaboration. Full use was not made of the opportunity for concentrated negotiations and consultations to agree on a finalized text by 29 March 2004, and agreement did not prove possible.

In Phase 3 of the effort, after consultations with the parties, I finalized on 31 March 2004 the text to be submitted to referenda on the basis of the plan, maintaining its overall balance while addressing to the extent possible the key concerns of each side.

The proposed Foundation Agreement in “The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem” as finalized was submitted to separate simultaneous referenda on 24 April 2004. It was rejected by the Greek Cypriot electorate by a margin of three to one, and approved by the Turkish Cypriot electorate by a margin of two to one. It therefore did not enter into force.

This outcome represents another missed opportunity to resolve the Cyprus problem. The effort over the last four and a half years has achieved a great deal which should be preserved. However, none of those achievements is a substitute for a comprehensive settlement.

The decision of the Greek Cypriots must be respected. However, it is a major setback. They may wish to reflect on the implications of the vote in the coming period. If they remain willing to resolve the Cyprus problem through a bicommunal, bizonal federation, this needs to be demonstrated. Lingering Greek Cypriot concerns about security and implementation of the plan need to be articulated with clarity and finality. The Security Council would be well advised to stand ready to address such concerns.

The decision of the Turkish Cypriots is to be welcomed. The Turkish Cypriot leadership and Turkey have made clear their respect for the wish of the Turkish Cypriots to reunify in a bicommunal, bizonal federation. The

Turkish Cypriot vote has undone any rationale for pressuring and isolating them. I would hope that the members of the Council can give a strong lead to all States to cooperate both bilaterally and in international bodies, to eliminate unnecessary restrictions and barriers that have the effect of isolating the Turkish Cypriots and impeding their development — not for the purposes of affording recognition or assisting secession, but as a positive contribution to the goal of reunification.

There is no apparent basis for resuming the good offices effort while the current stalemate continues.

However, given the watershed that has been reached in efforts to resolve the Cyprus problem, a review of the full range of United Nations peace activities in Cyprus is timely, as outlined in the present report.

ANNEX II

Letter by the President of the Republic of Cyprus, Mr Tassos Papadopoulos, to the U.N. Secretary-General, Mr. Kofi Annan, dated 7 June, which circulated as an official document of the U.N. Security Council

With reference to your Report on the mission of good offices in Cyprus (S/2004/437), dated 28 May 2004, and further to our recent meeting of 4 June 2004, I would like to convey to you further my relevant position.

This reply is presented in full respect for your action in the framework of your mission of good offices and has been prepared in a constructive and forward looking manner. Indeed, I take this opportunity, to once more, reiterate my gratitude and appreciation for your sustained personal efforts towards a settlement in Cyprus.

When reading this Report, one should, nevertheless, bear in mind that it has been primarily drafted by those entrusted by you with the role of honest broker and were active participants throughout the process. Through this

Report they assess effectively the outcome of their own efforts, whilst at the same time attempting to portray and evaluate the attitude of the parties involved. In other words, the authors of the report play essentially the role of the judge and jury of the overall outcome of the negotiation process they presided over.

I welcome, in particular, the recognition, in the Report, that serious concerns of the Greek Cypriot community had not been adequately addressed in the final Plan of 31 March 2004, a fact which weighted heavily on the results of the referendum held on 24 April 2004.

It is regrettable that these concerns, which I had explained in detail, both orally and in writing, in Nicosia, through various documents, numbering more than 200 pages of comprehensive proposals, amongst which one of the most important was the document of 8 March 2004 concerning the crucial issue of security, were to a great extent, ignored.

Let me remind you that these legitimate concerns refer mainly (a) to the question of Turkish mainland settlers, an issue which I also raised in my two letters I addressed to your Excellency, on 23 and 25 March 2004, without any response; (b) the permanent stationing of Turkish military forces in Cyprus, even after Turkey's eventual accession to the European Union; and (c) the expansion of the guarantor powers' rights emanating from the Treaty of Guarantee, through the inclusion of an additional protocol.

You very rightly point out, in your Report, that there is disagreement over the interpretation of the rights of the Treaty of Guarantee, between the Republic of Cyprus and Turkey. Given that Turkey invaded Cyprus in 1974 by invoking this very specific right, this issue has been of paramount gravity for our side. In order to tackle this issue, we have proposed the adoption of a triggering off mechanism for the exercise of the right of intervention under the Treaty of Guarantee. However, Mr. de Soto refused to discuss the issue and Your Excellency also did not contemplate this possibility. Even after the presentation of the text of the final Plan, Cyprus tried to secure a strong resolution under Chapter VII of the UN Charter and in any event the adoption of a triggering off mechanism. This attempt of ours, as you very well know, was once more, unsuccessful due to the strong opposition of the other side.

Another issue of significance, negatively affecting the negotiating process, which you also include in your Report, was the lack of sufficient time and the tight deadlines provided. These factors did not allow either substantial negotiations to take place, or for an agreed solution to be reached between the two communities.

This is all the more regrettable, since I had been repeatedly advising, after the collapse of the talks, at the Hague, in March 2003, that we should not be faced with another artificial deadline, giving anxiety to the Cypriot people that they would be besieged and that their legitimate concerns were not given appropriate consideration. This flawed negotiating method, which resulted in a ten-month delay in the resumption of the talks, has proved inadequate and counterproductive. We bear witness to the results of such a method, not only in the case of Cyprus, but also in other regional conflicts, leading, at best, to short lived arrangements incapable of bringing about stable and lasting solutions.

May I point out that the crucial period of more than a month of the first phase of negotiations, in Nicosia, as you also point out in your Report, was allowed to elapse without any progress due to the intransigent position and demands of the Turkish Cypriot side, which laid well outside the key parameters of the plan.

Let me underline that there have been serious inaccuracies, as well as wrong assumptions, in your Report, which are pointed out in the attached *Annex*. The most serious of them is the erroneous interpretation of the choice of the Greek Cypriot community at the referendum of April 24, namely that by the disapproval of this specific Plan Greek Cypriots have voted against the reunification of their country.

Such a claim is unfounded and insulting. It should not be forgotten that a substantial number of those voting were refugees, 70 per cent of which voted "no", and who for more than thirty years have been deprived of their human rights, particularly their rights to return and to property, due to the presence of 35,000 troops and 119,000 illegally implanted Turkish settlers.

Another fallacious assumption of the Report is that the Greek Cypriots are turning away from a solution based on a bi-zonal, bi-communal federation. I would be very interested to look into any credible evidence, put forth in

good will, pointing out to even a single reference in our written proposals, submitted in Nicosia and Burgenstock, which will support this assumption. The same can also be said for our comments submitted orally. Moreover, our firm position taken through all these years of deliberations does not justify in any way the inference of such a claim.

In any event, I take this opportunity to emphatically reiterate, once more, on behalf of the Greek Cypriot side, the commitment of my people, as well as my strong personal one, to the solution of a bi-zonal, bi-communal federation. At the same time, I am compelled to reject the notion that the Plan submitted on 31 March 2004 constitutes the one and only, unique, blueprint of a bi-zonal, bi-communal federation. Does anybody today claim that the previous versions of the Plan, which were similarly presented as unique opportunities for the achievement of a bi-zonal, bi-communal federation, were not so?

Turning to the Section of the Report, outlining the alleged improvements inspired by the Greek Cypriot concerns, I wish to point out the following: the allegation that “*the overall amount of property in the Turkish Cypriot State eligible to be reinstated to Greek Cypriots would be roughly doubled as compared with the previous version of the plan*” can be described as inaccurate. As you very well know, the Plan includes a number of preconditions for reinstatement of properties, which limit substantially the exercise of the right of Greek Cypriots to reinstatement, as well as the percentage of properties that were to be reinstated to Greek Cypriots in comparison to previous versions of the Plan.

Furthermore, the section outlining the improvements of the sides bears an uncanny resemblance to a well-known document of a permanent Security Council Member, widely circulated at the time of the Burgenstock phase of negotiations, which strangely enough even follows the same sequence for the improvements gained by both sides. The most noteworthy element, however, of this section of the Report is the omission of any reference to the benefits that Turkey, and others, accrued from the provisions of the Plan.

Let me just outline just some of the benefits gained by that country under the finalised version of the Plan. Turkey, true to her past role, demanded (and obtained) divisive bi-zonality provisions, strategic economic benefits, and “security” arrangements, with sufficient troops, even if reduced in

numbers, to allow her again to intervene militarily through a bridgehead in Cyprus, a right Turkey still insists she enjoys, and her continuing role make full independence impossible. Although, scarcely touched on in the Plan and then only by reference, Turkey's powers of intervention and supervision, are in reality enormous, because of its continuing military presence in and near Cyprus. She has also insisted, through the Turkish Cypriots, on binding the UCR by treaties which they entered into with her and which provided for the integration of the Turkish Cypriot constituent state into Turkey, persuading the UN to accept this and a new right for the Turkish Cypriot State and Turkey to make agreements on investment and provision of financial assistance. Turkey had also insisted on putting a brake on the UCR's economic development by securing provisions in the Law on the Continental Shelf that prevents the UCR from exploring and exploiting her maritime resources in the seas of Cyprus whilst interfering with the Treaty between Egypt and the Republic of Cyprus on the Delimitation of the Exclusive Economic Zone, which is an ill-omen as to how Turkey would in future have operated. Another such example is the imposition of the "Cooperative Agreement on Civil Aviation with Turkey" on Cyprus over the strong objection of the GCs. This treaty would have imposed on Cyprus a common policy with Turkey in civil aviation thus making the condition to changes in the management of Cyprus air space subject to Turkey's consent. It would have also allowed Turkey to take all necessary actions (even military action) in the event of any threat to aircraft passengers, airport or aviation facilities.

In the aforementioned list, which by no means is exhaustive, the greatest benefit for Turkey, secured to the detriment of both Greek and Turkish Cypriots and consisting a clear departure from the provisions of Annan III, has been the stationing of Turkish troops on the island in perpetuity.

All these new provisions clearly serving Turkish interests and aims in Cyprus explain to a large extent why the Plan was overwhelmingly rejected by the Greek Cypriots, approved by the Turkish Cypriot side and so emphatically endorsed by the Turkish Government. The Greek Cypriots have every right to wonder how the United Nations, the very guardian of international law, could adopt proposals inspired by the Turkish side, which deliberately and unjustifiably limit the sovereignty exercised by one of its Member States. In other words, the main objection by the Greek Cypriot

community to the Plan was the fact that foreign interests, primarily Turkish ones, were satisfied, instead of those of the Cypriot population, Greek and Turkish Cypriots alike.

Furthermore, the Turkish side avoided conscientiously to reveal its thoughts on the issue of territory, thus depriving the whole process of a significant element of potential meaningful trade-offs. May be the Turkish side adopted this attitude having valid reasons to expect that its demands would be more or less fully satisfied without having to make any concessions on territory. In any event, the insinuation that the GC side avoided somehow to discuss the territorial issue or missed an opportunity, as far as Karpas is concerned, betrays, at best, failure to understand the nature of GC concerns as expressed during the whole process or bad faith at worse. In any event, this issue should have been dealt with by the United Nations *proprio moto* when the percentage of displaced persons to return to their homes in the area under TC administration was further curtailed by 3 per cent.

We were willing to accept, on humanitarian grounds, that a number of Turkish settlers should have the right to stay in Cyprus as citizens under the new state of affairs. What however we were not willing to accept, as you very well knew, was that each and every settler, indeed all, should be entitled to remain and ultimately acquire citizenship. Neither we were ready to endorse new provisions allowing fresh settlers flows in the future, thus altering further and distorting the demographic balance on the island.

However, under the final Plan not only the entirety of settlers were to remain in Cyprus and the possibility for a permanent flow of settlers from Turkey was left open, but all of them were allowed to vote during the referendum. This was so, despite established international law and UN practice, and persistent repeated calls of our side to the contrary, which were utterly disregarded. The end result, is that once more the settlers have participated in formulating the will of Turkish Cypriots during the referendum of April 24, and this against every norm of international law and practice.

Functionality is not exhausted by the composition of the Presidential Council or the setting up of a Court of Primary Federal Jurisdiction. Functionality covers all the areas of the operation of the state and our concern for functionality was reflected in all of our proposals during the

process covering, *inter alia*, federal legislation and its practical application, the Central Bank, fiscal and monetary policy, the curtailing of the various transitional periods, ensuring conformity with EU obligations, the administrative structure and function of the federal government, the decision-making process at all levels, the territorial aspect and the issue of the missing persons. All of the GC suggestions concerning functionality are fully documented, have been within the parameters of the Plan and did not affect in any way the rights afforded by the Plan to the Turkish Cypriots.

The objective of most of the GC side's suggestions, viewed, as an integral whole, have been to achieve the functionality and the workability of the solution, thus ensuring its viability and smooth operation. The attainment of these objectives (functionality and workability) could not be the automatic result of the adoption of a few marginal elements contained in our relevant proposals in exchange for some new Turkish Cypriot demands. Thus, on no account can it be claimed that "functionality and workability" requirement had been met.

In addition, we maintain serious doubts on whether the final Plan is compatible with the *acquis communautaire*. As it is well known the European Commission did not, in any case, examine one by one the provisions of the final Plan. The Commission simply examined Annan I, not subsequent versions. Thus, it would be interesting to know what the legal and jurisdictional organs of the EU have to say on the final Annan Plan.

At any case, as it is well known, what is of equal importance with the compatibility of the Plan with the *acquis*, is the ability of Cyprus to function effectively within the EU as a Member State, something that clearly has not been achieved by the Plan.

Excellency,

It is utterly inaccurate to state, in paragraph 69, that I have never presented proposals on security to the members of the Security Council. They are well cognizant of an *aide-memoire* distributed by the Permanent Mission of Cyprus to the UN, on 20 April 2004, during the deliberations on the British – American draft resolution. The inclusion of this allegation is offensive, to say the least, because I have personally pointed out this inaccuracy after Mr. Alvaro de Soto alleged it so publicly.

Moreover, the Greek Cypriot side did not bring up the issue of security for the first time on 20 April. In fact, on 15 March, we submitted a comprehensive voluminous paper concerning the security issue, wherein our suggestions were elaborated in detail and with absolute clarity. Either Your Excellency, advised by Mr. de Soto, did not give serious consideration to our positions on such a crucial issue or Mr. de Soto did not bother to read our paper with due care and attention.

We share the view that membership in the European Union adds to the general feeling of security and we hope that Turkey's European aspirations will lead her to display more respect for international law norms and the implementation of UN resolutions. However, it remains an uncontested fact that we still have serious security concerns as a result of the presence of Turkish occupation troops and Turkish overall behavior. Recent illustrations of the latter are the Resolutions relating to Strovilia, that required the withdrawal of Turkey's occupation troops a few meters away that had not been complied with. Even more disturbing and insulting, for the United Nations itself, is the unheeded call by the Security Council for Turkey to lift the restrictions imposed on UNFICYP.

Acceptance and implementation of the Plan would have had profound consequences. Given that all parts of the Plan constituted an integral whole and were of equal importance, it was imperative that before embarking on its implementation all the proper iron cast guarantees should have been in place that each and every party concerned would comply with all of its obligations arising therefrom.

Regrettably, contrary to the Secretary-General's aims in formulating the Plan, the arrangements for implementing territorial adjustments under Annan V would have resulted in a "win - great risk of losing situation and not in a "win-win" situation, as intended by the Secretary-General. The arrangements, as envisaged under Annan V, would have given the Turkish Cypriots real and considerable benefits governmentally, politically, internationally, economically, security-wise etc, from the very first day of the Foundation Agreement coming into operation. In contrast, the two benefits for Greek Cypriots, namely territorial adjustments and reductions in the size of the Turkish Army in Cyprus, would not begin immediately, and would have taken a number of years to be phased in.

In this way, the implementation of the Plan, especially those provisions of crucial interest to the GCs, would have been contingent to Turkey's good will, which, for the last 30 years at least is far from forthcoming even in embryonic form. When for the last thirty years, due to lack of good will on the part of the Turkish side, no progress whatsoever has been achieved in relatively simple issues of profound humanitarian nature such as the investigation of the fate of the missing persons, it would be very imprudent to rely on Turkey's good will for the full, prompt and proper implementation of a Plan purporting to provide a comprehensive solution to the Cyprus problem.

More importantly, the present Turkish Government, despite its efforts to present an image of a country ready to cooperate and respect the norms of international law, continues its unjustified hostile policy against Cyprus. Using its right of veto, Turkey continues to hinder the accession of Cyprus to a number of technical international organizations, amongst which the OECD. The commercial fleet of Cyprus, a Member-State of the European Union, is still denied the right to approach any Turkish ports. The most recent and illustrative action of this deliberate Turkish policy was the extension of its customs union agreement to nine of the ten new members of the European Union, the tenth being Cyprus which was unreasonably excluded at the very moment when Turkey aspires to future membership in the EU.

Under these circumstances, one must logically wonder how much trust and confidence the Greek Cypriots can place on vague promises, in the absence of concrete and ironclad guarantees, that Turkey will fulfill all its commitments under the Plan. Experience has unfortunately been pointing to the opposite direction, since no signs by Turkey of an ending of its hostile acts against Cyprus are witnessed.

While we appreciate your stated disapproval of the idea of separate recognition of the secessionist entity in the occupied part of Cyprus, we strongly object to the conclusion of the Report. In particular, we can not accept the suggestion contained in paragraph 93, that members of the Council "*can give a strong lead to all States to cooperate both bilaterally and in international bodies to eliminate unnecessary restrictions and barriers that have the effect of isolating the Turkish Cypriots, deeming such a move as consistent with Security Council resolutions 541 (1983) and 550 (1984)*". In any event,

this suggestion lies clearly outside the Secretary's General good offices mission and is in direct contravention to the SC resolutions and international law.

Furthermore, there is no doubt that our common goal for the reunification of Cyprus will be negatively affected for ever by such proposed actions, which undoubtedly will lead to the upgrading of and creeping or overt recognition of this secessionist entity. This would be done in direct violation of Security Council resolutions 541 (1983) and 550 (1984) and the prevalent norms of established international law. The adoption by the Security Council of this particular suggestion will be paradoxical, since it will amount to an incomprehensible negation of its own categorical call to all States "not to facilitate or in any way assist the aforesaid entity".

We strongly believe that the welfare and prosperity of the people of Cyprus lie with the economic integration of the two communities and the unification of the economy of Cyprus, and not with the encouragement of separatist tendencies. In this respect, any moves or initiatives, aiming at first sight to the economic development of Turkish Cypriots, but with evidently hidden political extensions, create nothing more than a disincentive for a solution and promote the permanent division of the island.

Various methods elaborated by certain circles for the direct opening of ports and airports in the occupied part of Cyprus, as a mean of facilitating the direct trade with these "Areas" of Cyprus, serve exactly this purpose. Such moves lack any sound legal basis. In fact, based on outrageous justification proposals they clearly try, unsuccessfully though, to promote and present a situation of external trade with a secessionist entity as lawful. Not only all these efforts fail to respect legality, but also more importantly the end result is that they violate the very norms from which they try to derive their legal validity. The outcome is a doubtful attempt to legalize an illegal situation in a territory of Member-State of the EU, where the application of the *acquis communautaire* is suspended, whilst at the same time creating serious practical problems, thus setting dangerous precedents for the future.

The Government of the Republic of Cyprus is the first to support the economic development of Turkish Cypriots; an economic development based on the proper criteria that promote the ultimate aim of facilitating the

reunification of our country. We have shown this in practice by the announcement and implementation of two packages of measures, of 30 April 2003 and 26 April 2004 respectively. These measures have in essence freed the intra island trade of agricultural and manufactured goods, fisheries and minerals, produced in the northern part of Cyprus, as well as their exports through the legal ports and airports of the Republic of Cyprus. Unfortunately, due to political considerations, such far-reaching measures are not being made use of, due to the insistence of the occupation regime for direct trade through illegal ports and airports in violation of international law.

It is more than evident that Turkey and the Turkish Cypriot leadership are not genuinely interested about the economic development of the Turkish Cypriot community, but primarily for the upgrading and ultimate recognition of the secessionist entity. In this respect, I would also like to bring to your attention the efforts currently under way for upgrading the status of the Turkish Cypriot community in the Organization for the Islamic Conference to a "Turkish Cypriot State". I urge your Excellency to seriously consider the direct implications of the suggestion contained in paragraph 93 of the Report for the reunification of Cyprus.

I should be grateful if the present letter is circulated as a document of the General Assembly under agenda item 30, and of the Security Council.

Recensions / Book Reviews

Michel Bruneau, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris
Editions Anthropos 2004, 250 pages, prix 30 euros

Chercheur renommé, Michel Bruneau, poursuit ses travaux sur la diaspora avec un nouveau livre, *Diasporas et Espaces transnationaux*, publié aux éditions «Anthropos», (Paris, 2004). Expert de la diaspora grecque, en particulier des Grecs du Pont, auxquels il a d'ailleurs consacré un livre en 1998 (Les Grecs Pontiques, diaspora, identités, territoires, CNRS-Editions), Michel Bruneau tente dans son nouveau livre de cerner le concept de la diaspora à partir de sa dimension spatiale et territoriale et en se référant à de nombreux exemples : diaspora grecque, juive, palestinienne, arménienne, chinoise, indienne, etc. Après avoir présenté différentes notions sur la diaspora - définitions et critères d'appartenance - il pose la question du lien familial, communautaire et religieux. Il s'agit d'un lien qui diffère évidemment selon les communautés. Après avoir évoqué la communauté diasporique, il pose inévitablement la question des liens de celle-ci avec les constructions politiques : le peuple, la nation, l'Etat-nation. L'auteur note avec raison que la référence à un peuple, à une nation et à un Etat-nation est un moyen de construire et de maintenir une forme d'unité dans une diaspora à travers diverses constructions politiques. Il est évident que toute étude sur les diasporas conduit souvent à l'étude de la question du déracinement et des tentatives d'extermination. Les génocides des Juifs, des Tsiganes et Arméniens font partie du paysage des diasporas. La traite et l'esclavage sont des événements fondateurs de la diaspora noire. Dans le cas des Grecs le lien de mémoire avec le territoire d'origine, le Pont et l'Asie Mineure, reste vivant. L'auteur note que malgré « le traumatisme de massacres de masse et de l'arrachement au territoire d'origine », les Grecs de l'Asie Mineure et de Pont ont gardé « leur culture et identité originelles » tandis que « la mémoire collective a pu se fonder sur des repères stables et sur un récit identitaire unifié. »

Après avoir examiné les réseaux entrepreneuriaux des diasporas Bruneau pose la question du passage des espaces de diaspora aux espaces transnationaux. Les questions traitées nous amènent à le suivre à travers des notions complexes telles l'extraterritorialité, la nation-collectivité

transnationale, le peuple-monde, l'espace transnational, l'Etat-nation déterritorialisé, les territoires circulatoires, etc.

L'existence des villes cosmopolites perpétuent la vie ethnique avec les ghettos et les quartiers ethniques. D'où les questions centrales qui tournent autour de concepts tels l'assimilation, l'intégration et le pluralisme.

Dans sa conclusion l'auteur se propose, après un parcours fort intéressant, de définir succinctement le concept de la diaspora. Il écrit : « La notion ancienne de diaspora, récemment remise à l'honneur et élargie, a toujours une utilité à condition qu'elle soit définie le plus rigoureusement possible. Il s'agit d'un groupe social qui se pense comme tel, en fonction d'une identité qui se définit par rapport à des liens familiaux, communautaires, religieux, linguistiques et économiques, mais aussi par rapport à un arrachement au lieu ou territoire d'origine à la suite d'un traumatisme plus ou moins brutal (exil, refuge). Ce groupe se trouve en position minoritaire et politiquement dominé dans les sociétés dans lesquelles il s'est installé. Il s'est organisé en réseaux de natures diverses (entrepreneux, familiaux, religieux, culturels, politiques...) qui l'installent dans la durée, voire la longue durée. Il entretient des relations avec un ou des Etats-nations dans beaucoup de cas, et tend de toute façon à revêtir une forme transnationale. Son identité est un construit sans cesse repris et reformulé en fonction des influences plus ou moins fortes des sociétés d'accueil ou d'installation et de la société de départ, lorsqu'elle existe ou a été recréée. » Voilà un livre qui nous apporte beaucoup dans une perspective interdisciplinaire et où l'exemple de la diaspora grecque reste une référence incontournable.

Stephanos Constantinides

Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*

Editions Maisonneuve et Larose / IFEA 2004, 390 pages, 28 euros

Le conflit helléno-turc

Gilles Bertrand publie, à partir de sa thèse, brillamment soutenue en 2000 à l'Institut politiques de Paris, un livre intitulé « Le conflit helléno-turc », et sous-titré « la confrontation de deux nationalismes à l'aube du XXI^{ème} siècle ».

L'auteur estime que le conflit helléno-turc ne peut être appréhendé selon les seules données du contentieux juridico-stratégique en mer Egée ni être interprété comme un antagonisme séculaire entre chrétiens et musulmans, Grecs et Turcs. Sa démarche est d'ordre sociologique et le conduit à analyser le conflit helléno-turc comme un ensemble d'interactions au niveau international dont une grande partie résulte avant tout de processus parallèles de construction de l'Etat-nation, par des élites occidentalisées à qui se posent le problème de la définition de la nation. La démarche de Gilles Bertrand le conduit à analyser les rapports entre diplomatie officielle et « diplomatie des citoyens » et à privilégier les acteurs non étatiques comme source de rapprochement entre Grecs et Turcs. Cet auteur, qui aime manier le paradoxe, reconnaît que la globalisation a des effets « incontestablement néfastes sur les conflits », mais estime toutefois que celle-ci profite aux militants de la paix car ceux-ci disposent plus rapidement des moyens de comparer leurs actions avec celles de leurs homologues dans tel autre conflit. S'il est vrai que le conflit chypriote, que Gilles Bertrand analyse finement, permet d'illustrer sa thèse sur les « initiatives de paix non étatiques », qui constitue la troisième partie de son ouvrage, force est de constater que les deux communautés de Chypre ont voté différemment, l'une de l'autre, lors du referendum du 24 avril 2004 sur le plan de réunification de cette île soumis par l'ONU. On peut donc s'interroger, au demeurant comme lui, si le rapprochement entre la Grèce et la Turquie, observé depuis 1999, débouchera effectivement sur la solution du conflit helléno-turc.

Jean Catsiapis

Chronologie Grèce

15 mars-15 octobre 2004

31 mars : Le Premier ministre grec, Costas Caramanlis, regrette, après l'échec des négociations sur la réunification de Chypre, qu'il ait été « malheureusement impossible d'aboutir à un accord ».

1^{er} avril : A la suite de l'audition de Stavros Dimas nouveau commissaire européen chargé des affaires sociales, qui a été désigné par le gouvernement grec après le départ d'Anna Diamantopoulou, le Parlement européen approuve la nouvelle composition de la Commission, qui restera en place jusqu'au 31 octobre.

27 avril : Le champion olympique Marc Spitz évoque « l'hypothèse d'un retrait américain » des Jeux Olympiques d'Athènes en raison des problèmes de sécurité.

7-8 mai : Visite en Grèce du Premier ministre turc R.Erdogan.

19 mai : La police grecque neutralise un engin explosif posé devant l'établissement d'un concessionnaire de la firme britannique Rover.

21 mai : Le président Bush indique à Costas Caramanlis, en visite à Washington, que les Etats Unis enverront aux JO d'Athènes une délégation qui sera conduite par son propre père.

13 juin : Elections au Parlement européen : La Nouvelle démocratie a accru son avance sur le Pasok depuis les élections législatives du 7 mars 2004 :

Nouvelle Démocratie (droite et centre droit) : 43,06% et 11 sièges

Pasok (socialiste) : 34,03% et 8 sièges

KKE (communiste) : 9,46% et 3 sièges

Synaspismos (gauche européenne) : 4,15% et 1 siège

LA.O.S (extrême droite) : 4,11% et 1 siège

25 juin : L'OTAN accepte la demande d'assistance de la Grèce pour la sécurité des Jeux Olympiques : surveillance de l'espace aérien par plusieurs avions AWACS, bataillon spécialisé dans la réponse en urgence à une attaque NRBC(nucléaire, radiologique, bactériologique, chimique).

4 juillet : La Grèce remporte le championnat d'Europe de football en battant à Lisbonne le Portugal par 1 but à 0.

9 août : Dans un entretien au quotidien « Le Monde », Costas Caramanlis déclare « Une Turquie européanisée est dans l'intérêt de tout le monde ».

12 août : Le commissaire Stavros Dimas sera chargé de l'environnement dans la nouvelle Commission, qui entrera en fonction le 1^{er} novembre 2004.

13-29 août : Jeux Olympiques d'Athènes. L'organisation parfaite de ces JO a conduit plusieurs médias dont CNN et le Monde à demander pardon à la Grèce pour avoir critiqué avec excès pendant de nombreux mois les autorités helléniques pour leur retard dans la réalisation des installations sportives.

20 septembre : A la suite de l'audit mené par le gouvernement Caramanlis il s'avère que le déficit réel de la Grèce était deux fois supérieur aux chiffres annoncés par le gouvernement Simitis : 4,6% en 2003 au lieu de 1,7%.

15 octobre : La Grèce est élue par l'Assemblée générale de l'ONU membre non permanent du Conseil de sécurité à compter du 1^{er} janvier 2005 pour une durée de 2 ans.

Chronologie Chypre

15 mars-15 octobre 2004

23 mars : Début d'une nouvelle phase de négociations entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs qui s'ouvrent à Bürgenstock en Suisse. Rauf Denktash refuse de participer à ces négociations.

29-31 mars : Echec de la phase finale des négociations intercommunautaires, auxquelles s'étaient joints les Premiers ministres de Grèce et de Turquie. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU présente, à la suite de cet échec son plan définitif pour un règlement global du problème de Chypre.

7 avril : Le président Papadopoulos appelle les Chypriotes à « rejeter le plan Annan, à protéger vos droits, votre dignité et votre histoire ».

15 avril : 34 pays et organisations ont promis une aide de 2 milliards d'euros pour aider les Chypriotes grecs à faire face au coût de la réunification.

19 avril : Refus de deux chaînes de la télévision chypriote d'accorder l'accès de leur antenne au commissaire européen à l'élargissement Günter Verheugen, qui voulait expliquer comment le plan Annan et l'adhésion de Chypre à l'Union européenne (UE) sont compatibles.

21 avril : La Russie oppose un veto à un projet de résolution du conseil de sécurité de l'ONU, adopté par les 14 autres membres de ce conseil, offrant des garanties de sécurité aux deux communautés de Chypre en cas de victoire du « oui » au referendum du 24 avril. La Russie voulait que ce texte soit examiné après le 24 avril, et soit plus précis sur le rôle des Casques bleus en cas d'adoption du plan Annan.

24 avril : Referendum à Chypre sur le plan de réunification proposé par Kofi Annan : victoire du « non » chez les Chypriotes grecs (75,83%) et du « oui » chez les Chypriotes turcs (64,9%).

26 avril : Le Conseil des ministres de l'UE exprime sa volonté d'aider les Chypriotes turcs en établissant avec eux des relations directes et en leur accordant une aide de 259 millions d'euros.

1^{er} mai : Chypre devient membre de l'UE.

13 mai : G.Verheugen déclare que « Chypre m'a fait des promesses et a pris des engagements clairs qu'elle ne bloquera pas l'ouverture des négociations avec la Turquie ».

13 juin : élections au Parlement européen. Les Chypriotes ont le choix entre 59 candidats pour 6 sièges à pourvoir (représentation proportionnelle avec vote préférentiel et un minimum de 5% pour participer à la répartition) :

DISY (chrétien démocrate) : 28,23% et 2 sièges

AKEL (communiste) : 27,89% et 2 sièges

DIKO (libéral) : 17,09% et 1 siège

Alarm for Europe (dissidents du DISY) : 10,80% et 1 siège

7 juillet : La Commission européenne propose de lever l'embargo commercial imposé par l'UE à la zone occupée de Chypre.

22 juillet : Rencontre à Paris de Mehmet Ali Talat « Premier ministre » de la « République turque de Chypre nord » avec la ministre déléguée aux affaires européennes, Claudie Haigneré. C'est la première rencontre, depuis 1974, d'un dirigeant de la zone occupée de Chypre avec un ministre français.

27 juillet : Le Conseil des représentants permanents (COREPER) de l'UE repousse à septembre l'examen de la proposition de la Commission d'établir des relations directes avec la zone occupée de Chypre.

12 août : Markos Kyprianaou, commissaire européen désigné par Chypre, sera chargé de la santé et de la protection des consommateurs dans la Commission, qui entrera en fonction le 1^{er} novembre 2004.

24 août : Le président Papadopoulos déclare « Nous ne voulons pas être un obstacle à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Notre politique de base est de ne pas recourir au veto ».

31 août : Le service juridique du Conseil de l'UE a donné raison à Chypre contre la Commission à propos de l'ouverture de relations commerciales avec la partie occupée : une telle ouverture doit reposer sur le Protocole du traité d'adhésion – ce qui suppose une décision à l'unanimité et par conséquent un veto possible de Nicosie – et non pas sur l'article 133 du traité, qui requiert un vote à la majorité.

7 septembre : Le président Papadopoulos propose de partager le contrôle du port de Famagouste avec les Chypriotes turcs en échange de la restitution aux Chypriotes grecs de la ville de Varosha.

22 septembre : Le COREPER ne parvient pas à un accord sur la coopération avec la zone occupée de Chypre.

12 octobre : Le COREPER reporte à plusieurs semaines ses délibérations sur les relations directes avec la zone occupée de Chypre.

1

ETUDES HELLENIQUES / HELLENIC STUDIES

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**Les relations Euro-Atlantiques et
la Méditerranée orientale**

**Euro-Atlantic Relations and
the Eastern Mediterranean**

Edited by / Sous la direction de
**Joseph Joseph
Stephanos Constantinides**

Contributors / Contributions de
**Jean Catsiapis
Vassilis K. Fouskas
Kostas Ifantis
James Ker-Lindsay
Charalambos Konstantinidis
Neophytos G. Loizides
Claude Nicolet
Nathalie Tocci
Dimitrios Triantaphyllou
Angelos Sepos**

2004

Volume 12, No. 1, Printemps / Spring 2004

1

Table des matières / Table of Contents

Les relations Euro-Atlantiques et la Méditerranée Orientale Joseph Joseph, Stephanos Constantinides	5
Euro-Atlantic Relations and the Eastern Mediterranean Joseph Joseph, Stephanos Constantinides	13
Inherent Unilateralism: Systemic Unipolarity and US Strategy Kostas Ifantis	21
Crisis Management in the Eastern Mediterranean Neophytos G. Loizides	39
The Transatlantic Accordion and the Greek Key Charalampos Konstantinidis	57
Grandeur et décadence de la diplomatie turque Jean Catsiapis	75
Greek-Turkish Relations: Problems and Prospects for Europe Dimitrios Triantaphyllou	101
Remaining Engaged: Turkish-US Relations in the Post-Iraq Era James Ker-Lindsay	117
Anchoring Turkey to the EU: Domestic and Foreign-Policy Challenges Nathalie Tocci	133
The Imprint of Dumbarton Oaks' on Cyprus Vassilis K. Fouskas	149
EU Policy-Making in Federal Cyprus: The Challenge Ahead Angelos Sepos	167
American and British Policy towards Cyprus (1968-1974): New Conclusions in Light of New Evidence Claude Nicolet	193
Chypre : le referendum du 24 avril 2004 sur le plan Annan Jean Catsiapis	223
Statement by the President of the Republic of Cyprus Mr. Tassos Papadopoulos	233
Chronologie - Chypre	236
Chronologie - Grèce	237
The Theological Support Of The Concept Of Justice In Plato's Laws Christos Ath. Terezis-Olga Chr. Stavropoulou	239

2

ETUDES HELLENIQUES / HELLENIC STUDIES

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**Cyprus and the European Union :
Beyond accession**

**Chypre et L'Union européenne :
L'adhésion en vue de la réunification**

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides
Joseph Joseph

Contributors / Contributions de
Tozun Bahcheli
Susanne M. Baier-Allen
George Christou
Dimitris Chrysoschoou
Hasan Elmas
Evanthis Hatzivassiliou
Brendan O'Duffy
Michael Tsinisizelis
Dimitris Xenakis

2003

Volume 11, No. 2, Automne / Autumn 2003

2

Études helléniques / Hellenic Studies

Volume 11, No 2, 2003

Automne / Autumn

Table des matières / Table of Contents

Cyprus et l'Union Européenne : L'adhésion en vue de la réunification Joseph Joseph, Stephanos Constantinides	5
Cyprus and the EU: Beyond accession Joseph Joseph, Stephanos Constantinides	13
Return to Europe: EU Accession as a Turning Point in Cypriot History Evanthis Hatzivassiliou	21
EU Influence on the Cyprus Issue: From Association to Accession George Christou	35
Turkey, the Cyprus Issue and the European Union Tozun Bahcheli	73
L'intégration de la Turquie en Europe : un processus conflictuel. Hasan Elmas	89
So Near and yet so Far: Elusive Settlement in Cyprus Susanne M. Baier-Allen	105
Promoting Security Dialogue in the Mediterranean: The Hellenic Presidency and Beyond Michael J. Tsinisizelis, Dimitris K. Xenakis, Dimitris N. Chrysoschoou	119
Exchange Theory and Conflict Regulation: Cyprus through the British-Irish (Northern Ireland) Prism Brendan O'Duffy	137
Chronologie - Grèce	173
Chronologie - Chypre	174
Chronologie Turquie	176
Activités académiques /Academic Activities	177
Annex	178

1

ETUDES HELLENIQUES / HELLENIC STUDIES

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**The Fifth EU Enlargement:
Revisiting the Triangle of Cyprus
Greece and Turkey
La dynamique des relations triangulaires
Chypre-Grèce-Turquie
Face à l'avènement de l'Europe des 25**

Edited by / Sous la direction de
**Stephanos Constantinides
Joseph Joseph**

Contributors / Contributions de
**Michel Bozdemir
Jean Catsiapis
Van Coufoudakis
Burcu Gültekin
Dan Lindley
Phedon Nicolaides
Andrea K. Riemer
Mehmet Ugur**

2003

Volume 11, No. 1, Spring / Printemps 2003

1

Table des matières / Table of Contents

La dynamique des relations triangulaires Chypre - Grèce - Turquie Face à l'avènement de l'Europe des 25 Stephanos Constantinides, Joseph Joseph	5
The Fifth EU Enlargement: Revisiting the Triangle of Cyprus Greece and Turkey Joseph Joseph, Stephanos Constantinides	13
CYPRUS 2003 EU Accession and Failed UN initiatives Van Coufoudakis.....	21
Cyprus' Road to European Union Accession Missed Opportunities to Promote a Cyprus Solution Dan Lindley	37
The Long and Winding Road of EU-Turkish Relations after Copenhagen Andrea K. Riemer	57
Cyprus and the EU: Dispute Resolution as an International Public Good? Mehmet Ugur	79
Preparing for Membership or The Paradox of Going beyond EU Requirements Phedon Nicolaides	111
La question chypriote et la candidature de la Turquie à l'Union européenne Du Sommet de Copenhague (12-13 décembre 2002) au Sommet d'Athènes (16-17 avril 2003) Jean Catsiapis	135
L'attitude de la classe politique et de la société civile turques face au Conseil européen de Copenhague Burcu Gültekin	159
L'armée turque face à Chypre, la Grèce et l'Union européenne Michel Bozdemir	179
La Grèce en 2002	202
Chronologie - Grèce	207
Chronologie - Chypre	208
Chronologie Turquie	210
Recensions / Book Reviews.....	213
Activités académiques / Academic activities	214

2

ETUDES HELLENIQUES / HELLENIC STUDIES

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

The Balkans : A Region in Transition
Les Balkans en mutation

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides
Kathryn Radford

Contributors / Contributions de
Jean Catsiapis
Haralambos Kondonis
Spyridon Sfetas
George Stubos

Spiridon D. Siropoulos
Political Allusions in Book 22 of the Odyssey

Toula Nicolacopoulos, George Vassilacopoulos
Doubly Outsiders: Pre-war Greek-Australian
Migrants and their Socialist Ideals

2002

Volume 10, No. 2, Autumn / Automne 2002

2

Études helléniques / Hellenic Studies

Volume 10, No 2, 2002

Autumn / Automne

Table des matières / Table of Contents

The Balkans: A Region in Transition	
Stephanos Constantinides	5
Les Balkans en pleine mutation	
Stephanos Constantinides	8
Balkan Transition (1989-2002) Turbulent Past, Promising Future	
George Stubos	11
Civil Society in South-Eastern Europe and the Role of Greece in the Stability Pact	
Haralampos Kondonis	43
La politique balkanique de la France au cours du XXème siècle	
Jean Catsiapis	57
FYROM: The Ochrid Agreement and Its Aftermath	
Spyridon Sfetas	107
Political Allusions in Book 22 of the Odyssey	
Spiridon D. Siropoulos	125
Doubly Outsiders: Pre-war Greek-Australian Migrants and their Socialist Ideals	
Toula Nicolacopoulos and George Vassilacopoulos	141
Chronologie-Chypre	159
Chronologie-Grèce	160
Recensions / Book Reviews	162
Documentation	166

ADVICE TO CONTRIBUTORS

Three copies of all manuscripts, typewritten on computer, double-spaced should be submitted on paper and disk. Manuscripts should follow the APA Manual, or the MLA Style Sheet or be consistent with practice in the discipline of each particular author.

The *Centre for Hellenic Studies and Research - Canada*, the Editor and Editorial Board of *Hellenic Studies* take no responsibility for the opinions or data presented by contributors to the journal.

Manuscripts, published or unpublished, are not returned.

AVIS AUX COLLABORATEURS

Les textes doivent être soumis en trois exemplaires dactylographiés à l'ordinateur à double interligne et conformément à la présentation en usage sur papier et sur disquette.

Le *Centre de recherches helléniques - Canada*, l'Éditeur et le Comité de rédaction de la revue *Études helléniques* déclinent toute responsabilité quant aux opinions exprimées par les auteurs des articles.

Les manuscrits, publiés ou non, ne sont pas retournés à leurs auteurs.

ASSISTANTS À LA RÉDACTION/ ASSISTANTS TO THE EDITOR

Louis SAVOY
Thalia TASSOU

DIRECTEURS/ EDITORS

(1983-1985)

Stephanos CONSTANTINIDES
Leonidas BOMBAS

COMITÉ DE RÉDACTION/ EDITORIAL BOARD

(1983-1985)

Michel LAFERRIERE (†), McGill University (Canada)

REMERCIEMENTS/ THANKS TO

Panayiotis Constantinides
Theodora Panoutsopoulos
Prométhéas Constantinides

CONCEPTION GRAPHIQUE/GRAPHIC DESIGN: Iraklis Théodorakopoulos

